

Mémoire de l'Ecole de Guerre

25<sup>ème</sup> promotion

2017 - 2018




ÉCOLE DE GUERRE


Approche systémique de la menace islamiste en  
France, au prisme des grands principes de la  
contre-insurrection



Chef d'Escadrons Guillaume BOULET

Sous la direction d'Anne Mandeville, Maître de conférence en science politique à  
l'université Toulouse Capitole

 La menace islamiste en France est aujourd'hui essentiellement considérée comme une menace terroriste. Pourtant, le terrorisme n'est qu'une des composantes de la menace qui s'exprime également aux niveaux politique, diplomatique, économique, militaire, social, culturel, médiatique, religieux et cyber. L'analyse systémique de cette menace permet de montrer qu'elle est en fait une insurrection. En effet, que ce soit en termes de définition, de phases, de principes ou de nature, la menace islamiste en France répond à l'ensemble des critères permettant de la qualifier d'« insurrection ». Cette précision sémantique revêt en réalité une grande importance puisqu'elle permet de mieux définir la nature de la menace, et donc de lui apporter une meilleure réponse. La menace islamiste n'est donc pas typiquement une menace terroriste, elle est une menace insurrectionnelle et doit donc être abordée comme telle. Face à une insurrection nous proposons d'appliquer des techniques de contre-insurrection, qui seront déclinées à court, moyen et long termes.

 The Islamist threat in France today is essentially considered as a terrorist threat. Yet, terrorism is just one component of the threat that is also expressed at the political, diplomatic, economic, military, social, cultural, media, religious and cyber levels. The systemic analysis of this threat makes it possible to show that it is in fact an insurrection. Indeed, whether in terms of definition, phases, principles or nature, the Islamist threat in France meets all the criteria for calling it an "insurrection". This semantic precision is in fact of great importance since it makes it possible to better define the nature of the threat, and therefore to provide it with a better answer. The Islamist threat is therefore not typically a terrorist threat, it is an insurgency threat and must be addressed as such. Faced with an insurrection we propose to apply counter-insurgency techniques, which will be declined in the short, medium and long terms.

## Table des matières

<b>Introduction .....</b>	<b>4</b>
<b>Chapitre 1 - Approche systémique de la menace islamiste en France .....</b>	<b>10</b>
I. L'approche systémique.....	10
1. Théorie.....	11
2. Intérêt.....	12
II. La théorie des cinq cercles .....	13
1. Théorie.....	13
2. Application à la menace islamiste .....	16
III. L'analyse SWOT .....	19
1. Théorie.....	19
2. Application à la menace islamiste .....	21
<b>Chapitre 2 - La menace islamiste en France en tant qu'insurrection .....</b>	<b>43</b>
I. Les grandes phases et grands principes de l'insurrection .....	43
1. Les grandes phases de l'insurrection .....	43
2. Les grands principes de l'insurrection .....	48
3. Les buts du terrorisme dans la lutte insurrectionnelle.....	52
II. La menace islamiste en France est-elle une insurrection ?.....	58
1. Au regard de la définition.....	59
2. Au regard des phases.....	66
3. Au regard des principes.....	69
4. Au regard de la nature d'une insurrection.....	72
<b>Chapitre 3 - L'apport des théoriciens de la contre-insurrection pour la lutte contre l'insurrection islamiste.....</b>	<b>75</b>
I. Les grands principes de la contre-insurrection selon les théoriciens .....	75
1. Les grands principes.....	75
2. La population comme centre de gravité en contre-insurrection.....	90
II. Que faire ? .....	93
1. A court terme.....	95
2. A moyen terme.....	103
3. A long terme.....	108
<b>Conclusion .....</b>	<b>126</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>131</b>

## Introduction

« *Même si vous cessez de nous bombarder, de nous emprisonner, de nous torturer, de nous diffamer, de prendre nos terres, nous continuerons à vous détester parce que la cause principale de cette haine ne cessera pas tant que vous n'aurez pas embrassé l'islam* ». C'est par ces quelques lignes parues en juillet 2016 dans la revue Dabiq<sup>1</sup>, revue de propagande de l'Etat islamique, dans un article notamment adressé à la France et intitulé « *Pourquoi nous vous haïssons et pourquoi nous vous combattons* »<sup>2</sup>, que l'ennemi nous prévient clairement de son objectif, quel que soit notre comportement à son égard.

Le terrorisme islamiste en France, qui sévit de façon organisée depuis 1986<sup>3</sup>, mais plus intensément ces dernières années, a fait plus de 240 morts et près de 1000 blessés depuis le 7 janvier 2015<sup>4</sup>. Une étude internationale datant de juin 2017<sup>5</sup> montre que la France est le pays le plus touché par les attentats jihadistes commis en Europe et aux Etats-Unis depuis la création de l'Etat islamique le 29 juin 2014. Cependant, et c'est ce que soulignera entre autre le présent mémoire, le terrorisme n'est qu'un des nombreux aspects de la menace islamiste. Il reste néanmoins le plus médiatisé et le plus dangereux à court terme, occultant les autres axes d'attaque des islamistes qui agissent également dans les domaines politique, économique, diplomatique, social, culturel, médiatique et religieux, pour ne citer que les principaux.

---

<sup>1</sup> « Dabiq » est un magazine numérique publié sur internet par l'état islamique. Son nom fait référence à la ville de Dabiq, située au nord de la Syrie. D'après l'eschatologie islamique, c'est dans la ville de Dabiq que les armées de l'islam affronteront les forces anti-islamiques lors de l'apocalypse. Il existe d'autres publications de propagande de l'état islamique, à l'image de « Dar al-islam » (publié en français depuis décembre 2014) et « Rumiya » (publié en arabe, anglais, allemand, français, indonésien et turc, depuis septembre 2016).

<sup>2</sup> *Why we hate you and why we fight you*, Dabiq, numéro 15, juillet 2016, p30.

<sup>3</sup> Septembre 1986: Vague d'attentats à Paris perpétrés par Fouad Ali Saleh, dit "Ali le Tunisien", terroriste islamiste né en France de parents Tunisiens. Il a organisé 15 attentats de 1985 à 1986 qui ont fait 13 morts au total et 303 blessés. Il est l'auteur de l'attentat de la rue de Rennes, le 17 septembre 1986, qui a fait 7 morts et 54 blessés.

<sup>4</sup> Le 7 janvier 2015, l'attaque islamiste du satirique « Charlie hebdo » par les frères Kouachi fait 12 morts.

<sup>5</sup> Lorenzo Vidino, Francesco Marone, Eva Entenmann, *Fear thy neighbor : Radicalization and Jihadist attacks in the West*, ICCT (International Centre for Counter-Terrorism), ISPI, The George Washington University, juin 2017, 108p, p45.

C'est ce qu'exprime Anne-Clémentine Larroque<sup>6</sup> dans son ouvrage *Géopolitique des islamismes*, dans lequel elle définit les trois voies de la menace islamiste : « *L'activisme politique d'abord, l'activisme missionnaire ensuite, et la troisième voie : l'activisme violent et terroriste, appelé également jihadisme. Ces trois systèmes de pensée fondent des courants dont les moyens d'action diffèrent : action politique pour le premier, prosélytisme et prédication pour le second, violences et attentats pour le troisième* »<sup>7</sup>.

C'est également ce qu'analyse Anne Mandeville<sup>8</sup> dans un article sur *La radicalisation islamiste en France* : « *Il nous semble que pour bien comprendre la situation contemporaine, il faut être capable d'envisager ce « passage à l'acte radical » autrement que seulement à travers la violence dite « terroriste ». Ceci revient à dire qu'il existe un phénomène de radicalisation politique de la part de nombreux musulmans dans la société française, qui ne se traduit pas nécessairement par de la violence terroriste ou djihadiste* »<sup>9</sup>.

Nous voyons donc la nécessité d'aborder ce phénomène complexe sous un angle global et non pas seulement sous son aspect le plus médiatique, à l'image de ce que rappelait récemment le général d'armée Pierre de Villiers, alors Chef d'Etat-major des Armées : « *Intégrer une approche globale ab initio dans la réflexion de résolution d'une crise est une nécessité que nous défendons depuis de nombreuses années. Ceci nous évitera la victoire militaire suivie d'une défaite politique* »<sup>10</sup>.

---

<sup>6</sup> Historienne de formation, Anne-Clémentine Larroque est maître de conférences en questions internationales à Science Po.

<sup>7</sup> Anne-Clémentine Larroque, *Géopolitique des islamismes*, Que sais-je ?, Paris, Presses Universitaires de France, 2014, 128p, p11.

<sup>8</sup> Anne Mandeville est maître de conférence en science politique à l'Université Toulouse Capitole. Elle est également membre du Laboratoire d'Études géoculturelles du Grand Moyen-Orient et de la Turquie de l'Université Nationale et Kapodistrienne d'Athènes. Elle a publié en 2014, aux Éditions Publibook Université, *Le Système de maintien de l'ordre du Royaume-Uni : modèle européen ou exception culturelle ?*

<sup>9</sup> Anne Mandeville, *La radicalisation islamiste en France : Niveaux d'analyse d'un bouleversement politique sans précédent*, rapport du colloque de l'Université d'Athènes, mais 2017.

<sup>10</sup> Allocution du général d'armée Pierre de Villiers en conclusion du « séminaire de la communauté militaire des opérations », Balard, 12 janvier 2016.

L'approche systémique que nous nous proposons de développer ici entend répondre à cette nécessité. Il s'agira de considérer la menace islamiste en France comme un système organisé et ayant un but, afin d'en identifier les forces et les faiblesses pour l'analyser dans sa globalité et non pas seulement à travers le prisme du terrorisme comme c'est généralement le cas.

Notons que la nouvelle *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale*, parue fin 2017, qui tire les leçons des évolutions stratégiques depuis le Livre Blanc de 2013, prend en compte cette menace terroriste également dans sa dimension idéologique : « *Menace la plus immédiate et la plus prégnante, car elle s'exerce contre nos populations et sur notre propre sol, le terrorisme jihadiste connaît une phase de transformation qui n'en atténuera ni la portée, ni le danger pour la décennie à venir : les principales organisations jihadistes reculeront sur certains théâtres sans pour autant disparaître, tandis que l'idéologie qui les sous-tend ne faiblira pas* »<sup>11</sup>.

Plus important encore, cette Revue stratégique annonce elle-même l'importance d'une approche globale du phénomène : « *Le jihadisme depuis plus de vingt ans ne faiblit pas mais se déplace et se recompose. Comme le montre la diffusion de l'islam radical à travers le monde, de l'Afrique de l'Ouest à l'Indonésie, ces recompositions s'inscrivent dans un phénomène de civilisation plus global qui doit être appréhendé dans toutes ses dimensions. Les réponses à ce défi requièrent une mobilisation de toutes les politiques publiques : renseignement, sécurité, justice, éducation, diplomatie...* »<sup>12</sup>.

La menace islamiste est donc identifiée en tant que telle et pour Alain Chouet<sup>13</sup>, spécialiste des sociétés musulmanes, « *un islamiste est un musulman activiste, comme l'indique la terminaison « iste ». Il va vouloir islamiser le monde et porter le message divin aux non-musulmans par la persuasion, voire par la contrainte, pour qu'ils se*

---

<sup>11</sup> *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale*, DICOD, Bureau des Editions, octobre 2017, p37.

<sup>12</sup> *Ibid.* p38.

<sup>13</sup> Alain Chouet a été chef du service de renseignement et de sécurité à la DGSE de 2000 à 2002, il est diplômé de l'Ecole des langues orientales.

*soumettent à la volonté et à la loi divines telles qu'exprimées dans le Coran »*<sup>14</sup>. Dans ce cadre, il est intéressant de relever les conclusions d'une étude de l'Institut Montaigne<sup>15</sup> datant de septembre 2016, qui montre que 28% des musulmans de France considèrent que « La loi islamique (charia) est plus importante que la loi de la République ». Ils sont également 37%, selon cette même étude, à se déclarer proches de l'islamologue Tariq Ramadan, considéré comme proche de l'islam politique des Frères Musulmans.

Mais le dessein global est plus vaste comme le décrit Anne-Clémentine Larroque : « *La dimension politique fait partie intégrante de l'islam. Cependant, les principes islamistes poussent le projet de construction politique plus loin : l'Etat islamique doit englober toute la société, ses lois, ses principes économiques, ses individus. L'islamisme présente donc un aspect totalisant, à la fois politique et social »*<sup>16</sup>.

Ainsi, au regard de ce qui précède, les deux objectifs principaux de la menace islamiste sont la conquête politique du pouvoir et l'application de la loi islamique (charia), notamment par l'usage de la violence.

Pour nous, cette menace relève de l'insurrection qui répond à la définition suivante dans la doctrine de contre-insurrection française, ainsi que dans celle de l'OTAN : « *une insurrection se définit par les activités d'un groupe ou d'un mouvement organisé, souvent idéologiquement motivé, qui cherche à provoquer le changement politique de l'autorité gouvernant un pays ou une région. Ces activités sont centrées sur la persuasion ou la contrainte de la population en employant la violence et la subversion »*<sup>17</sup>.

Il nous paraît donc opportun d'étudier la menace islamiste en France comme une insurrection, et par conséquent d'étudier les grands principes de contre-insurrection

---

<sup>14</sup> Alain Chouet, *Au cœur des services spéciaux. La menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers*, Paris, La Découverte, 2011, 320 p, p26.

<sup>15</sup> Institut Montaigne, Hakim El Karoui, *Un islam français est possible*, septembre 2016, 188p.

<sup>16</sup> Anne-Clémentine Larroque, op. cit. p10.

<sup>17</sup> Cette définition fait consensus au sein de l'OTAN et a été adoptée dans la doctrine de contre-insurrection française diffusée par le Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations : *Contre-insurrection, DIA 3.4.4*, avril 2013, p15.

permettant d'y faire face. Selon la définition donnée par l'OTAN et par la doctrine française : « *la contre-insurrection est l'ensemble des activités politiques, économiques, sociales, militaires, juridiques, et psychologiques, institutionnelles ou non, nécessaires pour neutraliser une insurrection et répondre aux principaux motifs d'insatisfaction de la population* »<sup>18</sup>. Il est important de préciser que la doctrine française, appelée DIA 3.4.4<sup>19</sup>, n'envisage « *la contre-insurrection (...) qu'en dehors du territoire national* »<sup>20</sup>. Nous verrons pourtant que les grands théoriciens de la contre-insurrection ont défini des concepts qui peuvent s'appliquer à la menace islamiste actuelle sur notre territoire.

L'intérêt d'étudier cette menace à travers le prisme de l'insurrection, c'est-à-dire d'une guerre irrégulière utilisant notamment le principe de guérilla pour arriver à ses fins, est souligné par Gérard Chaliand dans son ouvrage *Terrorismes et guérillas*, dans lequel il explique qu' « *aujourd'hui, l'utilisation de la guérilla est le moyen de pression le plus puissant que des minorités armées (ethniques, idéologiques ou religieuses) peuvent utiliser contre des Etats décidés à ne pas leur céder* »<sup>21</sup>. Dans ce même ouvrage, parlant de la contre-insurrection que l'Etat doit mener face à une insurrection donnée, il pose ainsi le problème : « *Contre quelle cause combat-on ? Il s'agit d'abord de comprendre l'adversaire, la nature de la lutte, la stratégie de l'insurrection. Ces questions peuvent paraître des évidences, elles méritent cependant réflexion* »<sup>22</sup>.

**La présente étude a donc pour objectifs de montrer que la menace islamiste en France, vue dans sa globalité, doit être considérée comme une insurrection au regard d'un certain nombre de théories ; elle examine aussi comment lui appliquer les grands principes de la contre-insurrection définis par les principaux théoriciens dans le but d'en combattre les effets à court, moyen et long termes.**

---

<sup>18</sup> *Id.*

<sup>19</sup> Doctrine InterArmées (DIA)

<sup>20</sup> *Ibid*, p15.

<sup>21</sup> Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas*, Flammarion, 1985, 192 p., p156.

<sup>22</sup> *Ibid*, p95.

La première partie présente ce que nous entendons par « approche systémique », notamment dans un cadre militaire, mais montre également l'intérêt de cette approche dans le cadre de l'étude de la menace islamiste. Cette approche sera valorisée par l'utilisation de deux outils d'analyse systémique appliqués à la menace islamiste en France, également utilisés au sein des états-majors militaires pour prendre en compte l'ensemble du spectre d'une menace.

La deuxième partie expose les grandes phases et les grands principes d'une insurrection en s'attardant sur les buts de l'utilisation du terrorisme par l'adversaire. Nous montrerons alors comment la menace islamiste actuelle en France répond aux phases et principes de l'insurrection définis par les théoriciens.

La troisième partie développe les grands principes de la contre-insurrection étudiés par les principaux théoriciens de la guerre irrégulière, principes à appliquer selon eux pour espérer vaincre une insurrection. Nous proposerons dans ce cadre un certain nombre de pistes pour lutter contre la menace islamiste en France à court, moyen et long termes.

## Chapitre 1 - Approche systémique de la menace islamiste en France

La menace islamiste en France est souvent exclusivement étudiée sous l'angle du terrorisme. Le nombre d'ouvrages publiés ces dernières années sur le terrorisme islamiste vient renforcer cette idée. Le président de la république, Emmanuel Macron, le rappelait encore récemment dans son discours devant la conférence des ambassadeurs à Paris le 29 août 2017 : « *Assurer la sécurité de nos concitoyens fait de la lutte contre le terrorisme islamiste la première priorité de notre politique étrangère* ». Pourtant, en dépit de la médiatisation à outrance de cette menace spécifique et de ses conséquences dramatiques à court terme sur la population, une approche plus globale permet de prendre en compte ses autres dimensions, qui s'inscrivent dans le temps long.

Le concept d'approche systémique devient alors particulièrement intéressant pour étudier la menace dans son ensemble et considérer les interactions de ses sous-systèmes. En effet, comme le précise Ludwig von Bertalanffy, biologiste d'origine autrichienne considéré comme le fondateur de la Théorie systémique grâce à son ouvrage *General System Theory paru en 1973* : « *De tout ce qui précède se dégage une vision stupéfiante, la perspective d'une conception unitaire du monde jusque-là insoupçonnée. Que l'on ait affaire aux objets inanimés, aux organismes, aux processus mentaux ou aux groupes sociaux, partout des principes généraux semblables émergent* »<sup>23</sup>. Ainsi se justifie l'application de cette approche à la menace islamiste pour en définir les grands enjeux ainsi qu'une stratégie pour la contrer.

### I. L'approche systémique

La littérature sur le sujet montre la complexité et l'étendue du champ d'application de l'approche systémique. Jean-Louis Le Moigne, spécialiste français de la systémique, écrit dans *La théorie du Système général*, l'un de ses ouvrages majeur sur cette discipline : « *On pourrait je crois, citer plus de cent définitions différentes du mot*

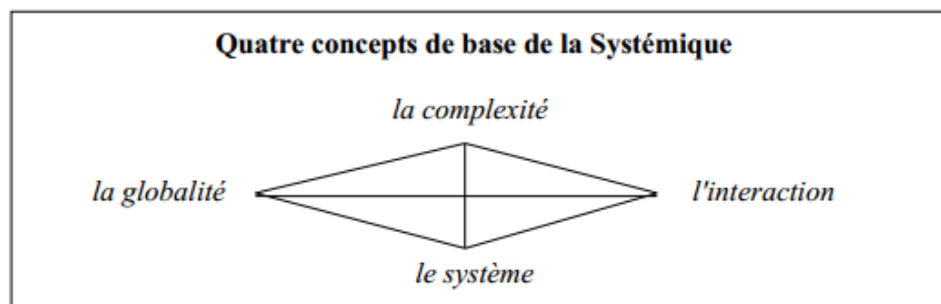
---

<sup>23</sup> Ludwig von Bertalanffy, cité par Jean-Louis Le Moigne dans *La théorie du système général*, 1977, PUF. Rééditions de 1986, p59.

*« système préconisées par les ouvrages de systémique »*<sup>24</sup>. Ainsi, les lignes qui suivent n'ont pas la prétention de couvrir l'ensemble de la discipline mais de la rendre accessible et compréhensible dans le cadre de son application à la menace islamiste en France. Plus particulièrement, elle sera abordée sous l'angle de son utilisation par la doctrine militaire occidentale pour mener des analyses de l'ennemi dans ses travaux de planification opérationnelle.

## 1. Théorie

Afin de vulgariser la discipline, quatre concepts de base ont été déterminés pour appréhender un système :



Source : *L'approche systémique, de quoi s'agit-il ?* Synthèse des travaux du groupe AFSCET, septembre 2003. Consultable sur : <http://www.afscet.asso.fr/>

La complexité traduit la difficulté à comprendre le système (manque d'informations, comportement aléatoire, imprévisibilité, etc...) et le fait qu'il est composé de différents éléments. Ce concept est à la base de l'approche systémique.

Le concept d'interaction fait référence aux relations entretenues par les différentes parties du système, c'est un concept très important qui complète celui de globalité.

La globalité représente le fait que « le tout est plus que la somme des parties ». Ce concept est particulièrement important dans l'étude de la menace islamiste et permet de comprendre que réduire la menace à celle du terrorisme ne suffit pas pour apporter une réponse sur le long terme.

---

<sup>24</sup> Jean-Louis Le Moigne, *La théorie du système général*, 1977, PUF. Rééditions de 1986, p19.

Le système est l'élément sur lequel repose la systémique. Il en existe de nombreuses définitions et nous retiendrons pour notre étude celle que Joël de Rosnay donne dans son ouvrage *Le Macroscopie* : « un système est un ensemble d'éléments en interaction dynamique, organisés en fonction d'un but »<sup>25</sup>.

Ainsi, l'approche systémique consiste selon Joël de Rosnay à s'appuyer sur la perception globale, par opposition à l'approche analytique qui analyse chaque élément dans les détails sans tenir compte du « but » du système auquel ces éléments appartiennent.

## 2. Intérêt

Gianfranco Minati, spécialiste italien de la systémique, nous prévient : « *Ne pas être systémique à l'heure actuelle est aussi désastreux sur le plan social que scientifique, et entraîne à la fois manque d'efficacité et gaspillage des ressources* »<sup>26</sup>.

L'intérêt d'aborder la menace islamiste au travers de l'approche systémique est de prendre en compte l'ensemble du spectre dans lequel cette menace agit, considérant qu'elle est souvent réduite, à tort, à la menace terroriste. Or, nous le verrons plus loin, l'un des buts de la partie terroriste de la menace islamiste est justement de cacher les autres avancées de cette menace.

Il s'agit donc de considérer la menace islamiste comme un système cohérent ayant un véritable but, employant pour le réaliser une palette complète de moyens dans les domaines politique, économique, militaire, diplomatique, social, culturel et informationnel.

La réflexion doctrinale interarmées sur les éléments d'analyse systémique pour la planification opérationnelle indique par ailleurs que « *dans le domaine militaire, l'analyse dite « systémique » est avant tout un outil pratique pour identifier et analyser des systèmes et des acteurs, leurs capacités et leur rôle dans l'évolution de*

---

<sup>25</sup> Joël de Rosnay, *Le Macroscopie*, Seuil, Paris 1975.

<sup>26</sup> Gianfranco Minati, *Introduction à la systémique*, traduit par Evelyne Endreewsky, <https://www.afscet.asso.fr/Archives/Minatti-Andreewsky-introduction-systemique.pdf>

la situation et in fine trouver des leviers d'action pertinents afin d'agir ou de les influencer pour modifier favorablement la situation. Ainsi, cet outil d'analyse sert essentiellement à représenter des structures et des relations à fin d'action »<sup>27</sup>.

Dans ce cadre, nous proposons ci-dessous deux approches systémiques de la menace islamiste en France, grâce à l'utilisation de deux outils d'analyse systémique, qui présentent chacun leurs avantages en termes de description d'un système et qui sont utilisés par les états-majors militaires pour rechercher le centre de gravité<sup>28</sup> ennemi et définir une stratégie pour l'atteindre.

## II. La théorie des cinq cercles

En 1995, le colonel John Warden de l'US Air Force écrit un article intitulé « *The Enemy as a System* » dans la revue « *Airpower Journal* ». Il y considère que « nous devons penser en termes de système, nous et nos ennemis sommes des systèmes et des sous-systèmes avec des dépendances mutuelles »<sup>29</sup>. Il décrit alors l'ennemi de façon générique grâce à un schéma qu'il nomme « Théorie des cinq cercles ».

### 1. Théorie

John Warden estime que « pour rendre le concept d'un système ennemi utile et compréhensible, nous devons créer un modèle simplifié »<sup>30</sup>. Il part du principe qu'il est possible de représenter toute organisation en cinq éléments imbriqués. Pour John Warden cette approche est applicable aussi bien au corps humain, à un état, un cartel de la drogue, une centrale électrique, qu'à une organisation terroriste. John Warden construit son modèle en prenant le corps humain pour exemple.

---

<sup>27</sup> Réflexion doctrinale interarmées, *Eléments d'analyse systémique pour la planification opérationnelle*, RDIA-008 n°148/DEF/CICDE/NP du 28 juin 2012. Consultable sur [http://www.cicde.defense.gouv.fr/IMG/pdf/20120718\\_np\\_cicde\\_rdia-008-as.pdf](http://www.cicde.defense.gouv.fr/IMG/pdf/20120718_np_cicde_rdia-008-as.pdf)

<sup>28</sup> Définit dans la doctrine française comme l'« élément matériel ou immatériel, dont un État, ou un ensemble d'États, une collectivité, une force militaire, tire sa puissance, sa liberté d'action ou sa volonté de combattre ».

<sup>29</sup> John Warden, *The enemy as a system*, *Airpower Journal*, vol. Spring, n° 9, 1995, p. 40-55

<sup>30</sup> *Id.*

Le premier cercle, appelé « Commandement », regroupe les capacités de décisions et de commandement du système étudié. Pour le corps humain il s'agirait en premier lieu du cerveau, mais certains organes pourraient également entrer dans ce cercle. John Warden précise que ce cercle est stratégique et que ses éléments sont difficilement remplaçables (si le cœur du corps humain est potentiellement remplaçable, ce n'est pas le cas du cerveau).

Le second cercle, appelé « Éléments essentiels », regroupe l'ensemble des éléments apportant de l'énergie au système pour le maintenir en vie. Pour le corps humain il pourrait s'agir de l'oxygène et de la nourriture. Pour John Warden ce cercle est probablement le plus important à considérer dans un scénario offensif car ses éléments peuvent être atteints plus facilement et sont presque aussi importants que ceux du premier cercle pour la survie du système.

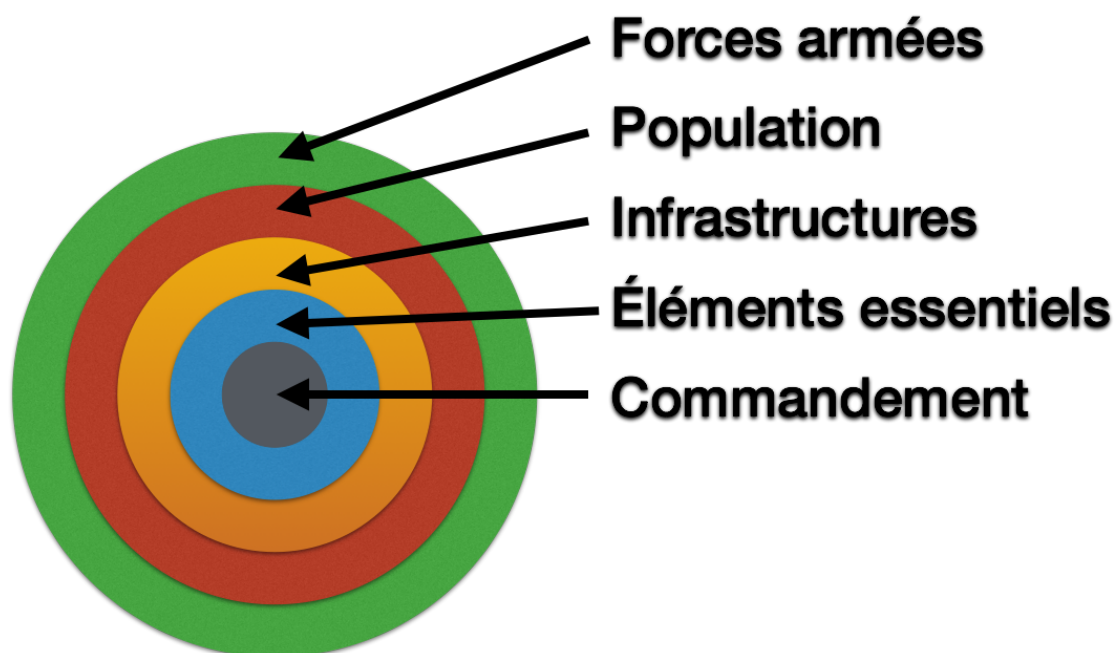
Le troisième cercle, appelé « Infrastructures », regroupe les éléments, souvent nombreux, qui constituent l'architecture du système. Pour le corps humain il s'agirait du sang, des os et des muscles. John Warden précise que même si certains des éléments de ce groupe sont détruits, le système peut continuer à fonctionner.

Le quatrième cercle, appelé « Population », symbolise ce qui vient soutenir et faire fonctionner le système. Pour le corps humain il s'agit des millions de cellules qui lui apportent énergie et oxygène. John Warden précise également pour ce groupe que les éléments qui le constituent sont importants mais que le système peut survivre même s'il en est privé d'une partie.

Le cinquième cercle, appelé « Forces armées », représente les éléments ayant la charge de protéger le système des agressions extérieures. Pour le corps humain il pourrait s'agir des leucocytes jouant un rôle important au sein du système immunitaire dans le cadre de la protection contre les agressions d'organismes extérieurs.

Ces cinq cercles peuvent donc modéliser n'importe quelle organisation et dans son article le colonel John Warden propose d'utiliser sa théorie pour mener une guerre stratégique face à un ennemi donné, arguant du fait que « *nous devons encore*

comprendre que même l'armée ennemie est un système qui est bien décrit par le modèle à cinq cercles »<sup>31</sup>. Il en déduit le schéma suivant :



Représentation symbolique de la théorie des cinq cercles

Prolongeant sa démonstration il estime que le cinquième cercle n'est pas le plus important à attaquer pour mener à bien la destruction du système. Il explique ainsi que « *notre cible, c'est l'ensemble du système, pas ses forces militaires. Si nous l'attaquons convenablement, ses armées deviendront un appendice inutile, qui ne reçoit plus de soutien du commandement, des éléments organiques essentiels, des infrastructures ou de la population. Ce qui ne veut pas dire que nous ne devons pas penser à la manière de vaincre directement une force armée ennemie* »<sup>32</sup>. Il va même plus loin et affirme qu' « *en règle générale, une campagne qui se concentre sur le cinquième cercle, soit par choix soit parce qu'il n'y a pas d'alternative, est susceptible d'être la plus longue et la plus sanglante des deux côtés* »<sup>33</sup>.

Ainsi, John Warden explique que la stratégie ultime pour détruire le système est d'attaquer les cinq cercles en même temps, ce qu'il appelle la stratégie des « attaques parallèles ».

---

<sup>31</sup> *Id.*

<sup>32</sup> *Id.*

<sup>33</sup> *Id.*

## 2. Application à la menace islamiste

Le colonel John Warden nous invite donc à considérer l'ennemi comme un système et affirme que son « modèle » des cinq cercles est applicable à toute organisation. Ainsi, en prenant en compte les éléments qu'il propose et que nous venons de détailler, nous pouvons déterminer pour chacun des cinq cercles les différentes composantes sur lesquelles repose la menace islamiste :

<b>Commandement</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Leaders politiques</li><li>• Leaders terroristes</li><li>• Leaders religieux</li><li>• Systèmes de communication</li><li>• États sponsors</li></ul>
<b>Éléments essentiels</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Base idéologique</li><li>• Réseaux de soutien logistique</li><li>• Publicité médiatique</li><li>• Réseau de propagande internet</li><li>• Réseau financier</li><li>• Armements - Munitions</li></ul>
<b>Infrastructures</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mosquées radicales</li><li>• Ecoles radicales</li><li>• Maisons sûres</li><li>• Lieux d'entraînement</li></ul>
<b>Population</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Population active</li><li>• Population passive</li><li>• Population neutre</li></ul>
<b>Forces armées</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Cellules terroristes</li></ul>

Le premier cercle contient la partie commandement, composée des différents leaders politiques, terroristes et religieux qui organisent la menace et souhaitent, dans le cas de la menace islamiste, prendre le pouvoir et instaurer la charia, comme ils l'annoncent clairement dans leurs différents organes médiatiques. Ce cercle comporte également les systèmes de communication, qui peuvent être archaïques (échanges de messages écrits par boîte aux lettres mortes) ou modernes (application Telegram,

stéganographie<sup>34</sup>) et qui permettent aux porteurs de la menace de coordonner leurs actions et de transmettre leurs ordres. Enfin, les Etats qui financent et supportent la menace islamiste depuis l'extérieur du territoire font également partie de ce cercle central.

Le second cercle contient les éléments essentiels nécessaires à la menace islamiste pour survivre. Il s'agit de sa base idéologique, notamment l'interprétation rigoriste du coran, source de motivation pour les islamistes. Les réseaux de soutien logistique permettent entre autre l'approvisionnement en armes et en munitions, mais assurent également les déplacements des terroristes en toute discrétion. Les médias jouent un rôle important au sein de ce cercle, puisqu'ils permettent une visibilité médiatique à la menace et deviennent finalement un vecteur pour propager l'idéologie et faire naître de nouveaux adeptes. Le réseau de propagande sur internet est un élément essentiel incontournable, difficile à contrer et très efficace pour recruter et propager l'idéologie du mouvement. Enfin, les réseaux financiers, qu'ils soient nationaux ou provenant d'états acquis à la cause, jouent un rôle majeur dans la perception de la menace islamiste puisqu'ils permettent de financer l'ensemble des actions entreprises pour concrétiser les buts décrétés par le mouvement : prendre le pouvoir et instaurer la charia.

Le troisième cercle, qui représente les infrastructures liées à la menace, est composé tout d'abord des mosquées radicales. Le journaliste Joachim Véliocas, dans son livre *Mosquées Radicales*<sup>35</sup> paru en novembre 2016, dénombre 450 mosquées radicales en France, diffusant des prêches incompatibles avec les lois de la République française et reposant sur les courants du salafisme, des Frères Musulmans ou du wahhabisme saoudien. Les écoles radicales islamistes, parfois financées par des pays étrangers, complètent ce dispositif, qu'elles soient hors contrat ou sous contrat avec l'état. Une enquête<sup>36</sup> du *Figaro* d'avril 2016 en dénombrait une cinquantaine regroupant environ

---

<sup>34</sup> La stéganographie est un procédé qui permet de cacher un message texte dans une image, tout en le cryptant. Il devient alors extrêmement difficile de pouvoir trouver le message, puisqu'il faut connaître l'image concernée, savoir qu'elle contient un message et en connaître le code.

<sup>35</sup> Joachim Veliocas, *Mosquées radicales*, Editions Dominique Martin Morin, 10 novembre 2016.

<sup>36</sup> <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2016/04/05/01016-20160405ARTFIG00375-les-ecoles-musulmanes-inquietent-le-gouvernement.php>

5000 élèves (ces chiffres sont ceux du rapport d'information du Sénat datant de juillet 2016 sur le financement de l'islam de France et de ses lieux de cultes<sup>37</sup>). Les maisons sûres sont des lieux où les personnes recherchées ou préparant un attentat peuvent vivre au sein de la population sans être visibles et sans être dénoncées. Ce type d'infrastructure est indispensable au mouvement pour exercer ses activités clandestines. Enfin, les lieux d'entraînement, gardés secrets, sont des emplacements situés en France ou à l'étranger permettant de s'exercer au maniement des armes ou des explosifs en toute sécurité dans le cadre de la préparation d'activités terroristes. A ce sujet, un rapport<sup>38</sup> d'Europol datant de janvier 2016, intitulé *Les changements de mode opératoire des attaques terroristes de l'Etat Islamique*, affirme que Daesh possède des camps d'entraînement au sein de l'Union Européenne et dans les Balkans.

Le quatrième cercle est centré sur la population, il comprend les populations actives, passives et neutres. La population active est celle qui soutient activement l'insurrection et qui participe au soutien financier et logistique du mouvement. La population passive ne participe pas directement à l'insurrection mais lui offre un climat favorable dans la mesure où elle ne cherche pas à l'entraver, elle n'apporte qu'un soutien passif. Mais pour Gérard Chaliand, spécialiste des guerres irrégulières, « *il ne faut pas sous-estimer le soutien passif de la population* »<sup>39</sup>. La population neutre est la partie de la population qui attend de basculer du côté passif ou actif et qui dépend fortement de l'influence de la subversion et des médias. Notons par ailleurs que pour Lawrence d'Arabie « *on peut mener une rébellion à son terme avec 2% de la population organisée en force de frappe et 98% de sympathisants passifs* »<sup>40</sup>.

Le cinquième cercle représente le bras armé de l'insurrection. Ce bras armé est essentiellement représenté par les cellules terroristes chargées de perpétrer les attentats sur le sol du pays à conquérir. Jean-Yves Le Drian, ancien ministre de la Défense, a bien identifié cette militarisation de la menace dans son livre *Qui est*

---

<sup>37</sup> <https://www.senat.fr/rap/r15-757/r15-7571.pdf>

<sup>38</sup> Europol, *Changes in modus operandi of Islamic State terrorist attacks*, 18 janvier 2016. [https://www.europol.europa.eu/sites/default/files/publications/changes\\_in\\_modus\\_operandi\\_of\\_is\\_in\\_terrorist\\_attacks.pdf](https://www.europol.europa.eu/sites/default/files/publications/changes_in_modus_operandi_of_is_in_terrorist_attacks.pdf)

<sup>39</sup> Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas*, Flammarion, 1985, 192 p.

<sup>40</sup> T.E.Lawrence, *Guérilla dans le désert 1916-1918*, Bruxelles, Editions Complexe, 1992, p59.

*l'ennemi ? : « Au cours de l'année 2015, la France a été frappée à plusieurs reprises sur son sol, par des commandos armés qui ont visé des civils de près de vingt nationalités différentes. Comme elle, de trop nombreux pays, en Europe et dans le monde, ont été les cibles des menées meurtrières d'un terrorisme djihadiste qui s'est militarisé. Et cette menace est loin d'avoir disparu de nos vies »<sup>41</sup>.*

Au regard de l'analyse du colonel John Warden il apparaît donc impératif de ne pas concentrer tous les efforts sur les cellules terroristes (cinquième cercle) dans le cadre de la lutte contre la menace islamiste, mais bien de s'attaquer aux cinq cercles en même temps pour réduire efficacement la menace.

### **III. L'analyse SWOT**

L'analyse SWOT, pour Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces), est un outil d'analyse stratégique, initialement développé au sein des entreprises. Cet outil combine l'étude des forces et des faiblesses d'une organisation, avec celle des opportunités et des menaces liées à son environnement, afin d'aider à la définition d'une stratégie dans le but de développer ou de contrer cette organisation.

#### **1. Théorie**

Cet outil a l'avantage d'être applicable à un grand nombre de domaines, et surtout de prendre en compte l'approche globale dans la réflexion. Dans la perspective de l'utilisation de l'analyse SWOT en tant qu'outil servant à définir une stratégie de lutte contre la menace islamiste, il s'agit d'identifier les facteurs internes et externes à la menace, dans le but d'en minimiser les effets des forces et des opportunités tout en maximisant les potentiels des faiblesses et des menaces pesant sur cet ennemi.

Les « forces » sont les aspects positifs ou les avantages internes que contrôle l'organisation et sur lesquels elle peut se reposer pour l'avenir. Il s'agit des facteurs positifs internes servant l'organisation dans la réalisation de son but.

---

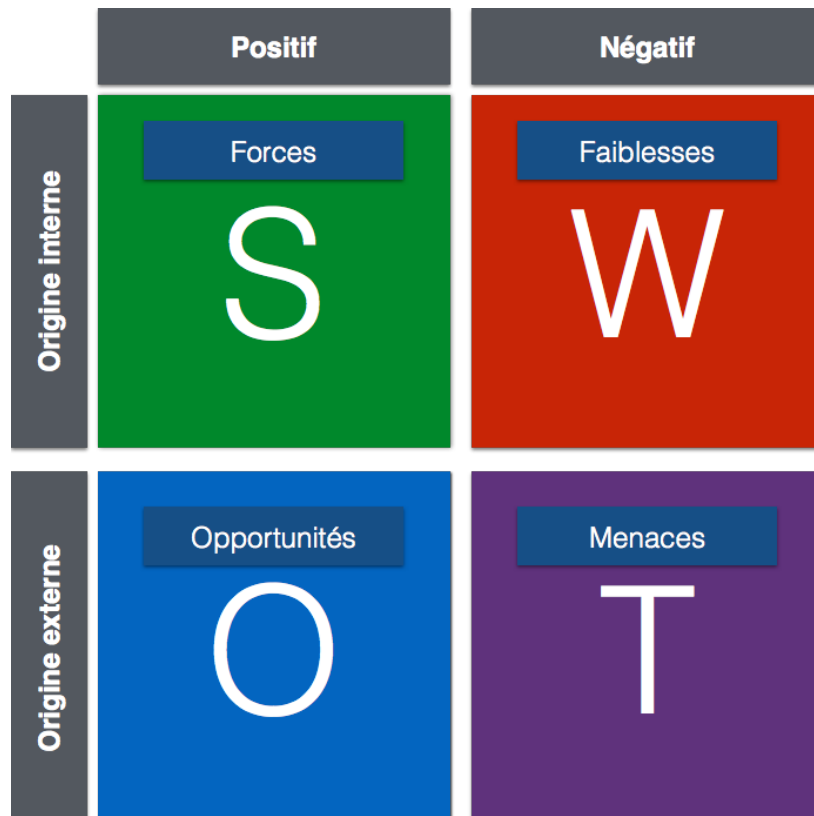
<sup>41</sup> Jean-Yves Le Drian, *Qui est l'ennemi ?* Paris, Cerf, 2016, 80p, p29.

Les « faiblesses », par opposition aux « forces », sont les aspects négatifs ou les désavantages internes qui sont également contrôlés par l'organisation et pour lesquels une marge de progression importante existe. Il s'agit des facteurs négatifs internes desservant l'organisation dans la réalisation de son but.

Les « opportunités » sont les possibilités externes positives dont peut potentiellement bénéficier l'organisation mais qui sont généralement hors de son contrôle. Il s'agit des facteurs positifs externes servant l'organisation dans la réalisation de son but.

Les « menaces » sont les problèmes, obstacles ou limitations externes auxquels l'organisation pourrait avoir à faire face et qui sont généralement également hors de son contrôle. Il s'agit des facteurs négatifs externes desservant l'organisation dans la réalisation de son but.

Le résultat attendu se présente sous la forme d'un tableau comportant une grille composée de quatre grandes cases (cf. illustration ci-dessous) :



Verticalement : deux colonnes. Celle de gauche recueille la liste des éléments ayant une incidence positive ou favorable sur le domaine d'activité stratégique étudié. Celle de droite recueille la liste des éléments ayant une incidence négative ou défavorable sur le domaine d'activité stratégique étudié.

Horizontalement : deux lignes. Celle du haut recueille la liste des éléments dont l'existence est due à des causes internes, spécifiques au domaine d'activité stratégique étudié. Ces éléments -dont la ou les causes sont internes- sont censés être maîtrisables ou réformables par les dirigeants de l'organisation. Celle du bas recueille la liste des éléments dont l'existence est due à des causes externes. Ces éléments -dont la ou les causes sont externes- s'imposent aux dirigeants des organisations qui ne peuvent avoir prise sur eux<sup>42</sup>.

Ainsi, en prenant en compte l'ensemble des facteurs liés à l'analyse SWOT, la démarche participe à l'approche systémique de la menace islamiste, en ne focalisant pas uniquement sur l'utilisation du terrorisme par l'adversaire.

## **2. Application à la menace islamiste**

Pour remplir la matrice SWOT gardons à l'esprit que sur le long terme la menace islamiste vise deux objectifs principaux, la prise de pouvoir et l'application de la charia, mais que l'utilisation du terrorisme n'est pas forcément nécessaire pour y parvenir. Ainsi, pour les islamistes, le but à plus court terme est de jeter les bases d'une société compatible dans le futur avec l'application de la charia dans les domaines de la vie courante. Notons avec Alexandre Del Vall qu' « *en Europe, la voie pacifique est encore plus nettement privilégiée puisque la liberté d'action prosélyte des islamistes non jihadistes n'y rencontre presque aucun obstacle* »<sup>43</sup>. Rappelons par ailleurs que par arrêté du 13 février 2003, la Cour Européenne des Droits de l'Homme déclare que « *la charia est incompatible avec les principes fondamentaux de la démocratie* »<sup>44</sup>.

---

<sup>42</sup> Description du tableau extraite de la définition de l'encyclopédie en ligne Wikipédia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/SWOT\\_\(méthode\\_d%27analyse\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/SWOT_(méthode_d%27analyse))

<sup>43</sup> Alexandre Del Valle, *Les vrais ennemis de l'occident*, Paris, L'artilleur, 2016, p175.

<sup>44</sup> [http://www.echr.coe.int/Documents/CLIN\\_2003\\_02\\_50\\_FRA\\_815436.pdf](http://www.echr.coe.int/Documents/CLIN_2003_02_50_FRA_815436.pdf)

Au regard des critères définis plus haut nous proposons le tableau suivant pour l'application de l'analyse SWOT à la menace islamiste en France :

	<b>Positif</b>	<b>Négatif</b>
<b>Origine interne</b>	<p><b>Forces</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Détermination</li> <li>2. Capacité à agir dans de nombreux domaines</li> <li>3. Forte audience au sein de la communauté musulmane</li> <li>4. Bonne maîtrise de la diffusion de la propagande</li> <li>5. Sait profiter des faiblesses de la démocratie</li> </ol>	<p><b>Faiblesses</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La menace s'inscrit dans le temps long, notamment pour une prise de pouvoir totale</li> <li>2. La violence de certains concepts islamistes peut effrayer une partie de la population ciblée par l'ennemi</li> </ol>
<b>Origine externe</b>	<p><b>Opportunités</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Syndrome de Stockholm de la population</li> <li>2. Tentation de la politique d'apaisement de la part du gouvernement</li> <li>3. Mise en place de lois favorables à l'action islamiste</li> <li>4. Aide inconsciente des médias</li> </ol>	<p><b>Menaces</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Prise de conscience de la population</li> <li>2. Trahison</li> <li>3. Mise en place de lois défavorables à l'action islamiste</li> </ol>

Nous résumons ci-dessous quelques arguments justifiant les assertions dans les différentes cases de la matrice SWOT appliquée à la menace islamiste. Nous étudierons donc successivement :

- Les forces
- Les faiblesses
- Les opportunités
- Les menaces

## ■ Étude des forces

Nous avons identifié cinq forces intrinsèques principales :

- La détermination
- La capacité à agir dans de nombreux domaines
- La forte audience au sein de la communauté musulmane
- La bonne maîtrise de la diffusion de la propagande
- La faculté à profiter des faiblesses de la démocratie

### ■ **Détermination**

L'une des grandes forces de la mouvance islamiste est la détermination de ses partisans, ainsi que la résilience dont fait preuve l'ensemble du système. Cette détermination s'affiche principalement dans deux domaines, le rapport au temps et le rapport à la mort.

Dans le Coran la patience est considérée comme une vertu et évoquée plus de 70 fois. Les théoriciens islamistes considèrent qu'ils peuvent prendre le temps nécessaire pour mettre leurs desseins à exécution, l'essentiel étant que la victoire soit au bout. C'est dans cet état d'esprit qu'Abu Bakr Naji dans *Gestion de la barbarie* fait l'éloge de la patience pour obtenir la victoire. Dans une interview au Figaro de juin 2016, Boualem Sansal explique que « *la force des islamistes et des prédicateurs est la patience. Ils inscrivent leur action dans la durée* »<sup>45</sup>.

La notion de détermination est également présente à travers l'idée de sacrifice, très importante dans la défense des valeurs islamistes, à l'image des propos que l'on peut trouver dans le deuxième numéro de la revue *Dar-Al-Islam* : « *Nos soldats aiment la mort, comme vous aimez la vie* ».

---

<sup>45</sup> <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2016/06/17/31002-20160617ARTFIG00263-boualem-sansal-l-ordre-islamique-tente-progressivement-de-s-installer-en-france.php>

## ■ Capacité à agir dans de nombreux domaines

Une autre grande force de la mouvance islamiste en France est sa faculté à agir dans de nombreux domaines, et non pas seulement de façon visible à travers le terrorisme.

Nous étudions donc ici neuf niveaux différents :

- Le niveau politique
- Le niveau économique
- Le niveau diplomatique
- Le niveau militaire
- Le niveau social
- Le niveau culturel
- Le niveau médiatique
- Le niveau religieux
- Le niveau cyber

### **a. Le niveau politique**

Sur le plan politique, Anne-Clémentine Larroque, dans *Géopolitique des islamismes*, explique le processus suivant : « *Dans les Etats où l'islam ne constitue pas la religion majoritaire, des partis politiques sont fondés. Ils participent aux élections locales et peuvent influencer sur les élections nationales, notamment en appelant à voter pour un candidat proche de la cause islamique* ». Et d'ajouter « *En France, par exemple, le Parti des musulmans de France (PMF), créé en 1997 à Strasbourg, représente la cause des musulmans français. Mais l'échelle d'action peut être plus réduite avec l'Union des associations musulmanes du 93 (UAM 93), active en Seine-Saint-Denis, depuis les municipales de 2008. Elle défend les candidats dont l'engagement penche « en faveur des musulmans ». Sans être des partis islamistes, ils incarnent, à petite échelle, l'islam politique* ».

Lors des élections législatives de 2017, trois partis s'inscrivaient clairement dans cette optique. Le « Parti Egalité Justice » (PEJ) dont le manifeste fondateur demande que soient instaurés « *des accommodements raisonnables pour les musulmans* » en

France<sup>46</sup> et dont plusieurs candidates posaient avec le voile islamique sur leurs affiches de campagne<sup>47</sup>. Le parti « Français et Musulmans » qui demandait dans son programme de revenir sur l'interdiction du voile islamique à l'école et dont certaines candidates posaient également avec le voile islamique sur leurs affiches de campagne<sup>48</sup>. Enfin, l'« Union des Démocrates et Musulmans de France » (UDMF), qui présentait également des candidates portant le voile islamique<sup>49</sup>.

## **b. Le niveau économique**

Sur le plan économique, l'essor de la finance islamique (pour ne prendre que cet exemple) est symptomatique car cette branche de la finance se développe rapidement en France, en toute discrétion.

Le site internet du ministère de l'économie lui consacre un onglet et y donne la définition suivante : « *Le terme finance islamique recouvre l'ensemble des transactions et produits financiers conformes aux principes de la Charia, qui supposent l'interdiction de l'intérêt, de l'incertitude, de la spéculation, l'interdiction d'investir dans des secteurs considérés comme illicites (alcool, tabac, paris sur les jeux, etc.), ainsi que le respect du principe de partage des pertes et des profits* »<sup>50</sup>.

En mai 2008, un rapport du Sénat fait par Jean Arthuis au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur la finance islamique estimait que « *le développement de la finance islamique en France ne nécessiterait pas un « bouleversement » du droit positif d'une part, et pourrait s'appuyer sur deux atouts majeurs, à savoir une place financière déjà compétitive et la présence d'une communauté musulmane importante, d'autre part* »<sup>51</sup>.

---

<sup>46</sup> [http://www.licra.org/wp-content/uploads/documentslide.com\\_pej-manifeste-fr.pdf](http://www.licra.org/wp-content/uploads/documentslide.com_pej-manifeste-fr.pdf)

<sup>47</sup> C'était le cas notamment de Nadia Omani et Hülya Sahin.

<sup>48</sup> C'était le cas notamment de Hanan Zahouani.

<sup>49</sup> C'était le cas notamment de Sandra Fourastier.

<sup>50</sup> <https://www.economie.gouv.fr/cedef/finance-islamique?language=fr>

<sup>51</sup> Sénat, rapport d'information n°329 du 14 mai 2008 fait au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économique de la Nation sur la finance islamique par Jean Arthuis, p8. Consultable sur <https://www.senat.fr/rap/r07-329/r07-3291.pdf>.

Par ailleurs, le même rapport estimait « *qu'il n'existait pas d'obstacles juridiques ou fiscaux rédhitoires au développement de la finance islamique sur le territoire national* »<sup>52</sup>. Ainsi, en juillet 2008, Christine Lagarde, alors ministre de l'Economie et des Finances, déclarait lors du forum Paris-Europlace : « *Nous allons développer sur le plan réglementaire et fiscal tout ce qui est nécessaire pour rendre les activités (de finance islamique) aussi bienvenues ici à Paris qu'à Londres et sur d'autres places* ». La finance islamique est encadrée en France depuis août 2010, suite à sa parution au journal officiel le 24 août 2010<sup>53</sup>.

Aujourd'hui le premier réseau de finance islamique, *Noorassur*<sup>54</sup>, compte sept agences en France mais prévoit d'en avoir une vingtaine d'ici quelques années. La banque marocaine *Chaabi Bank* s'est également développée en France et propose 23 agences permettant d'ouvrir un compte bancaire « *charia-compatible* »<sup>55</sup>.

Enfin, un *institut français de finance islamique*<sup>56</sup> a été créé en décembre 2009 par Hervé de Charrette, ancien ministre des affaires étrangères, dans le but d'assurer la promotion et l'accompagnement du mouvement de la finance islamique, en France et dans le monde. Parallèlement, en 2009, l'université Paris-Dauphine a mis en place un « Executive Master » intitulé « Principes et pratiques de la finance islamique ».

### **c. Le niveau diplomatique**

Sur le plan diplomatique, la menace islamique est incarnée notamment par les relations avec le Qatar et l'Arabie Saoudite<sup>57</sup>. Le 5 juillet 2017, un institut de recherche britannique indépendant, le *Henry Jackson Society*, a publié un rapport<sup>58</sup> intitulé « *Les financements étrangers de l'extrémisme religieux au Royaume-Uni* » désignant l'Arabie Saoudite comme principale source de financement de l'islam extrémiste au Royaume-Uni.

---

<sup>52</sup> *Ibid.* p9.

<sup>53</sup> <http://www11.minefi.gouv.fr/boi/boi2010/cadliste.htm>

<sup>54</sup> [http://www.noorassur.com/qui\\_sommes\\_nous.php](http://www.noorassur.com/qui_sommes_nous.php)

<sup>55</sup> <https://www.chaabibank.fr/agences/>

<sup>56</sup> <http://www.institutfrancaisdefinanceislamique.fr/fr/decouvrez-l-iffi.php>

<sup>57</sup> Voir à ce sujet le livre de Pierre Conesa, *Dr. Saoud et Mr. Djihad*, Pierre Laffont, 2016, 306p.

<sup>58</sup> HJS, *Foreign Funded Islamist Extremism in the UK*, CRT, juillet 2017, 14p.

En France, les bureaux officiels de la Ligue Islamique Mondiale, ONG fondée par l'Arabie Saoudite, se situent à Mantes-la-Jolie, dans les locaux attenants à la mosquée Ibn Abdelaziz. L'Arabie Saoudite contribue aussi largement à la construction de mosquée, comme ce fut le cas par exemple pour celle d'Evry ou pour la grande mosquée de Lyon. Un rapport d'information du Sénat datant de juillet 2016<sup>59</sup> sur le financement de l'islam de France montre qu'elle a participé à la construction de huit mosquées en France à hauteur de 3,7 millions d'euros, sans compter les dons privés provenant du pays et qu'elle finance les activités d'environ 14 imams en France (dont les imams des mosquées qu'elle finance, leur désignation étant par ailleurs la contrepartie du financement).

Dans une interview donnée au point au mois d'août 2017, le président de la République, Emmanuel Macron déclare, au sujet de la guerre en Syrie, que « *Le Qatar et l'Arabie saoudite ont financé des groupements qui n'étaient pas les mêmes, mais qui ont de fait contribué au terrorisme* »<sup>60</sup>. Comme le constate le rapport du Sénat sur le financement des lieux de culte musulmans, le Qatar contribue aussi à la construction de mosquées. Dans ce même rapport, Antoine Sfer, directeur de la rédaction de la revue *Les cahiers de l'Orient*, est auditionné et rappelle que « *le Qatar et l'Arabie Saoudite sont les deux seuls États se réclamant du wahhabisme, selon laquelle rien de nouveau après le Prophète ne saurait être accepté. Ils pratiquent une islamisation à la fois par le bas et par le haut* »<sup>61</sup>.

Les propos d'Alain Chouet sur la relation de l'occident avec l'Arabie Saoudite sont éloquentes : « *L'Afghanistan, l'Irak, le Sahel, nos zones « grises » d'Occident sont des lieux d'expression de la violence politique islamiste. Mais les causes de la violence ne sont pas là. Elles sont dans la richissime théocratie conservatrice de l'Arabie wahhabite qui inspire la violence, entretient ses réseaux, finance les forces politiques salafistes, fait barrage partout où elle le peut contre les libertés et la démocratie en terre d'islam, décrète l'anathème contre quiconque lui fait de l'ombre. Elles sont dans le mariage contre nature scellé en 1945 et renouvelé jusqu'en 2065, entre la première démocratie du monde occidental et la monarchie la plus réactionnaire du*

---

<sup>59</sup> <https://www.senat.fr/rap/r15-757/r15-7571.pdf>

<sup>60</sup> Le Point, 31 août 2017, p48.

<sup>61</sup> <https://www.senat.fr/rap/r15-757/r15-7571.pdf>

*monde musulman. Elles sont enfin dans la croyance naïve de nos intellectuels que la violence djihadiste des Jamaa Islamiyyah peut se dissoudre dans l'islamisme « modéré » des Frères musulmans, alors que ce sont là les deux faces d'un même Janus qui joue partout la même tragédie dévastatrice. Tant qu'on n'aura pas résolu ces contradictions fondamentales, il sera vain de rêver de « printemps » des peuples musulmans et de la fin de la violence politique islamiste »<sup>62</sup>.*

#### **d. Le niveau militaire**

Sur le plan militaire, la menace islamiste en France se caractérise par « *un terrorisme jihadiste militarisé* », évoqué notamment par l'ancien ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian dans son livre *Qui est l'ennemi ?*

C'est dans ce domaine que la menace islamiste est la plus visible puisque c'est celui qui cause des dommages physiques immédiats sur la population et c'est également celui qui est le plus rapporté par les médias. Pourtant, ce volet militaire de la menace islamiste n'est qu'un des moyens utilisés pour réaliser son programme comme le rappelle Boualem Sansal lors de son intervention au cours de la remise du prix Varenne : « *Tout son programme, dont le terrorisme est un volet important mais pas le plus important, il en est dix autres qui le sont davantage, ne vise que cela : briser les résistances, éteindre les Lumières avec un grand L et installer les mécanismes d'une islamisation en profondeur de la société* »<sup>63</sup>.

D'autre part, sur ce plan, Gérard Chaliand rappelle que « *très peu de mouvements ont remporté des succès politiques décisifs en utilisant le terrorisme de façon quasi exclusive ou de façon largement majoritaire* »<sup>64</sup>.

#### **e. Le niveau social**

Sur le plan social, l'exemple du déploiement de la menace islamiste par le vecteur des associations sportives est intéressant. Dans un article publié le 15 octobre 2015 et

---

<sup>62</sup> Alain Chouet, *op.cit.*, p300.

<sup>63</sup> [http://www.fondationvarenne.com/sites/default/files/boualem\\_sansal.pdf](http://www.fondationvarenne.com/sites/default/files/boualem_sansal.pdf)

<sup>64</sup> Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas*, Flammarion, 1985, p117.

intitulé « *Une note des renseignements pointe du doigt la radicalisation dans le sport amateur* »<sup>65</sup>, le Figaro évoque la publication d'une note confidentielle de 13 pages du Service Central du Renseignement Territorial (SCRT) intitulée « *Le sport amateur vecteur de communautarisme et de radicalité* ». On y apprend que des salafistes encadrent les activités sportives et pratiquent le prosélytisme, que la mixité est rejetée, que des prières ont lieu durant les matchs sur les pelouses ou encore que les tenues traditionnelles sont de rigueur.

La région Ile-de-France organisait, le 30 novembre 2017, un colloque sur les liens entre pratiques sportives et radicalisation. Lors de cette rencontre, le chef de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste (Uclat), Loïc Garnier, a indiqué que plus de 800 individus fichés pour radicalisation fréquentaient en France des clubs sportifs. Parmi eux, 27% manifestent sans ambiguïté leur soutien à des causes djihadistes, en faisant l'apologie du terrorisme, en développant des incitations à des projets terroristes ou du soutien idéologique et logistique à des terroristes<sup>66</sup>. Afin de lutter contre la radicalisation dans le sport, la région île de France a instauré une « formation à la prévention de la radicalisation dans le sport ».

Mais le plan social ne se limite cependant pas aux associations sportives. Dans son article sur *La radicalisation islamiste en France*, Anne Mandeville prend l'exemple de l'entreprise privée : « *Il y a en effet depuis quelques années des manifestations « nouvelles » de conflit dans les entreprises, concrètes et visibles, spécifiquement liées aux questions religieuses. Ces manifestations du conflit peuvent prendre différentes formes (tensions, revendications, affrontements, procès...) et elles sont plus ou moins perçues comme des « problèmes » spécifiques à l'islam : port du voile et de tenues « islamiques » sur le lieu de travail, espaces et tapis de prières, séparation revendiquée des sexes, aménagement des congés et des journées de travail (par exemple pour le ramadan), interdits alimentaires...* »<sup>67</sup>.

---

<sup>65</sup> <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2015/10/15/01016-20151015ARTFIG00092-une-note-des-renseignements-pointe-du-doigt-la-radicalisation-dans-le-sport-amateur.php>

<sup>66</sup> <http://franceurbaine.org/sport-lutte-contre-radicalisation-ile-france-proposee-comme-region-pilote>

<sup>67</sup> Anne Mandeville, *op. cit.*

## f. Le niveau culturel

Sur le plan culturel, nous pouvons prendre l'exemple de l'offensive généralisée de la mouvance islamiste dans le domaine de l'éducation scolaire. En 2004, le rapport Obin sur « *Les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires* »<sup>68</sup> dressait déjà un constat alarmant sur les revendications et comportements islamistes au sein des établissements scolaires : prosélytisme, signes et tenus vestimentaires ostentatoires, refus de la mixité, violence à l'encontre des filles, antisémitisme, contestations politico-religieuses, contestations du contenu des cours dans presque toutes les matières, déscolarisation, revendications alimentaires, absentéisme collectif le jour des fêtes musulmanes, intimidations durant le Ramadan pour faire respecter le jeûne, refus des activités sportives laissant trop voir le corps, remise en cause des sorties scolaires.

Cette offensive se poursuit aujourd'hui avec la mise en place d'un système scolaire totalement en marge de la société, notamment avec le développement de la création d'écoles islamiques hors contrat. Par ailleurs, en janvier 2018, 99 écoles privées musulmanes sont créées ou en projet<sup>69</sup>, il y en avait 4 en 2007. Sur ces 99 écoles, une cinquantaine<sup>70</sup> sont hors contrat avec l'Etat et sont souvent le lieu d'enseignement de l'islam radical. C'est dans ce contexte que le « *Plan national de prévention de la radicalisation* »<sup>71</sup> présenté le 23 février 2018 par le premier ministre Edouard Philippe, propose de durcir les conditions de l'ouverture de telles écoles.

---

<sup>68</sup> Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Inspection générale de l'éducation nationale. Groupe établissement et vie scolaire. *Les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires*. Présenté par Jean-Pierre Obin, Juin 2004. Consultable sur <http://media.education.gouv.fr/file/02/6/6026>.

<sup>69</sup> <http://www.desdomesetdesminarets.fr/2017/06/05/85-ecoles-et-projets-decoles-privées-musulmanes-en-france-la-liste-complète/>

<sup>70</sup> Rapport d'information du Sénat fait au nom de la mission d'information sur *l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte*. Rapporté par Nathalie Goulet, 5 juillet 2016.

<sup>71</sup> Comité interministériel de la prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR). *Prévenir pour protéger. Plan national de prévention de la radicalisation*. 23 février 2018. Consultable sur <http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2018/02/2018-02-23-cipdr-radicalisation.pdf>

### **g. Le niveau médiatique**

Sur le plan médiatique, la mouvance islamiste réussit à jouer sur deux tableaux. D'une part elle développe son propre système médiatique et d'autre part elle sait utiliser les médias traditionnels comme caisse de résonance.

L'offensive la plus visible en termes médiatiques de la part de la menace islamiste se trouve sur internet via des plateformes comme Twitter, Facebook et Telegram, ou encore via des sites de diffusion spécifiques de contenus radicaux, souvent liés à l'Etat islamique depuis l'essor de ce dernier. Tous ces médias sont accessibles en France. L'un des plus emblématiques est la revue numérique *Dar-Al-Islam*, disponible depuis décembre 2014 sur la toile et dérivée de la revue *Dabiq* de l'Etat islamique. *Dar-al-Islam* est publié entièrement en français. Depuis la fin de l'année 2016, ces revues (*Dabiq* et *Dar-Al-Islam*) ont été remplacées par une revue unique intitulée *Rumiyah*, également disponible en français, ainsi que dans de nombreuses autres langues.

Dans un article de février 2016, intitulé « *Pourquoi les journalistes doivent lire Dabiq, la revue de l'Etat islamique* », le site internet de la revue *Slate*, en réaction à l'inquiétude d'un conseiller de François Hollande ayant déploré sur sa page Facebook ce « *jour où Dabiq est presque rentré dans les revues de presse de France Inter* », pose la problématique en ces termes : « *Son inquiétude est cependant à prendre au sérieux, alors que les mentions de Dabiq ou de son cousin francophone Dar al-Islam (composé souvent de reprises d'articles rédigés pour le premier) se multiplient dans la presse, les deux revues donnant également lieu à de savantes analyses, comme sur France Culture. Malgré sa barbarie, va-t-on, dans les médias français, vers une banalisation de la propagande djihadiste, qui vise à aider au recrutement dans les pays occidentaux autant qu'à effrayer, narguer ou égarer ces derniers? Les journalistes devraient-ils justement en parler pour mieux contrer ses effets néfastes? Comment traiter une publication de propagande qui a aussi un intérêt informatif, de la part d'une organisation terroriste qui ne cache ni ses objectifs, ni sa stratégie militaire ni la politique qu'elle mène sur les territoires qu'elle occupe? Faut-il ignorer*

*un matériel médiatique aussi facilement accessible sur internet et possiblement influent sur une partie de la population ? »<sup>72</sup>.*

Mais pour Gérard Chaliand, « *l'utilisation très fréquente du terrorisme s'explique par l'extraordinaire développement des médias. Les moyens de communication de masse, notamment audiovisuels, sont devenus d'une importance considérable pour les organisations terroristes dans la mesure où ils répercutent systématiquement leurs actions. C'est l'une des caractéristiques majeures des terrorismes contemporains* »<sup>73</sup>.

Si cette caisse de résonance est valable pour le terrorisme, elle l'est également, dans une moindre mesure, pour tous les sujets sociétaux liés aux revendications islamistes.

#### **h. Le niveau religieux**

Sur le plan religieux, la menace islamiste est essentiellement diffusée par le vecteur des mosquées et des organisations radicales.

Les mosquées radicales promeuvent la diffusion de l'idéologie islamiste et la supériorité de la charia sur les lois de la République. L'enquête du journaliste Joachim Véliocas en dénombre 450<sup>74</sup>. Le site internet officiel de l'annuaire des mosquées de France dénombre quant à lui 185 mosquées salafistes<sup>75</sup>, dont une vingtaine ont été fermées par le gouvernement.

Concernant les organisations radicales, l'*Union des Organisations Islamiques de France* (UOIF), nommée *Musulmans de France* depuis février 2017, représente la plus emblématique d'entre elles. Pour Frank Frégosi, chercheur au CNRS, « *L'UOIF est incontestablement le représentant des Frères musulmans en France. Elle incarne le canal historique de cette mouvance, même si, aujourd'hui, ses dirigeants veulent faire oublier cette filiation embarrassante. La mise en place du Conseil français du culte musulman, en mai 2003, a largement profité à l'UOIF: ses dirigeants sont*

---

<sup>72</sup> <http://www.slate.fr/story/113483/il-faut-lire-dabiq>

<sup>73</sup> Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas*, Flammarion, 1985, p110.

<sup>74</sup> Joachim Véliocas, *Mosquées radicales*, Editions Dominique Martin Morin, 10 novembre 2016.

<sup>75</sup> <https://muzulmania.wordpress.com/2015/01/04/mosquees-salafistes-en-france/>

*devenus des interlocuteurs directs des pouvoirs publics. Ils ont acquis une forme de légitimité »<sup>76</sup>. A plusieurs reprises des dirigeants de l'UOIF ont pris publiquement la devise des Frères Musulmans : « *Le coran est notre constitution* ». Cette organisation organise chaque année un grand rassemblement des musulmans de France et invite des personnalités extrêmement controversées. En 2012, quatre personnalités devant intervenir avaient été interdites de territoire français à cette occasion, en raison de propos tenus à l'étranger, incompatibles avec les lois françaises.*

### **i. Le niveau cyber**

Sur le plan cyber, la menace islamiste a fait un bon en avant au cours des dernières années. Le général Pierre de Villiers, ancien chef d'état-major des Armées, évoque cette nouvelle menace dans son livre *Servir* : « *Qu'on ne s'y méprenne pas : les terroristes islamistes radicaux comptent dans leurs rangs des hackers qui ont prouvé une compétence au moins égale à celle qu'on trouve en Russie, en Chine, en Europe ou aux États-Unis* »<sup>77</sup>.

Tous ces domaines d'action représentent une véritable force du système étudié. Nous nous sommes limités ici à l'étude des principaux domaines mais il en existe d'autres dans lesquels la menace islamiste est très présente : dans le milieu carcéral (des mesures sont étudiées à ce sujet dans les propositions de lutte contre la radicalisation rendues publiques le 23 février 2018), dans le milieu de l'entreprise<sup>78</sup> (la RATP et Air France sont particulièrement concernées par ce sujet), dans le milieu alimentaire (filère du halal), dans le milieu hospitalier (exigence particulière d'une partie de la communauté musulmane). A chaque fois l'objectif est de diffuser une vision conforme à la loi islamique sur le sujet concerné et de tenter de la faire respecter. Dans les cas les plus extrêmes, il s'agit de mener une action violente.

<sup>76</sup> [https://www.lexpress.fr/actualite/societe/religion/la-face-cachee-de-l-uoif\\_486103.html](https://www.lexpress.fr/actualite/societe/religion/la-face-cachee-de-l-uoif_486103.html)

<sup>77</sup> Général d'Armée Pierre de Villiers, *Servir*, Fayard, Paris, 2017, p40.

<sup>78</sup> Cf. Anne Mandeville, *op.cit.*

## **Forte audience au sein de la communauté musulmane**

Par définition plus à même d'être sensible à la propagande islamiste reposant sur une lecture littérale du Coran, la population musulmane est particulièrement visée. Parlant de l'organisation Etat islamique, Gérard Chaliand a bien identifié cette force liée à la menace islamiste : « *Cette organisation a su, par l'usage des réseaux sociaux et la propagande, séduire une fraction de jeunes musulmans désireux de participer au djihad. Les conséquences, dans les pays où se trouve une importante minorité musulmane (France, Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas, Allemagne) sont sensibles. L'adversaire jouit d'une base à l'intérieur de l'Etat démocratique qui est visé. Si cette base est mince, elle peut s'élargir* »<sup>79</sup>.

Le général de Villiers confirme l'efficacité de cette propagande auprès d'une partie de la population française : « *Cette propagande, cette idéologie incarnée par une théâtralisation de l'horreur, nourrissent la violence en lui donnant une résonance sans précédent. Son bilan est impressionnant d'efficacité ; elle crée un appel d'air de candidats terroristes et agit également sur une partie de notre propre population* »<sup>80</sup>.

## **Bonne maîtrise de la diffusion de la propagande**

Dans « *Qui est l'ennemi ?* », Jean-Yves Le Drian constate la force de la propagande islamiste en France, décuplée depuis la création de l'Etat islamique : « *Le poison de cette idéologie est activement répandu par la machine de propagande de Daech, alimentée 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, par la production de textes et de vidéos en arabe, en anglais, en français ou encore en russe. La diffusion de cette idéologie radicale revêt de multiples formes (lieux de sociabilité, de la salle de sport à la salle de prières tenue par des extrémistes, réseaux familiaux ou amicaux...), mais sa virulence se trouve démultipliée par Internet et les réseaux sociaux en particulier, qui permettent une propagande de masse, tout en étant individualisée et parfaitement adaptée aux personnes ciblées (détournement de leurs codes sociaux, tels que les jeux vidéo, la musique, les séries ou encore les films d'action)* »<sup>81</sup>.

<sup>79</sup> Gérard Chaliand, *Terrorisme et politique*, Paris, CNRS Editions, 2017, p33.

<sup>80</sup> Général d'Armée Pierre de Villiers, *Servir*, Fayard, Paris, 2017, p40.

<sup>81</sup> Jean-Yves Le Drian, *op.cit.*, p36.

## Sait profiter des faiblesses de la démocratie

L'une des forces essentielles de la menace islamiste est qu'elle sait profiter des faiblesses de nos démocraties pour avancer. Il ne s'agit pas ici bien entendu de remettre en cause nos principes démocratiques dans le cadre de notre capacité à lutter contre la menace, mais plutôt d'en connaître les faiblesses pour adapter notre stratégie.

Notons que ces failles ont été parfaitement identifiées par l'ennemi, puisque le théologien Youssef al-Qaradawi, référence des Frères Musulmans réfugié au Qatar, déclarait en 2002, dans une apostrophe à l'attention du monde européen : « *Avec vos lois démocratiques nous vous coloniserons, avec nos lois coraniques nous vous dominerons* »<sup>82</sup>.

Gérard Chaliand, dans *Les guerres irrégulières*, évoque ces limitations dans le cadre de la mise en place d'une stratégie de contre-insurrection : « *La contre-insurrection doit avoir une stratégie et non se contenter de succès tactiques. Celle-ci est dépendante de la nature du régime. S'il s'agit d'un régime démocratique, la contre-insurrection est bridée, dans une large mesure par des limites légales, le poids des opinions publiques, des médias et par le temps* »<sup>83</sup>.

Le colonel Trinquier, dans *La guerre moderne*, avait également déjà décelé les facilités qu'offrait la démocratie à la rébellion : « *C'est tout un système que nos lois démocratiques tolèrent au sein même du pays attaqué et qui, clandestinement ou ouvertement, peut agir pour que les mesures qui permettraient de porter des coups décisifs à l'adversaire ne soient jamais prises ou soient indéfiniment retardées* »<sup>84</sup>.

---

<sup>82</sup> Cité par Jean-Louis Harouel dans une interview donnée au Figaro en juin 2016 à l'occasion de la sortie de son livre *Les droits de l'homme contre le peuple* aux éditions desclée de Brouwer.

<sup>83</sup> Gérard Chaliand, *Les guerres irrégulières*, Folio, 2007, 980 p., p795.

<sup>84</sup> Roger Trinquier, *La guerre moderne*, Economica, Paris, 2017, p24.

## **Études des faiblesses**

Nous avons identifiés deux faiblesses intrinsèques principales :

- La menace s’inscrit dans le temps long
- La violence extrême peut être contre-productive

### **La menace s’inscrit dans le temps long, notamment pour une prise de pouvoir totale**

L’ennemi inscrit sa menace dans le temps long. C’est le propre des guerres révolutionnaires ou d’insurrection que de s’inscrire dans le temps face à un adversaire considéré comme plus fort. Mao Tsé-Toung a théorisé cette notion dans son ouvrage *De la guerre prolongée* dans lequel il recommande d’user l’adversaire. Cette tactique est reprise par Abou Bakr Naji dans son ouvrage *Gestion de la barbarie*.

Mais le fait que la menace s’inscrive dans le temps long est considéré par le colonel Hogard comme une faiblesse dont il faut savoir profiter, il écrit : « *Le processus de la Guerre Révolutionnaire est lent et un peu académique. L’ennemi forge ses armes sous nos yeux. Il ne tient qu’à nous de l’en priver avant qu’elles ne soient prêtes, (...)* »<sup>85</sup>.

La doctrine française de contre-insurrection a bien identifié cet aspect dual : « *Souvent incapable d’obtenir une victoire rapide, l’insurrection cherche à s’inscrire dans la durée, à capitaliser sur le facteur temps pour provoquer le « pourrissement » d’une situation et éroder la volonté adverse. À l’inverse, le temps joue au détriment de l’insurrection, dès lors qu’elle est perçue par la population comme un obstacle à sa lutte existentielle pour la survie et le développement. La lassitude de la population peut la conduire alors à retourner vers le pouvoir en place, synonyme d’ordre et de paix relative* »<sup>86</sup>.

---

<sup>85</sup> Jacques Hogard, *Guerre Révolutionnaire et pacification*, Revue militaire d’information, n°280, janvier 1957, pp 7-24.

<sup>86</sup> Centre interarmées de concepts, de doctrines et d’expérimentations, *Contre-insurrection*, Doctrine interarmées DIA-3.4.4, avril 2013, p26.

## **La violence de certains concepts islamistes peut effrayer une partie de la population ciblée par l'ennemi**

Une autre faiblesse de la menace islamiste est la violence qui la caractérise dans certains domaines et à laquelle elle risque d'être associée de façon plus générale. Le colonel Hogard dans ses études sur la guerre révolutionnaire avait identifié cette faiblesse : « *Les rebelles algériens, moins évolués que les communistes vietnamiens, attribuent à la terreur brutale (égorgements rituels, mutilations, etc...) une importance exagérée qui pourrait d'ailleurs se retourner contre eux* »<sup>87</sup>.

Gérard Chaliand, au travers de son expérience des guérillas à travers le monde, a également décelé cette fragilité qui lui fait écrire dans *Terrorismes et guérillas* : « *La violence est d'un usage délicat, elle peut catalyser ou décourager, voire être totalement contre-productive* »<sup>88</sup>

### **Étude des opportunités**

Nous avons identifié quatre opportunités principales dont pourrait bénéficier la menace islamiste :

- Le syndrome de Stockholm de la population
- La tentation de la politique d'apaisement de la part du gouvernement
- La mise en place de lois favorables à la mouvance islamiste
- L'aide inconsciente des médias

### **Syndrome de Stockholm de la population**

C'est un phénomène peu connu qui représente une véritable opportunité pour la menace islamiste. Le syndrome de Stockholm est un phénomène psychologique observé chez des otages ayant vécu durant une période prolongée avec leurs geôliers

---

<sup>87</sup> Jacques Hogard, *Guerre révolutionnaire ou révolution dans l'art de la guerre*, Revue de Défense Nationale n°12, décembre 1956, pp. 77-89.

<sup>88</sup> Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas*, Flammarion, 1985, p78.

et qui ont développé une sorte d'empathie, de contagion émotionnelle vis-à-vis de ceux-ci, selon des mécanismes complexes d'identification et de survie<sup>89</sup>.

On peut donc imaginer que ce phénomène se produise entre la population, considérée comme otage, et la menace islamiste, considérée en tant que concept immatériel comme prenant en otage la population. La population finirait donc par défendre, selon un mécanisme psychologique complexe, certaines positions de la mouvance islamiste, notamment en pensant assurer ainsi sa survie.

Alexandre Del Valle a identifié ce phénomène dans le cas des attentats de Madrid de 2004 : « *Le meilleur exemple passé de ce syndrome de Stockholm collectif fut le vote des Espagnols terrifiés par les attentats de Madrid (2004) en faveur de Luis José Zapatero alors que la droite était donnée largement victorieuse la veille des attentats. En fait, la sidération provoquée par les attentats dans la gare d'Atocha à Madrid conduisit les Espagnols non pas à sanctionner J.M. Aznar, puisqu'il ne se représentait pas, mais à justifier le vote soudain à gauche, subitement perçu comme « moins mal vu par Al-Qaïda » et « moins risqué », le parti populaire étant rendu responsable des attentats par son engagement aux côtés des Etats-Unis en Irak* »<sup>90</sup>.

Le résultat politique fut le retrait des troupes espagnoles d'Afghanistan, ce qui n'a pas empêché le pays d'être à nouveau frappé par le terrorisme islamiste en 2017.

### **Tentation de la politique d'apaisement de la part du gouvernement**

Une seconde opportunité pour la menace islamiste est la volonté que peuvent parfois avoir les autorités à négocier dans le but d'apaiser une situation. Cette volonté de négocier peut également se manifester purement et simplement par un renoncement momentané à combattre, à l'image de la politique d'apaisement menée en 1938, dont la rencontre de Munich en est l'illustration la plus symptomatique. En règle générale, comme l'avait anticipé Winston Churchill en déclarant à cette occasion « *vous aviez à*

---

<sup>89</sup> Définition du syndrome de Stockholm proposée par l'encyclopédie en ligne Wikipédia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Syndrome\\_de\\_Stockholm](https://fr.wikipedia.org/wiki/Syndrome_de_Stockholm)

<sup>90</sup> Alexandre Del Valle, *op.cit.*, p199.

*choisir entre la guerre et le déshonneur, vous avez choisi le déshonneur et vous aurez la guerre* », cette attitude ne fait que repousser le problème<sup>91</sup>.

Le colonel Hogard a analysé cette possibilité dans ses écrits : *« Il est tentant, certes, de faire appel à la bonne volonté qui peut se trouver chez certains adversaires, dans l'espoir de négocier. Mais nos antagonistes les plus modérés sont prisonniers de leur système et ne s'en évaderont jamais. La négociation augmente le prestige des rebelles, et par conséquent leur pouvoir sur les populations »*<sup>92</sup>.

Il ajoutera un peu plus tard : *« Si nous traitons avec des personnalités relativement modérées, celles-ci sont vite épurées ; si nous nous entendons avec les véritables chefs du Mouvement, ceux-ci n'envisagent la négociation que comme un moyen d'augmenter leur prestige et leur emprise sur les populations, et de décourager nos troupes et nos amis. Leur travail de pourrissement s'accélère donc rapidement et l'adversaire obtient vite, grâce aux facilités que nous lui avons consenties, ce que la violence n'avait pu lui donner »*<sup>93</sup>. Puis il résumera ainsi sa pensée : *« Traiter d'égal à égal avec la révolution totalitaire ne met pas fin à son entreprise ; cela facilite seulement et hâte son succès »*<sup>94</sup>.

### **Mise en place de lois favorables à l'action islamiste**

La mouvance islamiste peut également avoir l'opportunité de voir des lois votées et appliquées en sa faveur. Que ce soit de façon directe, lorsque la loi concerne un sujet propre à une revendication particulière, notamment pour rendre certains domaines de la vie courante compatibles avec la charia (finance islamique, filière halal). Ou de façon indirecte, lorsque la loi concerne un sujet général, mais dont la menace islamiste peut profiter pour prospérer (liberté d'expression, écoles privées).

---

<sup>91</sup> Cf. la politique menée par l'Espagne au lendemain des attentats de Madrid en 2004, mentionnée plus haut.

<sup>92</sup> Jacques Hogard, *Guerre révolutionnaire ou révolution dans l'art de la guerre*, Revue de Défense Nationale n°12, décembre 1956, pp. 77-89.

<sup>93</sup> Jacques Hogard, *Guerre Révolutionnaire et pacification*, Revue militaire d'information, n°280, janvier 1957, pp 7-24.

<sup>94</sup> Jacques Hogard, *Tactique et stratégie dans la guerre révolutionnaire*, Revue militaire d'information n°295, juin 1958, pp 23-35.

## Aide inconsciente des médias

La dernière opportunité que nous étudions ici a déjà été évoquée, il s'agit de l'aide que les médias de masse peuvent apporter à la menace islamiste sans forcément s'en rendre compte.

Dans *Terrorisme et Politique* publié en 2017, Gérard Chaliand s'insurge contre ce phénomène : « *Nos médias continuent à jouer la société du spectacle à l'heure où la fermeté et le courage sont nécessaires. C'est particulièrement vrai de la télévision et de tout ce qui véhicule des images dont on connaît la dimension émotionnelle. Est-il normal que, sous prétexte d'informer, on passe en boucle les atrocités théâtralisées de l'Etat islamique, dont le but est justement de déstabiliser les esprits ? Est-il normal, au nom de la concurrence des marchés télévisuels, de servir de caisse de résonance à un adversaire reconnu comme notre ennemi ?* »<sup>95</sup>.

## Étude des menaces

Nous identifions trois menaces principales capables d'enrayer le défi islamiste :

- La prise de conscience de la population
- La trahison
- La mise en place de lois défavorables à l'action islamiste

## La prise de conscience de la population

La plus grande menace qui puisse peser sur une insurrection est la prise de conscience de la population et son basculement du côté des forces loyalistes. En effet, comme le rappellent les colonels de Courrèges, Germain et Le Nen, « *la contre-insurrection est une guerre au sein des populations, pour la population et par la population* »<sup>96</sup>. Ce constat a été fait par tous les théoriciens des guerres irrégulières et notamment par le colonel Trinquier qui dans son célèbre ouvrage *La guerre moderne* expliquait que

---

<sup>95</sup> Gérard Chaliand, *Terrorisme et politique*, Paris, CNRS Editions, 2017, p34.

<sup>96</sup> Hervé de Courrèges, Emmanuel Germain, Nicolas Le Nen, *Principes de contre-insurrection*, Lonrai, Economica, 2015, p15.

*« nous savons maintenant que le moyen essentiel pour vaincre dans la guerre moderne est de s'assurer l'appui inconditionnel des populations »<sup>97</sup>.*

Dans son ouvrage *Qui est l'ennemi ?* l'ancien ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a parfaitement pris en compte cette dimension : *« Après des décennies qui avaient vu la guerre mise à distance, la population redevient donc une cible à protéger. Mais elle peut être aussi la meilleure arme à opposer à l'ennemi. Face à lui, les forces matérielles ne font pas tout. Les forces morales de la Nation ont tout leur rôle à jouer »<sup>98</sup>.*

### **La trahison**

Une autre menace importante qui pèse sur un tel adversaire est la trahison. Cette menace avait été identifiée comme capitale par Lawrence d'Arabie qui écrit dans ses mémoires : *« Il n'y a qu'une seule chose dont toute révolte ait une peur mortelle – la trahison »<sup>99</sup>.*

Le colonel Trinquier avait identifié la même opportunité au cours de la guerre d'Algérie : *« Mais nos meilleurs agents nous seront fournis par l'adversaire lui-même. Au cours des interrogatoires, nous devons toujours avoir présente à l'esprit la pensée que la plupart des individus arrêtés, si nous avons assez de souplesse, peuvent changer de camp »<sup>100</sup>.*

### **La mise en place de lois défavorables à l'action islamiste**

Enfin, une dernière menace serait la mise en place de lois défavorables à l'idéologie combattue. Toute loi venant s'opposer à la progression de l'idéologie islamiste dans l'un des domaines dans lesquels elle cherche à progresser (politique, économique, diplomatique, militaire, social, culturel, religieux, médiatique, cyber) permet de retarder sa mainmise et son caractère souvent irréversible.

---

<sup>97</sup> Roger Trinquier, *op.cit.*, p6.

<sup>98</sup> Jean-Yves Le Drian, *op.cit.*, p66.

<sup>99</sup> T.E.Lawrence, *op.cit.*, p86.

<sup>100</sup> Roger Trinquier, *op. cit.*, p32.

Ces deux outils d'analyse systémique nous ont permis de mieux comprendre l'ennemi représenté par la menace islamiste vue comme un système. Ils nous ont permis de faire apparaître sa structure (théorie des 5 cercles) ainsi que tous ses domaines d'action (analyse SWOT), qui ne se limitent pas seulement au terrorisme. Une fois cette menace considérée dans sa globalité, il importe maintenant de voir dans quelles mesures elle correspond aux critères d'une insurrection.

## Chapitre 2 - La menace islamiste en France en tant qu'insurrection

Nous avons vu l'intérêt d'aborder la menace islamiste comme un système afin notamment de ne pas la considérer uniquement dans sa dimension terroriste. Nous allons maintenant étudier la notion d'insurrection et voir dans quelle mesure elle peut correspondre à la menace islamiste en France aujourd'hui.

### I. Les grandes phases et grands principes de l'insurrection

Il nous faut en effet tout d'abord revenir succinctement sur la doctrine de l'insurrection avant de définir une stratégie, car comme le stipule David Galula : « *Puisque la contre-insurrection n'existe qu'en réaction à une insurrection, les problèmes stratégiques qui se posent aux loyalistes ne peuvent se comprendre qu'une fois connue la doctrine de l'insurgé* »<sup>101</sup>. Il est également important de comprendre le rôle que joue le terrorisme dans la lutte insurrectionnelle afin de lui donner la place qui lui revient dans l'étude de l'élaboration d'une stratégie globale face à l'insurrection.

#### 1. Les grandes phases de l'insurrection

Nous retiendrons pour cette étude la théorie insurrectionnelle de la « guerre prolongée », parfois appelée également « guerre d'usure », développée par Mao Tse Toung dans son ouvrage *On protracted war*, publié en 1938, et retenue comme l'une des principales stratégies de l'insurrection dans la doctrine de contre-insurrection de l'OTAN<sup>102</sup>. Cette stratégie de l'insurrection se décompose en trois phases identifiées de la façon suivante :

- Phase 1 : Défense stratégique
- Phase 2 : Équilibre stratégique
- Phase 3 : Offensive stratégique

---

<sup>101</sup> David Galula, *Contre-insurrection Théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008, p.67.

<sup>102</sup> NATO, *Allied Joint Doctrine for Counterinsurgency*, AJP-3.4.4. Février 2011

Au cours de chacune de ces phases, les insurgés mettent en œuvre un certain nombre de techniques dans le but d'atteindre leur objectif : prendre le pouvoir.

### Phase 1 : Défense stratégique

Dans cette première phase de l'insurrection, les insurgés sont beaucoup moins forts que le gouvernement en place, leurs activités sont concentrées sur la montée en puissance de l'insurrection. On distingue une phase latente et une phase naissante au cours de cette première phase.

**Phase latente** : la phase latente commence généralement par l'activisme de petits groupes qui partagent leurs griefs. Ces échanges d'idées se réalisent notamment à travers des sites sur internet ou des vidéos de propagande. Durant cette période l'insurrection construit son identité, ses arguments, sa cause à défendre, sa base idéologique, ainsi que sa base politique. Cette phase est la plus vulnérable pour l'insurrection et ses activités restent généralement le plus clandestines possible. Les deux activités essentielles de la phase latente sont le recrutement et l'infiltration.

- Le recrutement commence au cours de la phase latente de l'insurrection et se poursuivra par la suite. Il consiste à rassembler le plus de membres possible, sympathisants et supporters, à tous les niveaux de la société.
- L'infiltration consiste à placer des sympathisants de la cause à des postes clés de la société. Pour ce faire l'insurrection identifie les centres de pouvoir et les lieux de prise de décisions et tente d'y injecter progressivement ses membres. L'objectif de cette démarche est de contrôler des domaines qui régulent l'activité et le développement national. L'infiltration se focalise généralement sur les forces armées, les forces de sécurité, les institutions légales, les médias, l'éducation, les associations professionnelles et étudiantes, les institutions.

**Phase naissante** : Au cours de cette période l'insurrection latente se transforme en insurrection naissante, c'est-à-dire qu'elle devient réellement active au sein de la société. Parallèlement aux activités de la phase latente qui se poursuivent,

l'insurrection se sent assez forte pour commencer l'usage de la subversion. Ainsi, en plus des activités de la phase latente, les insurgés mettent l'accent sur la préparation et les manifestations.

- La préparation est une étape essentielle pour l'insurrection, elle consiste à prendre les dispositions pour pouvoir mener des actions de plus grande ampleur dans le futur, notamment en termes de subversion et de violence. A cette étape les insurgés tentent de rassembler de l'armement pour leurs futures actions, mais aussi des capitaux financiers. C'est également à ce stade que l'insurrection commence à se reposer sur la population en termes de logistique, mais également pour se créer un réseau de renseignement. Toute la difficulté au cours de cette phase consiste à bien évaluer les prises de risque entre actions clandestines et actions ouvertes. En effet, alors que l'insurrection doit se mettre à jour dans une certaine mesure pour promouvoir sa cause au sein de la population, elle se rend vulnérable à l'infiltration de son dispositif par les contre-insurgés. Par ailleurs, arrivée à ce stade, l'insurrection se tourne généralement également vers la criminalité dans le but de récolter des fonds.
- Les manifestations peuvent prendre différentes formes et dépendent largement de la stratégie adoptée par l'insurrection. Elles peuvent s'exprimer sous forme de manifestations violentes ou non-violentes et avoir des effets variables.
  - Les manifestations non-violentes sont généralement des protestations pacifiques ayant pour but le blocage d'infrastructures, l'entrave au travail, la distribution de propagande, dans le but d'obtenir un impact politique sur la population. L'insurrection peut également avoir recours aux grandes marches pacifiques sous forme de défilés dans le calme, dans le but de marquer les esprits des hommes politiques et de la population. En fonction de l'ampleur de ces mouvements, les insurgés peuvent obtenir un soutien international. Dans cette catégorie de manifestations non-violentes, l'insurrection a également recours au boycott de certains produits de consommation. L'objectif de ces actions non-violentes est de marquer les esprits et de remporter

l'adhésion de la population à la cause défendue. Il est cependant possible de conjuguer ces actions non-violentes avec des actions violentes.

- Les manifestations violentes s'expriment sous des formes diverses. Il peut s'agir d'attentats aveugles, de sabotages d'instances officielles, d'assassinats de personnalités ou encore d'enlèvements dans le but de déstabiliser le pouvoir en place. Il peut également s'agir de tactiques de rues consistant à transformer une manifestation pacifique en manifestation violente et inciter le gouvernement à commettre des erreurs dans la gestion de la crise (prise à partie mortelle avec les manifestants par exemple). D'autre part, l'usage d'embuscades par l'insurrection vise généralement les forces de sécurité (civiles ou militaires) ou des personnalités politiques et a pour objectif essentiel de montrer l'incapacité de l'état à assurer sa propre sécurité. Enfin, l'usage de raids armés vise généralement à attaquer des dépôts d'armements, des banques, des installations officielles et nécessite une logistique conséquente pour sa réalisation.

## Phase 2 : Équilibre stratégique

Cette deuxième phase commence généralement lorsque les éléments armés de l'insurrection sont importants et en mesure de déstabiliser sérieusement le gouvernement. Cette phase débute par des attaques ciblées puis une dispersion des assaillants au sein de la population. Ces attaques ont une dimension et une intensité variables en fonction des buts recherchés par les insurgés. Si le but est d'infliger une défaite militaire au pouvoir en place, l'insurrection concentre ses attaques sur des cibles purement militaires dans le but de remporter un affrontement ponctuellement conventionnel et de favoriser les désertions. Si le but est de harceler le gouvernement, les attaques sont multiples et réparties sur le territoire afin de créer une situation intenable dans la durée pour le pouvoir en place. Si l'objectif est de forcer le gouvernement à déclencher une réaction militaire répressive, les insurgés se concentrent sur des activités de crimes organisés et de terrorisme local. Dans tous les

cas, au cours de cette seconde phase, l'insurrection met l'accent sur les activités suivantes :

- intensification des actions armées ayant pour objectif de forcer les éléments de contre-insurrection à adopter une attitude défensive
- intensification des actions terroristes et de sabotage
- intensification de la propagande
- tentative de contrôle de certaines zones géographiques dans l'objectif de développer des bases d'appui pour des actions futures
- mise en place, localement, de hiérarchies parallèles
- intensification des efforts ayant pour objectif de gagner une reconnaissance et un appui sur le plan international

### Phase 3 : Offensive stratégique

La troisième phase de l'insurrection débute lorsque les insurgés considèrent qu'ils possèdent une force militaire suffisante pour faire face localement au pouvoir en place avec des moyens conventionnels. Au cours de cette phase les efforts sont portés sur les activités suivantes :

- concentration locale de plusieurs éléments armés dans le but de mener des attaques conventionnelles
- acquisition d'armement sophistiqué par le biais de prises de guerre ou d'une assistance étrangère
- obtention d'une aide militaire étrangère, conventionnelle ou forces spéciales, préférentiellement d'un état frontalier
- expansion de la zone contrôlée par l'insurrection et intensification des activités politiques dans les zones contrôlées

Notons que ces trois phases sont menées localement par l'insurrection avec des tactiques parfois différentes et des modes d'action adaptables. Ainsi, l'insurrection ne se trouve pas forcément dans la même phase dans chaque région du territoire à conquérir. Par ailleurs, si l'une des phases de l'insurrection est interrompue ou

ralentie par le pouvoir en place, les insurgés ont tout loisir de revenir à une phase antérieure dans la zone considérée.

## 2. Les grands principes de l'insurrection

Nous retenons ici les cinq grands principes de l'insurrection mis en exergue dans la doctrine française de contre-insurrection<sup>103</sup>. Ces principes sont les suivants :

- Gagner l'appui de la population
- Contrôler des territoires
- Employer la violence
- Employer la propagande
- S'inscrire dans la durée

Ces principes se combinent généralement entre eux pour optimiser leur efficacité au sein de chaque phase de l'insurrection.

### Gagner l'appui de la population

La population constitue l'enjeu principal de l'insurrection. Ce principe a été relevé par tous les théoriciens des guerres irrégulières. Dans *Terrorismes et guérillas*, Gérard Chaliand écrit que « *si l'insurrection parvient à contrôler la population, à obtenir son adhésion, active et passive, elle peut triompher* »<sup>104</sup>. La doctrine française de contre-insurrection précise que l'insurrection va tenter de discréditer le pouvoir en place aux yeux de la population et qu'elle tentera d'aggraver ses motifs d'insatisfaction. Tout ceci dans l'objectif de voir la population se tourner vers les insurgés plutôt que vers le gouvernement.

David Galula, dans son ouvrage majeur *Contre-insurrection, Théorie et pratique*, avait déjà identifié cet enjeu : « *si l'insurgé parvient à dissocier la population du loyaliste, à la contrôler physiquement et à obtenir son soutien actif, il gagnera la*

---

<sup>103</sup> Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations, *Contre-insurrection*, Doctrine interarmées DIA-3.4.4, avril 2013.

<sup>104</sup> Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas*, Flammarion, 1985, p73.

guerre »<sup>105</sup>. De même, le commandant Hogard, dans son article de 1956, intitulé *Guerre révolutionnaire ou révolution dans l'art de la guerre*, constatait que les insurgés étaient convaincus que « *l'objectif dont la conquête leur assurera la victoire est le contrôle physique et psychologique des masses, c'est-à-dire de la majorité de la population, en prenant soin d'y inclure les éléments les plus ardents, en particulier la jeunesse* »<sup>106</sup>.

### Contrôler des territoires

Le contrôle des territoires est un autre enjeu principal pour l'insurrection. En effet, la saisie de ces zones permet de les transformer plus tard en bases arrière ou en zones refuge pour des actions ultérieures. La doctrine française de contre-insurrection stipule à ce sujet que « *l'insurrection peut raisonner en termes de « pays utile » : sans vouloir contrôler la totalité du territoire, elle concentre ses efforts sur des zones sélectionnées et elle encourage de ce fait une fragmentation de l'espace, préalable à une logique de partition du pays entre insurgés et loyalistes* »<sup>107</sup>.

Le commandant Hogard appelle « bases » ces zones contrôlées par les insurgés, dans son article *Guerre révolutionnaire ou révolution dans l'art de la guerre* il en explique le principe : « *Une « base » est une région où la population a été conquise et soumise à l'étroit contrôle des corps et des esprits que nous avons décrit plus haut. La révolution y dispose d'une entière liberté d'action et ses ennemis sont immédiatement démasqués tandis que les habitants n'apportent aucune aide aux forces de l'ordre. Les révolutionnaires savent tout ce qui s'y passe et y disposent de toutes les ressources humaines et économiques. Leurs troupes et leurs dépôts, couverts par la population, y sont à peu près invulnérables. La stratégie comme la tactique consiste donc à multiplier les bases, jusqu'à prendre possession de régions, puis de pays entiers, un jour peut-être de continents* »<sup>108</sup>.

---

<sup>105</sup> David Galula, *op.cit.*, p.16.

<sup>106</sup> Jacques Hogard, *Guerre révolutionnaire ou révolution dans l'art de la guerre*, Revue de Défense Nationale n°12, décembre 1956, pp. 77-89.

<sup>107</sup> Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations : *Contre-insurrection*, DIA 3.4.4, avril 2013, p25.

<sup>108</sup> Jacques Hogard, *Ibid.*

## Employer la violence

Comme le rappelle la doctrine française, « *l'emploi de la violence caractérise une insurrection par rapport aux autres mouvements de contestation du pouvoir établi* »<sup>109</sup>.

La violence est un moyen important pour l'insurrection de faire résonner sa cause au sein de la population et de développer le côté psychologique de la guerre. En effet, comme le précise Gérard Chaliand, « *le spectacle de la violence qu'offrent de façon sensationnelle les médias avantage le terrorisme dans sa guerre psychologique* »<sup>110</sup>. C'est également, selon le colonel Nemo, un moyen incontournable de la guerre subversive au sein de l'insurrection : « *La guerre subversive est un des moyens de la subversion, mais non le seul. C'est l'introduction volontaire et systématique de procédés de violence dans les rapports sociaux* »<sup>111</sup>.

Cette violence se manifeste, dans sa forme extrême, à travers le terrorisme qui est également un moyen de faire connaître la cause des insurgés sur le plan national et international. Mais, pour le colonel Roger Trinquier, c'est également un moyen de contrôler la population<sup>112</sup>, car « *la guerre moderne exige un support inconditionnel des populations, ce soutien devra être maintenu à tout prix. Ce sera encore le rôle du terrorisme* »<sup>113</sup>.

## Employer la propagande

L'autre arme majeure de l'insurrection est la propagande, son utilisation est un principe incontournable pour le succès des insurgés. Ainsi, selon Gérard Chaliand, « *la démoralisation de ceux qui sont passivement en faveur de l'adversaire, la persuasion ou l'intoxication des neutres sont les buts de la propagande* »<sup>114</sup>.

---

<sup>109</sup> *Ibid.* p.25.

<sup>110</sup> Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas*, Flammarion, 1985, p152.

<sup>111</sup> Colonel Jean Nemo, *Réflexions sur la guerre subversive*, Centre militaire d'information et de spécialisation pour l'outre-mer, décembre 1958.

<sup>112</sup> Cf. p51 : Les buts du terrorisme dans la guerre insurrectionnelle.

<sup>113</sup> Roger Trinquier, *op.cit.*, p16.

<sup>114</sup> Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas*, Flammarion, 1985, p69.

La propagande, aujourd'hui potentialisée par internet, permet à l'insurrection d'accroître son influence en dépit de son infériorité matérielle et numérique. Elle lui permet également d'espérer vaincre « *en retournant à son avantage la majeure partie de la population locale ; en sapant la volonté et l'esprit de résistance des autorités politiques légales et des forces de sécurité locales ; en suscitant au niveau régional et international un courant de sympathie qui lui assure des ressources (humaines, matérielles et financières) ; en provoquant la lassitude ou la bascule des opinions publiques des pays intervenant aux côtés des forces de sécurité et, à terme, un rejet de l'intervention de leur part ; en acquérant sur la scène locale, régionale et internationale, une légitimité qui lui confère un statut d'interlocuteur politique et d'alternative crédible au système existant* »<sup>115</sup>.

Ainsi, la propagande revêt un caractère plus important que l'usage de la violence dans la mesure où elle façonne les esprits sur le long terme. L'insurrection « *appuie le plus souvent cette propagande sur un message idéologique, d'ordre politique ou religieux, qui constitue un contre-projet politique et social à l'ordre existant, la justifie et lui donne sa substance* »<sup>116</sup>.

Pour David Galula, « *l'existence d'une asymétrie entre les deux camps a des répercussions importantes dans l'utilisation que chacun des adversaires peut faire de la propagande. L'insurgé, détaché de toute responsabilité, peut en faire jouer tous les rouages ; il peut, en tant que de besoin, mentir, tricher ou embellir la réalité. Il n'a pas l'obligation de prouver les informations qu'il avance ; il est jugé sur ses promesses et non sur ses actes. La propagande est donc pour lui une arme puissante. Il peut même réussir à masquer la faiblesse de son programme politique par une propagande efficace* »<sup>117</sup>.

---

<sup>115</sup> Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations : *Contre-insurrection, DIA 3.4.4*, avril 2013, p26.

<sup>116</sup> *Id.*

<sup>117</sup> David Galula, *op.cit.*, p.25.

## S'inscrire dans le temps long

Enfin, l'insurrection ne pouvant généralement pas s'imposer rapidement, elle cherche à s'inscrire dans la durée, selon la théorie de la « guerre prolongée » développée par Mao Tse Toung.

A ce sujet David Galula explique que « *le fait que la guerre révolutionnaire traîne en longueur n'est le choix d'aucun des deux camps ; il s'impose à l'insurgé à cause de la faiblesse de ses ressources initiales. Il faut du temps aux organisations d'une insurrection pour fédérer un mouvement révolutionnaire, pour lever et développer des forces armées, pour atteindre la parité avec leur adversaire* »<sup>118</sup>.

Mais les colonels de Courrèges, Germain et Le Nen vont plus loin dans leur ouvrage *Principes de contre-insurrection* et analysent par ailleurs que « *les mouvements insurrectionnels qui ont à se battre contre des armées régulières, savent dès lors tout le parti qu'ils peuvent tirer de l'impatience des opinions publiques étrangères. Ils savent que le temps joue, en général, en leur faveur. Faire durer la guerre devient alors pour eux un objectif stratégique* »<sup>119</sup>.

### **3. Les buts du terrorisme dans la lutte insurrectionnelle**

Après avoir étudié les phases et les principes de l'insurrection, il apparaît pertinent de s'attarder sur les buts réels de l'emploi du terrorisme dans une guerre insurrectionnelle. En effet, l'emploi du terrorisme revêt de nombreux objectifs qui ne sont pas toujours perçus par la population, voire même par le politique. Or, le terrorisme est particulièrement d'actualité en France et la menace islamiste est essentiellement étudiée et perçue à travers ce prisme. Pourtant l'un de ses objectifs est justement d'être l'arbre qui cache la forêt.

---

<sup>118</sup> *Ibid.* p19.

<sup>119</sup> Hervé de Courrèges, Emmanuel Germain, Nicolas Le Nen, *op.cit.*, p28.

Au regard des grandes théories sur l'insurrection et du contexte de la menace islamiste en France, nous déterminons les objectifs suivants poursuivis par les insurgés dans l'utilisation du terrorisme :

- Faire connaître la cause des insurgés
- Terroriser la population pour la réduire au silence ou la gagner à la cause
- Obliger l'état à protéger les points sensibles pour l'éloigner des lieux à conquérir
- Créer du désordre, voire le chaos, dans le but d'en profiter
- Concentrer les médias sur les actes terroristes pour occulter les autres avancées de l'insurrection
- Faire passer toutes les autres avancées de l'insurrection comme acceptables par rapport au terrorisme

Revenons sur chacun de ces objectifs pour les mettre en perspective avec les objectifs du terrorisme islamiste.

#### Faire connaître la cause des insurgés

Pour David Galula, la première étape de cette violence extrême est le terrorisme aveugle. « *Le but de cette étape est d'obtenir de la publicité pour le mouvement et pour sa cause et, en focalisant l'attention du public, d'attirer des supporters potentiels. Cette étape est matérialisée par des attaques terroristes aveugles : des attentats à la bombe, des incendies criminels, des assassinats, menés de façon aussi spectaculaire que possible, en vagues concentrées, coordonnées et synchronisées* »<sup>120</sup>.

Gérard Chaliand a également théorisé cet emploi du terrorisme. Pour lui, « *le terrorisme est devenu de plus en plus une arme politique de type publicitaire : faire connaître le mouvement, empêcher qu'on ne l'oublie, sont plus importants que les dommages causés à l'adversaire* »<sup>121</sup>.

---

<sup>120</sup> David Galula, *op.cit.*, p.89.

<sup>121</sup> Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas*, Flammarion, 1985, p117.

Les attentats islamistes en France, en particulier ceux du stade de France et du Bataclan, menés de façon coordonnée par trois commandos distincts le 13 novembre 2015, répondent parfaitement à cet objectif.

### Terroriser la population pour la réduire au silence ou la gagner à la cause

Le terrorisme sélectif pour sa part répond à des objectifs plus ciblés. Pour David Galula, « *les buts poursuivis sont d'isoler le loyaliste des masses et d'obtenir la complicité passive de la population. Ces buts sont atteints par l'assassinat, en différents lieux du pays, de certains des fonctionnaires de base qui travaillent de façon quotidienne avec la population, comme des policiers, des facteurs, des maires, des conseillers et des professeurs. Tuer des responsables loyalistes de haut rang serait inutile puisqu'ils sont trop éloignés de la population pour que leur mort serve d'exemple* »<sup>122</sup>.

Le colonel Trinquier a bien théorisé cet objectif du terrorisme dans *La guerre moderne* : « *Le but visé par la guerre moderne étant la conquête de la population, le terrorisme est l'arme particulièrement indiquée puisqu'il vise directement l'habitant. Dans la rue, à son travail, chez lui, l'habitant est partout menacé de mort violente. En présence de ce danger permanent qui l'entoure, il a l'impression déprimante d'être une cible isolée et sans défense. Le fait que les pouvoirs publics et la police ne sont plus capables d'assurer sa sécurité augmente son désarroi. Il perd de ce fait confiance dans l'État dont la mission naturelle est d'assurer sa protection. Il est de plus en plus attiré par le camp des terroristes, seul capable en définitive de le ménager* »<sup>123</sup>.

De même, Gérard Chaliand constate qu' « *afin de gagner le soutien de la population, le mouvement insurrectionnel cherche à démontrer, en même temps que le bien-fondé de la lutte, la vulnérabilité d'un adversaire le plus souvent réputé imbattable. Ceci par le terrorisme sélectif frappant l'adversaire de façon spectaculaire ou des sabotages démontrant l'efficacité de l'organisation révolutionnaire* »<sup>124</sup>.

---

<sup>122</sup> David Galula, *op.cit.*, p.90.

<sup>123</sup> Roger Trinquier, *op.cit.*, p14.

<sup>124</sup> Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas*, Flammarion, 1985, p69.

Enfin, le colonel de Rocquigny, dans son article sur *Le terrorisme urbain*, explique que « *si le terroriste réussit, la population indécise et travaillée par la propagande se tournera vers lui. La cause en sera, soit la sympathie idéologique, soit le mécontentement contre l'ordre établi, soit le simple désir de s'opposer au régime en place, soit la terreur, soit encore pour les jeunes, l'admiration pour le coup osé et réussi* »<sup>125</sup>.

Depuis 2012 et les attaques ciblées contre des militaires à Toulouse par Mohammed Merah, de nombreux autres militaires et policiers ont été la cible des terroristes islamistes qui tentent de réaliser ainsi parfaitement les objectifs liés au terrorisme sélectif. Dans le même ordre d'idée, les attentats contre le journal satirique *Charlie Hebdo* en janvier 2015 ont abouti au mois d'avril et juillet suivants aux déclarations des journalistes Luz et Riss sur leur abandon des caricatures de Mahomet au sein du journal<sup>126</sup>.

#### Obliger l'Etat à protéger les points sensibles pour l'éloigner des lieux à conquérir

Cet objectif assigné au terrorisme permet également d'appliquer l'un des principes évoqués plus haut consistant à contrôler des territoires. En effet, selon le colonel Trinquier, « *le but de la guérilla, pendant une période de temps assez longue, ne sera donc pas tellement d'obtenir des succès locaux que de créer un climat d'insécurité pour obliger les forces de l'ordre à se retirer dans les zones plus facilement défendables. Ce repli matérialisera l'abandon de certaines portions des territoires que les guérilleros pourront contrôler* »<sup>127</sup>. Ce climat d'insécurité est instauré grâce au terrorisme.

Le terrorisme islamiste en France ces dernières années a entraîné la mise en place de dispositifs de sécurité sur des points particuliers (synagogues, bâtiments officiels, musées, etc.), ce qui oblige les forces de sécurité, pour des raisons d'effectifs, à

---

<sup>125</sup> Colonel de Rocquigny, *Le terrorisme urbain*, Revue militaire d'information n°291, février 1958, pp. 77-83.

<sup>126</sup> <http://www.lefigaro.fr/culture/2015/04/29/03004-20150429ARTFIG00277--charlie-hebdo-luz-ne-dessinera-plus-jamais-mahomet.php> et <http://www.atlantico.fr/pepites/charlie-hebdo-riss-ne-veut-plus-caricaturer-mahomet-2248061.html>

<sup>127</sup> Roger Trinquier, *op.cit.*, p51.

abandonner leur présence dans certains quartiers qui tombent alors beaucoup plus facilement sous le joug des islamistes, ce qui a été confirmé par Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, sur France Inter le 20 mars 2018, alors qu'il réagissait à une tribune de cent intellectuels parue dans le figaro la veille dénonçant le « séparatisme islamiste » : « *Il y a évidemment des quartiers de la République où le salafisme a pris le pouvoir et où ils ont remplacé les solidarités du quotidien, bien souvent d'ailleurs en accompagnant des quartiers où les services publics ont été défaillants* ».

### Créer du désordre, voire le chaos, dans le but d'en profiter

Les insurrections ont la faculté de tirer profit du désordre et du chaos. Les insurrections islamistes à travers le monde ont confirmé cet axiome, à l'image de la prise du pouvoir par le parti Ennahdha en Tunisie au lendemain de la révolution de Jasmin en 2011. En Libye, les islamistes profitent également du chaos instauré, notamment pour se procurer des armes et se réorganiser<sup>128</sup>.

En effet, David Galula explique que « *la promotion du désordre est un objectif logique pour l'insurgé. Le désordre gêne l'activité économique et donc produit de l'insatisfaction. La force et l'autorité du loyaliste s'en trouvent amoindries. De plus, le désordre, état normal de la nature, est beaucoup moins cher à créer qu'à combattre : si l'insurgé fait sauter un pont, il faut faire garder tous les ponts ; il lui suffit de lancer une grenade dans un cinéma pour qu'il faille fouiller toutes les personnes entrant dans un endroit public. Lorsque les insurgés brûlent une ferme, tous les fermiers demandent une protection ; s'ils n'en reçoivent pas, ils peuvent être tentés de négocier chacun de leur côté avec les insurgés, comme ce fut le cas en Indochine et en Algérie. En lançant de simples alertes à la bombe par coup de téléphone anonyme dans une bagagerie d'aéroport, l'insurgé peut bouleverser le trafic aérien et terroriser les voyageurs* »<sup>129</sup>.

---

<sup>128</sup> Voir par exemple les articles suivants : *L'État islamique profite du chaos libyen*, JDD, 18 février 2015, consultable sur <http://www.lejdd.fr/International/Proche-Orient/L-Etat-islamique-profite-du-chaos-libyen-718748>; *Daech profite du chaos pour renaître de ses cendres*, Géopolis, 30 mai 2017, consultable sur <http://geopolis.francetvinfo.fr/libye-daech-profite-du-chaos-pour-renaitre-de-ses-cendres-144831>

<sup>129</sup> David Galula, *op.cit.*, p20.

Le colonel de Rocquigny a également identifié cet aspect et considère que « *le terrorisme urbain cherche à conquérir la population et, en même temps, à désorganiser celle-ci et à mettre en échec les moyens du pouvoir légal* »<sup>130</sup>.

Cette création du désordre est totalement revendiquée par Abu Bakr Naji dans son ouvrage *Gestion de la barbarie*. Dans la préface de l'édition française, Jacques Heers écrit que « *ce livre parle de la façon dont les fanatiques musulmans pourraient réduire à merci et envahir les pays chrétiens, non par les armes mais par le terrorisme et divers procédés d'intimidation pour désorganiser la société, ruiner l'autorité, réduire à néant les forces de résistance et préparer une totale prise en mains, une gestion de la « barbarie » alors en place* »<sup>131</sup>.

### Concentrer les médias sur les actes terroristes pour occulter les autres avancées de l'insurrection

L'avantage du terrorisme pour l'insurrection est, entre autre, que les médias lui offrent une caisse de résonance importante. Gérard Chaliand observe que « *l'utilisation très fréquente du terrorisme s'explique par l'extraordinaire développement des médias. Les moyens de communication de masse, notamment audiovisuels, sont devenus d'une importance considérable pour les organisations terroristes dans la mesure où ils répercutent systématiquement leurs actions. C'est l'une des caractéristiques majeures des terrorismes contemporains* »<sup>132</sup>.

Cette concentration de l'actualité médiatique sur un phénomène anxiogène et spectaculaire possède également un autre objectif que de faire uniquement parler de la cause des insurgés. A l'image de ce qui se passe avec la concentration des forces de l'ordre sur les points sensibles à protéger, laissant le champ libre à l'insurrection dans les zones délaissées, la concentration des activités journalistiques sur le phénomène terroriste laisse le champ libre aux insurgés dans leurs activités plus clandestines, notamment en termes d'infiltration de la société.

---

<sup>130</sup> Colonel de Rocquigny, *op.cit.*

<sup>131</sup> Abu Bakr Naji, *Gestion de la Barbarie*, Editions de Paris, 2007, p9.

<sup>132</sup> Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas*, Flammarion, 1985, p111.

## Faire passer toutes les autres avancées de l'insurrection comme acceptables par rapport au terrorisme

Le terrorisme a un dernier objectif fondamental qui se traduit par un phénomène psychologique sur les foules. A la fois mise sous pression en permanence par le terrorisme, mais soumise également à une propagande bien étudiée sur les revendications de l'insurrection, la population peut finir par militer en faveur d'une politique d'apaisement et accepter quelques avancées sociétales, dans l'espoir de se voir moins soumise aux actes terroristes de la part des insurgés.

Les islamistes en France ont bien conscience de cette manipulation possible de la population grâce au terrorisme, ils s'inspirent en cela de ce qui a été fait en Algérie dans les années 90. Boualem Sansal, écrivain algérien, s'exprimait sur ce sujet lors de la remise du prix Varenne<sup>133</sup> aux lauréats journalistes le 13 décembre 2016 : « *On peut dire que l'islamisme ne commence véritablement son œuvre qu'après le passage du rouleau compresseur de la terreur, à ce stade la population est prête à tout accepter avec ferveur, humilité et une vraie reconnaissance* »<sup>134</sup>.

Une fois les grandes phases et les grands principes de l'insurrection connus, ainsi que l'intérêt d'employer le terrorisme dans ce type de conflit, il est pertinent de comparer cette théorie à l'évolution de la menace islamiste en France pour justifier de son appellation d'« insurrection ».

## **II. La menace islamiste en France est-elle une insurrection ?**

Pour répondre à cette question nous proposons de mettre en perspective l'ensemble des éléments précédents sur l'étude d'une insurrection avec l'activité islamiste en France. Ainsi, en prenant en compte les éléments de l'analyse systémique, nous pouvons analyser la menace islamiste au prisme de la définition d'une insurrection (1), au prisme des grandes phases d'une insurrection (2), au prisme des grands

---

<sup>133</sup> Reconnue d'utilité publique depuis 1988, la Fondation Varenne œuvre au soutien et à la promotion des métiers de la presse et de la communication auprès des journalistes, des milieux scolaires et des chercheurs, dans la continuité de l'action d'Alexandre Varenne, avocat, journaliste et homme politique majeur du XXe siècle.

<sup>134</sup> Boualem Sansal, discours prononcé lors de la remise du prix Varenne, 13 décembre 2016.

principes d'une insurrection (3), et enfin au prisme de la nature d'une insurrection telle que définie par la doctrine de contre-insurrection de l'OTAN (4).

### **1. Au regard de la définition**

Rappelons ici la définition de l'insurrection donnée en introduction, faisant consensus au sein de l'OTAN et adoptée par la doctrine française de contre-insurrection : « *Une insurrection se définit par les activités d'un groupe ou d'un mouvement organisé, souvent idéologiquement motivé, qui cherche à provoquer le changement politique de l'autorité gouvernant un pays ou une région. Ces activités sont centrées sur la persuasion ou la contrainte de la population en employant la violence et la subversion* ».

Ainsi, pour qu'un mouvement soit considéré comme une insurrection il lui faut remplir cinq critères principaux :

- Être un groupe ou un mouvement organisé
- Être idéologiquement motivé
- Chercher à provoquer le changement politique
- Tenter de persuader ou de contraindre la population
- Employer la violence et la subversion

#### Être un groupe ou un mouvement organisé

L'analyse systémique de la mouvance islamiste en France a permis de démontrer qu'elle agissait dans les domaines politique, économique, diplomatique, militaire, social, culturel, médiatique, religieux et cyber. Cette offensive sur tous les fronts de la société acte le fait que nous faisons face à un mouvement organisé et coordonné.

Il en va de même pour l'organisation des attentats sur le territoire national. Au delà de la théorie du « loup solitaire » qui n'a d'intérêt que médiatique, la préparation d'une telle action d'ampleur nécessite généralement un lourd soutien moral et logistique de ceux qui vont passer à l'acte. C'est ce que précise le journaliste Eric Leser, directeur

général du site d'information Slate.fr : « *Si un djihadiste agit seul, cela ne veut surtout pas dire qu'il n'a pas été, d'une façon ou d'une autre, inspiré, motivé, aidé, entraîné ou manipulé par un groupe organisé. Le loup solitaire est un leurre. Ne pas en prendre conscience est dangereux. Ne pas décrire correctement la menace fausse sa perception publique et les décisions prises par les gouvernants. Considérer que les terroristes sont des loups solitaires masque la réelle nature de l'ennemi et ne nous en protège pas... au contraire* »<sup>135</sup>.

Cette analyse est par ailleurs appuyée par celle de Naïma Rudloff, avocate générale près la cour d'appel de Paris et chef du service de l'action publique antiterroriste et atteinte à la sûreté de l'État, dans une interview donnée au journal *Le Point*, le 6 février 2018, au lendemain du procès d'Abdelkader Merah : « *Cette théorie du loup solitaire n'existe pas. Ni en 2006, ni en 2018. Aujourd'hui, le processus de radicalisation est le même qu'hier, même si l'organisation des réseaux a changé. Il n'y a pas de loup solitaire, car le djihadisme suppose une allégeance à une organisation ou à un émir. Par ailleurs, le djihad armé découle d'une décision collective, donc ça ne peut être le fait d'un individu seul qui décide de passer à l'acte. D'ailleurs, lorsque nous sommes confrontés à un individu isolé qui passe à l'acte, nous devons nous poser la question de savoir si nous sommes véritablement en présence d'une qualification terroriste.*

*Je tiens également à souligner qu'il n'y a pas d'auto-radicalisation, ni de radicalisation expresse. Ce dossier des attentats de Toulouse-Montauban l'a bien démontré. C'est une radicalisation qui est montée en puissance progressivement chez Mohammed Merah. Il y a ses voyages à l'étranger, notamment en Algérie, puis la fréquentation des instituts au Caire en Égypte, au Pakistan et en Afghanistan.*

*Enfin, la radicalisation n'est pas une maladie mentale. Il y a finalement très peu d'affaires dans lesquelles un tel diagnostic est posé. Il y a des personnalités plus ou moins fragiles, qui présentent des troubles du comportement, mais, dans la majeure*

---

<sup>135</sup> <http://www.slate.fr/story/146202/terrorisme-mythe-loup-solitaire>

*partie des cas, nous avons affaire à des individus parfaitement conscients et responsables de leurs actes* »<sup>136</sup>.

Enfin, pour finir de démontrer que la mouvance islamiste en France est bien un mouvement organisé, parfois en dépit des apparences, il est utile de se tourner vers les écrits du théoricien jihadiste Abou Moussab al-Souri. Ce dernier a rédigé en 2004 un *Appel à la résistance islamique mondiale* de 1600 pages dans lequel il appelle à transformer l'organisation historique du jihad sous sa forme hiérarchique (sur le modèle d'Al-Qaïda) en une forme plus souple de cellules indépendantes. Il milite pour un jihad horizontal, sans structure pyramidale, qu'il appelle « Nizam la Tanzim » (un système et non une organisation).

Ainsi, malgré les apparences parfois trompeuses, à dessein, la mouvance islamiste en France est bel un bien un mouvement organisé, que ce soit sur le plan de l'offensive sociétale ou sur le plan terroriste.

### Être idéologiquement motivé

Pour Philippe Migaux<sup>137</sup>, « *l'islamisme combattant s'appuie sur une construction idéologique complexe, dont les chantres ont été façonnés par l'histoire troublée du monde musulman* »<sup>138</sup>. Au regard de l'ensemble de la propagande et de la doctrine islamiste disponible en source ouverte ou encore très clairement revendiquée par les porte-paroles de la mouvance islamiste (violente ou non-violente), il apparaît assez clairement que les membres de cette mouvance sont idéologiquement motivés.

Chahdortt Djavann, essayiste française d'origine iranienne, écrit dans son ouvrage *Comment lutter efficacement contre l'idéologie islamique*, paru en 2016, que

---

<sup>136</sup> [http://www.lepoint.fr/justice/terrorisme-naima-rudloff-il-n-y-a-pas-de-loup-solitaire-06-02-2018-2192487\\_2386.php](http://www.lepoint.fr/justice/terrorisme-naima-rudloff-il-n-y-a-pas-de-loup-solitaire-06-02-2018-2192487_2386.php)

<sup>137</sup> Docteur en ethnologie et chercheur sur les conflits asymétriques, Philippe Migaux est chargé de conférences à Sciences-Po Paris sur les menaces sécuritaires internationales. Il est notamment l'auteur de *Al-Qaïda, sommes-nous menacés ?* (André Versaille éditeur, 2012), *Les Guerres irrégulières* (collectif, Points Seuil, 2010), *Le Terrorisme au nom du jihad* (André Versaille éditeur, 2009) et *Histoire du terrorisme, de l'Antiquité à Al-Qaïda* (collectif, Bayard, 2006).

<sup>138</sup> Philippe Migaux, *Le terrorisme islamiste : idéologies, acteurs et menaces*, dans Gérard Chaliand, *Les guerres irrégulières*, Folio, 2007.

« parallèlement aux assauts terroristes, nous sommes donc soumis à l'attaque très subtile des propagandistes de l'islam idéologique »<sup>139</sup>. Elle précise plus loin que « l'idéologie islamique a été introduite savamment en Occident par le bas, via le terrain, dans certains quartiers, cités, banlieues, et par le haut, via les intellectuels, les politiques, les artistes et les médias »<sup>140</sup>. Puis elle constate, parlant de la France, que « force est d'admettre que, en deçà du terrorisme, l'idéologie islamique a progressé insidieusement, année après année, malgré les efforts déployés pour l'endiguer »<sup>141</sup>.

En effet, pour Anne-Clémentine Larroque, « une mouvance est parvenue à tirer profit du jeu politique entre États musulmans et a pu propager sa pensée par-delà les frontières, jusqu'à la formation de structures internationalistes. Il s'agit de la nébuleuse des Frères musulmans. Ce courant sunnite à l'influence transversale et internationale, est devenu à la fois une organisation structurée par un réseau international et l'incarnation d'une nouvelle idéologie islamiste à côté du wahhabisme et du salafisme »<sup>142</sup>. Elle ajoute que « l'organisme le plus influent est français. L'Union des organisations islamiques en France (UOIF)<sup>143</sup> constitue le noyau idéologique de la doctrine frériste en Europe »<sup>144</sup>.

Le mouvement islamiste organisé qui menace la France est donc bien idéologiquement motivé. Cette motivation idéologique repose pour une grande part sur le travail de fond réalisé dans les mosquées radicales évoquées plus haut, mais aussi dans les écoles coraniques ou encore sur internet.

---

<sup>139</sup> Chahdortt Djavann, *Comment lutter efficacement contre l'idéologie islamique*, Grasset, 2016, p5.

<sup>140</sup> *Id.*

<sup>141</sup> *Id.*

<sup>142</sup> Anne-Clémentine Larroque, *op.cit.*, p40.

<sup>143</sup> Union des organisations islamiques en France (UOIF) de 1983 à 1989, puis Union des organisations islamiques de France (UOIF) de 1989 à 2017, devenue Musulmans de France (MF) en 2017.

<sup>144</sup> *Ibid.* p60.

## Chercher à provoquer le changement politique

Nous l'avons vu au cours de l'analyse systémique de la menace, la mouvance islamiste en France recherche au moins le changement de politique, si ce n'est le changement politique. Néanmoins, l'ouvrage d'Abou Bakr Naji, *Gestion de la barbarie*, traduit en français et largement diffusé, prône l'usage de la violence pour renverser le pouvoir en place et instaurer un gouvernement favorable à la Charia. L'avertissement de la version française de ce livre de subversion cite une note du *Combating Terrorism Center*<sup>145</sup> qui commente la version anglaise de l'ouvrage : « *Ces travaux jihadistes sont intelligents (et diaboliquement intelligents), ce sont des manuels d'insurrection globale rédigés par des penseurs particulièrement doués. La question peut se poser de savoir si ces textes guident les actions des jihadistes de terrain. Ce qui est sûr, en revanche, c'est qu'ils sont lus et étudiés par l'intelligentsia jihadiste et qu'ils sont la meilleure des sources pour comprendre la nature intrinsèque du mouvement jihadiste* »<sup>146</sup>.

Le collectif de cent intellectuels qui a signé une tribune intitulée *Non au séparatisme islamiste*, dans le Figaro du 19 mars 2018, a conscience de cette volonté de la part des insurgés islamistes de vouloir renverser les institutions en place en France sur le long terme. Ils écrivent ainsi : « *Le nouveau séparatisme avance masqué. Il veut paraître bénin, mais il est en réalité l'arme de la conquête politique et culturelle de l'islamisme* ». Avant d'ajouter : « *L'islamisme déteste la souveraineté démocratique car elle lui refuse toute légitimité. L'islamisme se sent humilié lorsqu'il ne domine pas* ».

Nous pouvons donc affirmer que la menace islamiste que nous étudions a bien pour dessein de provoquer un changement politique sur le long terme. Notons enfin que cette menace a été prise en compte par le gouvernement sur son site internet *stop-djihadisme.gouv.fr* : « *La radicalisation djihadiste est portée par la volonté de remplacer la démocratie par une théocratie basée sur la loi islamique (la charia) en utilisant la violence et les armes. Elle suppose donc l'adoption d'une idéologie qui donne un cadre de vie et des repères guidant l'ensemble des comportements. Les*

---

<sup>145</sup> Centre de recherche de l'école militaire West Point sur les questions de terrorisme.

<sup>146</sup> Abu Bakr Naji, *op.cit.*, p15.

*personnes radicalisées divisent les hommes et les femmes en deux catégories : ceux qui adhèrent à leur cause et ceux qui ne la partagent pas et sont, à ce titre, appelés à mourir »<sup>147</sup>.*

### Tenter de persuader ou de contraindre la population

La mouvance islamiste radicale en France a pour objectif avoué de persuader la population que l'établissement de certaines règles conformes à la Charia, participe au bon « vivre-ensemble » des individus de la société. Mais cette tentative de persuasion va parfois plus loin puisqu'il s'agit également de persuader une partie de la population de passer au jihad offensif.

Un rapport du Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam (CPDSI) en France, affirme que *« la subtilité et la force des groupuscules radicaux consistent à persuader musulmans et non-musulmans qu'ils ne font que revenir à la source de l'Islam. Leurs membres se présentent comme de simples « littéralistes », prônant la lecture « à la lettre » du texte. Leur autorité et leur légitimité reposent sur leur prétention à être « fidèles au vrai Islam », ce qui leur permet de revendiquer, au même titre que les autres croyants, le droit à la « liberté de conscience », garantie par les sociétés démocratiques »<sup>148</sup>.*

Nous avons déjà vu par ailleurs que si la persuasion ne suffit pas, l'usage du terrorisme est un moyen de contraindre la population.

### Employer la violence et la subversion

Pour Roger Mucchielli, psycho-sociologue, *« La subversion est un processus d'action sur l'opinion, par lequel les valeurs d'un ordre établi sont contredites ou renversées. C'est une technique d'affaiblissement du pouvoir et de démoralisation des citoyens*

---

<sup>147</sup> <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/radicalisation/explication-du-phenomene/radicalisation-djihadiste-quest-ce-que-cest>

<sup>148</sup> Dounia Bouzar, Christophe Caupenne, Sulayman Valsan, *La métamorphose opérée chez les jeunes par les nouveaux discours terroristes. Recherche-action sur la mutation du processus d'endoctrinement et d'embrigadement dans l'islam radical*. Rapport du Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam (CPDSI), novembre 2014.

*fondée sur la connaissance des lois et de la psychologie dont l'aboutissement est l'effondrement de l'Etat lui-même »<sup>149</sup>.*

La mouvance islamiste en France utilise la subversion pour tenter de faire pencher la population en sa faveur. Pour cela elle utilise tout un système de propagande (cf. rapport de l'Observatoire des radicalisations sur *La propagande francophone de Daech : la mythologie du combattant heureux*<sup>150</sup>) et de messages subversifs à travers la diffusion de vidéos (aujourd'hui souvent réalisées par l'organe médiatique de Daech et traduites en français), de prêches dans des mosquées (cf. le livre du chercheur Joachim Véliocas, *Mosquées radicales. Ce qu'on y dit. Ce qu'on y lit, 2016*), de sites internet (souvent via l'application *Telegram*) ou encore de livres (à l'image de *Gestion de la Barbarie* d'Abou Bakr Naji, largement diffusé en France).

Les islamistes utilisent également largement la violence sur le territoire national pour réaliser leurs desseins. La dernière attaque terroriste, faisant quatre morts<sup>151</sup> et quinze blessés, survenue le 23 mars 2018 dans la région de Carcassonne, réalisée par un franco-marocain et revendiquée par l'État islamique, est venue rappeler que cette menace reste une arme permanente pour tenter de déstabiliser le pouvoir public et la population.

Ainsi, nous venons de voir que la mouvance islamiste en France remplit les cinq critères permettant de caractériser une insurrection. A ce stade, nous pouvons donc affirmer que la France doit faire face à une insurrection islamiste sur son propre territoire. Nous proposons d'aller un peu plus loin en vérifiant que cette insurrection islamiste suit également les phases théoriques d'une insurrection.

---

<sup>149</sup> Roger Mucchielli, *La subversion*, Paris, C.L.C, 1976.

<sup>150</sup> Conesa Pierre, Huyghe François Bernard et Chouraqui Margaux, *La propagande francophone de Daech : la mythologie du combattant heureux*, Observatoire des radicalisations, Fondation d'aide aux victimes du terrorisme (FAVT) sous l'égide de la Fondation de France, 2016, 286p.

<sup>151</sup> Bilan provisoire.

## 2. Au regard des phases

Nous reprenons ici les phases d'une insurrection telle qu'elles sont développées dans la doctrine de contre-insurrection de l'OTAN et inspirées des phases de « *La guerre prolongée* » de Mao Tse Toung (cf. II.1.a).

- Phase 1 : Défense stratégique
- Phase 2 : Équilibre stratégique
- Phase 3 : Offensive stratégique

### Phase 1 : Défense stratégique

Nous avons vu qu'au cours de cette phase l'insurrection connaît une phase latente et une phase naissante. Au cours de la phase latente, l'insurrection fait l'effort sur le recrutement et l'infiltration. Au cours de la phase naissante, elle fait effort sur la préparation et les manifestations.

En termes de recrutement : le rapport du Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam, publié en 2014 et intitulé « *La métamorphose opérée chez les jeunes par les nouveaux discours terroristes. Recherche-action sur la mutation du processus d'endoctrinement et d'embrigadement dans l'islam radical* », met en évidence les arcanes du recrutement islamiste sur le sol français.

En termes d'infiltration : pour ne prendre que l'exemple de l'armée, le rapport d'information de la commission de la défense nationale et des forces armées du 22 juin 2016 sur *La présence et l'emploi des forces armées sur le territoire national*, met en lumière les propos du général Jean-François Hogard, alors chef de la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD), sur l'infiltration de l'armée par les islamistes. Le rapport mentionne que « *s'agissant de la surveillance des personnels appartenant déjà aux armées, le général Jean-François Hogard a indiqué que la DPSD suit en priorité une cinquantaine de dossiers de radicalisation* »<sup>152</sup>.

---

<sup>152</sup> Olivier Audibert Troin et Christophe Léonard, rapport d'information déposé par la commission de la défense nationale et des forces armées en conclusion des travaux d'une

En termes de préparation : l'un des domaines de la préparation privilégié par les islamistes est celui consistant à récupérer des armes permettant de mener plus tard des actions violentes. Un article d'investigation du journal L'Express au lendemain des attaques terroristes de novembre 2015 stipule que « *les kalachnikovs, naguère réservées aux braqueurs et aux dealers, sont désormais entre les mains des islamistes radicaux. Ils s'approvisionnent auprès des mêmes filières, lesquelles n'ont jamais été aussi florissantes* »<sup>153</sup>.

En termes de manifestations : elles se caractérisent en France par des manifestations non-violentes, à l'image des grandes manifestations pour le port du voile en 2003<sup>154</sup>, ou par des manifestations violentes, à l'image des attentats islamistes<sup>155</sup> récurrents sur le territoire national.

## Phase 2 : Équilibre stratégique

Nous avons vu qu'au cours de cette phase l'insurrection intensifie ses actions de propagande (le développement médiatique de la propagande islamiste en France a déjà été évoqué plus haut) et cherche également à contrôler des parties du territoire (le contrôle de certains territoires par les salafistes aujourd'hui en France a été évoqué plus haut, notamment au travers de la déclaration de Benjamin Griveaux sur France Inter le 20 mars 2018). C'est également au cours de cette phase que l'insurrection cherche un appui étranger en termes de soutien financier et de soutien idéologique. Pour ne prendre qu'un seul exemple, et comme nous l'avons vu au cours de l'analyse systémique, l'insurrection islamiste en France trouve ce soutien notamment en Arabie Saoudite.

---

mission d'information sur *La présence et l'emploi des forces armées sur le territoire national*, 22 juin 2016. Consultable sur <http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i3864.asp>

<sup>153</sup> [https://www.lexpress.fr/actualite/societe/terrorisme-le-traffic-d-armes-l-autre-guerre\\_1757402.html](https://www.lexpress.fr/actualite/societe/terrorisme-le-traffic-d-armes-l-autre-guerre_1757402.html)

<sup>154</sup> <https://www.nouvelobs.com/societe/20031219.OBS1543/des-milliers-de-femmes-dans-la-rue-pour-le-port-du-voile.html>

<sup>155</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Chronologie\\_des\\_actes\\_terroristes\\_en\\_France](https://fr.wikipedia.org/wiki/Chronologie_des_actes_terroristes_en_France)

### Phase 3 : Offensive stratégique

Sur les quatre activités principales menées par l'insurrection au cours de cette phase (Concentration locale de plusieurs éléments armés dans le but de mener des attaques conventionnelles ; Acquisition d'armement sophistiqué par le biais de prises de guerre ou d'une assistance étrangère ; Obtention d'une aide militaire étrangère, conventionnelle ou forces spéciales, préférentiellement d'un état frontalier ; Expansion de la zone contrôlée par l'insurrection et intensification des activités politiques dans les zones contrôlées), seule la dernière est actuellement réalisée par l'insurrection islamiste en France.

Ainsi, nous avons montré que l'insurrection islamiste en France respecte non seulement parfaitement les critères de la définition d'une insurrection, mais elle en respecte également l'ensemble des phases identifiées dans la doctrine de contre-insurrection de l'OTAN, même si chacune des phases n'en est pas au même niveau de maturité sur toute la surface du territoire et que la troisième phase n'est que partiellement réalisée.

A ce sujet, il est important de retenir la remarque que livre le commandant Hogard dans son article *Guerre révolutionnaire et pacification* au sujet de la souplesse de ces phases pour l'insurrection. A l'image des trois phases définies par Mao Tse Toung, le commandant Hogard en définit cinq, exactement sur le même principe. Il explique alors que « *bien entendu, ce schéma complet est infiniment souple, les différentes phases se chevauchent les unes sur les autres, et si l'une d'elle échoue, il est facile de revenir en arrière et de repasser à la précédente. De plus, l'expérience prouve qu'il est rarement besoin d'aller jusqu'au bout des cinq phases, et que, la plupart du temps, l'adversaire, noyauté et intoxiqué, démoralisé et désorienté cède avant la cinquième, avant la quatrième même, et consent par faiblesse et par aveuglement à une négociation qui équivaut à une capitulation, parce qu'elle renforce encore la position de la Révolution, livre de nouvelles masses à son contrôle totalitaire, et lui permet d'achever sa victoire sans plus avoir de combat à mener* »<sup>156</sup>.

---

<sup>156</sup> Jacques Hogard, *Guerre Révolutionnaire et pacification*, Revue militaire d'information, n°280, janvier 1957, pp 7-24.

En plus de la définition et des phases théoriques de l'insurrection, montrons à présent que l'insurrection islamiste en France respecte également les grands principes d'une insurrection.

### **3. Au regard des principes**

Nous reprenons ici les cinq grands principes d'une insurrection retenus par la doctrine française de contre-insurrection :

- Gagner l'appui de la population
- Contrôler des territoires
- Employer la violence
- Employer la propagande
- S'inscrire dans la durée

#### Gagner l'appui de la population

L'insurrection islamiste en France a bien compris l'intérêt de « gagner les cœurs et les esprits » de la population pour parvenir à ses fins, notamment dans l'optique d'instaurer la charia à long terme. La progression de la mouvance islamiste au sein de la société montre que ce principe a bien été pris en compte. A ce sujet un article du journal *Le Monde* d'avril 2015 affirmait que « *le très rigoriste mouvement salafiste gagne du terrain chez les musulmans de France. Sa progression n'est pas récente mais elle s'accélère, à en croire les services de renseignement. Selon des sources policières, il y aurait désormais 90 lieux de culte d'obédience salafiste dans l'hexagone sur 2500 recensés : le double d'il y a cinq ans* »<sup>157</sup>.

#### Contrôler des territoires

Nous avons déjà vu que la mouvance islamiste applique parfaitement ce principe en France et tente de contrôler physiquement et politiquement certaines parties du

---

<sup>157</sup> Le monde, *Le salafisme gagne du terrain chez les musulmans*, avril 2015. Consultable sur [http://www.lemonde.fr/societe/article/2015/04/01/le-salafisme-gagne-du-terrain-chez-les-musulmans\\_4607438\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2015/04/01/le-salafisme-gagne-du-terrain-chez-les-musulmans_4607438_3224.html)

territoire. La doctrine française de contre-insurrection précise que ces efforts sont un « préalable à une logique de partition du pays »<sup>158</sup>. Ce phénomène a été reconnu par le président François Hollande lors de son entretien avec deux journalistes, ayant abouti à la publication du livre « *Un président ne devrait pas dire ça* ». En effet, l'ex-président déclarait à cette occasion : « *Comment peut-on éviter la partition? Car c'est quand même ça qui est en train de se produire: la partition* »<sup>159</sup>.

### Employer la violence

La France a connu sur son sol vingt attaques terroristes liées à la mouvance islamiste depuis le 7 janvier 2015<sup>160</sup>. Ces attaques ont fait 240 morts et des centaines de blessés. Nous constatons ainsi que l'insurrection islamiste applique parfaitement le principe consistant à utiliser la violence extrême pour arriver à ses fins.

### Employer la propagande

Le rapport de l'Observatoire des radicalisations sur *La propagande francophone de Daech* précise que « *La France constitue le centre de gravité des argumentaires plus que les autres pays francophones. Comme pays qui accueille la plus grosse communauté juive et la plus grosse communauté musulmane des pays de l'UE, elle constitue donc par nature un objectif prioritaire parce que d'une grande fragilité* »<sup>161</sup>.

Le gouvernement français a pris conscience de l'ampleur de cette propagande jihadiste à destination de la population et a créé en janvier 2015 le site *stop-djihadisme.gouv.fr* pour tenter d'y faire face. On y trouve les explications suivantes : « *Chaque jour, ce sont des dizaines de photographies, vidéos, textes ou extraits sonores qui sont mis en ligne par Daech et ses sympathisants. L'expression de « califat virtuel » est même parfois employée pour désigner la toile tissée par l'organisation terroriste sur internet. Structurés de façon professionnelle, les djihadistes disposent de leurs propres agences de production et de webmagazines*

---

<sup>158</sup> Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations : *Contre-insurrection, DIA 3.4.4*, avril 2013, p25.

<sup>159</sup> Gérard Davet et Fabrice Lhomme, *Un président ne devrait pas dire ça*, Paris, Stock, 2016.

<sup>160</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste\\_d%27attaques\\_terroristes\\_islamistes](https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_d%27attaques_terroristes_islamistes)

<sup>161</sup> Conesa Pierre, Huyghe François Bernard et Chouraqui Margaux, *op. cit.*, p90.

*multilingues. Ils détournent les codes populaires de communication pour attirer les jeunes vers les contenus qu'ils produisent et se montrent très agiles sur les réseaux sociaux »<sup>162</sup>.*

Le site évoque également la propagande à destination de la France : « *La propagande djihadiste s'adresse à différents destinataires. De façon schématique, les audiences locales (au Moyen-Orient) peuvent être distinguées de l'audience internationale. Au niveau local, l'objectif est d'amener les populations à se soumettre à l'autorité des groupes comme Daech ou Al-qaida, et d'inciter les adversaires des djihadistes à renoncer au combat. Au niveau international, les contenus diffusés doivent susciter des vocations terroristes dans les pays occidentaux. Une des méthodes employées pour convaincre de jeunes Français de rejoindre ses rangs consiste à décrire la France comme un pays en guerre contre l'islam »<sup>163</sup>.*

#### S'inscrire dans la durée

La mouvance islamiste en France répond parfaitement à ce principe. Dans une interview donnée au Figaro en juin 2016, après les meurtres de policiers à Magnanville par un islamiste, l'écrivain Boualem Sansal compare la situation actuelle de la France à celle de l'Algérie au début de la guerre civile. Il déclare au journaliste : « *La force des islamistes et des prédicateurs est la patience. Ils inscrivent leur action dans la durée »<sup>164</sup>. En effet, le site du gouvernement *stop-djihadisme.gouv.fr* confirme que « *la radicalisation djihadiste est le résultat d'un processus évolutif et non d'un « basculement » soudain »<sup>165</sup>.**

Ainsi, la mouvance islamiste en France répond parfaitement à la définition, aux phases, mais aussi aux principes d'une insurrection. Il nous reste à voir qu'elle correspond aussi à la nature d'une insurrection.

---

<sup>162</sup> <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/terrorisme-djihadiste/djihadisme/comment-propagande-daech-est-elle-organisee>

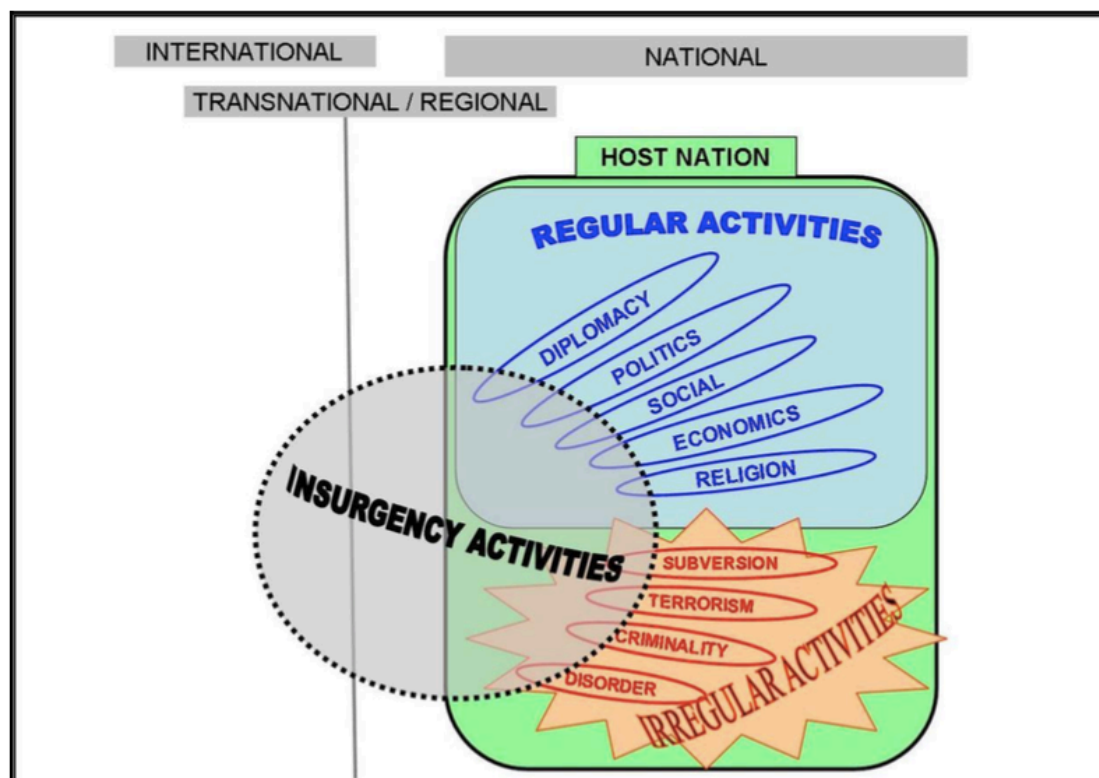
<sup>163</sup> *Id.*

<sup>164</sup> <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2016/06/17/31002-20160617ARTFIG00263-boualem-sansal-l-ordre-islamique-tente-progressivement-de-s-installer-en-france.php>

<sup>165</sup> <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/radicalisation/explication-du-phenomene/radicalisation-djihadiste-quest-ce-que-cest>

#### 4. Au regard de la nature d'une insurrection

Pour aider à contextualiser et à comprendre la nature d'une insurrection, la doctrine de contre-insurrection de l'OTAN propose le schéma ci-dessous.



Source : NATO, *Allied Joint Doctrine for Counterinsurgency*, AJP-3.4.4. Février 2011, *Nature of Insurgency*

Ce schéma a pour objectif de montrer qu'au sein d'un État, dans lequel ont lieu des activités « régulières » et « irrégulières », l'insurrection qui se développe prend part à l'ensemble des activités. Les activités irrégulières lui permettent de soulever des fonds illégaux pour se financer ou encore de neutraliser une partie de la population pour faire avancer ses idées. Les activités régulières lui permettent de gagner en légitimité et d'obtenir un soutien extérieur. Ce soutien extérieur est également matérialisé sur le schéma par le débordement du cercle représentant l'insurrection sur la partie internationale.

### Les activités régulières

Le schéma ne prend en compte dans les activités régulières que celles réalisées dans les domaines diplomatique, politique, social, économique et religieux. Nous avons vu au cours de l'analyse systémique que la menace islamiste en France s'exprimait bien dans ces domaines, mais également dans d'autres, comme les domaines militaire, culturel, médiatique ou cyber.

### Les activités irrégulières

De même, nous avons vu que la mouvance islamiste en France utilise la subversion, le terrorisme et le désordre pour tenter d'imposer sa volonté. Les activités criminelles quant à elles sont liées notamment aux trafics d'armes et de drogues dans le but de réaliser les autres activités (régulières ou irrégulières).

### Le soutien international

Le soutien international apporté à la mouvance islamiste en France vient principalement du soutien financier et idéologique venu d'Arabie Saoudite et du Qatar. C'est ce que démontre Alexandre Del Valle dans son ouvrage *Les vrais ennemis de l'occident*. Il écrit notamment que « l'Arabie Saoudite a installé à Mantes-la-Jolie (Yvelines) le bureau de sa Ligue islamique mondiale (3000m2 sur deux étages). En France elle finance les mosquées de Cergy, de Nanterre, d'Asnières, de Strasbourg, de Mantes-la-Jolie, de Givors près de Lyon, la grande mosquée de Lyon, son fleuron, puis la nouvelle mosquée de Nice, dont elle possède le terrain »<sup>166</sup>. Dans les mosquées qu'elle finance, elle impose ses imams pour y distiller sa vision radicale de l'islam.

Ce principe de diplomatie religieuse adopté par l'Arabie Saoudite est particulièrement mis en exergue dans le livre de Pierre Cornesa, *Dr. Saoud et Mr. Djihad* : « La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite constitue un étrange trou noir dans l'analyse du radicalisme qui affecte l'islam aujourd'hui. Pourquoi le salafisme,

---

<sup>166</sup> Alexandre Del Valle, *op.cit.*, p57.

*mouvance la plus intolérante et sectaire de l'islam, est-il devenu si conquérant ? Parce que parmi tous les radicalismes religieux qui pourrissent la planète, il est le seul à bénéficier d'un appui constant de la part d'un pays doté d'immenses moyens : le royaume saoudien »<sup>167</sup>. Hubert Védrine, qui a préfacé ce livre, écrit que cette étude est « spécialement utile pour la France, devenue, entre autres du fait d'une laïcité ancienne et stricte, le pays le moins capable de comprendre la persistance profonde des phénomènes religieux et qui s'est longtemps contentée de généralités superficielles sur l'islam, les sunnites et les chiïtes, le dialogue des cultures, etc. »<sup>168</sup>.*

Ainsi, au final, la menace islamiste en France remplit tous les critères d'une insurrection. Que ce soit en termes de définition, de phases, de principes ou de nature, la mouvance islamiste en France répond à l'ensemble des critères permettant de la qualifier d'« insurrection ». Cette précision sémantique revêt en réalité une grande importance puisqu'elle permet de mieux définir la nature de la menace, et donc de lui apporter une meilleure réponse. Le terrorisme islamiste n'est donc qu'une composante de l'insurrection islamiste, et s'il représente effectivement une menace physique dramatique à court terme, il n'est pas nécessairement la composante la plus dangereuse de l'insurrection sur le long terme. La propagande et la subversion, par exemple, sont dans l'absolu des composantes beaucoup plus dangereuses car elles mobilisent psychologiquement ceux qui commettront les actes terroristes.

La menace islamiste n'est donc pas typiquement une menace terroriste, elle est une menace insurrectionnelle et doit donc être abordée comme telle. Face à une insurrection nous devons appliquer des techniques de contre-insurrection.

---

<sup>167</sup> Pierre Conesa, *Dr. Saoud et Mr. Djihad*, Robert Laffont, 2016, 306p.

<sup>168</sup> *Ibid.* p11.

## **Chapitre 3 - L'apport des théoriciens de la contre-insurrection pour la lutte contre l'insurrection islamiste**

Puisque nous avons affaire à une insurrection, il paraît pertinent d'étudier les techniques de contre-insurrection qui pourraient permettre d'y faire face. La doctrine contre-insurrectionnelle a refait surface à l'occasion des conflits menés en Irak et en Afghanistan au lendemain du 11 septembre 2001. Elle a été notamment remise en avant sous l'impulsion donnée par le général David Petraeus, commandant des forces en Irak de 2007 à 2008, puis commandant des forces en Afghanistan de 2010 à 2011. Cependant, la base de la doctrine de contre-insurrection est héritée des travaux réalisés par des officiers supérieurs ayant pris part aux guerres de décolonisation, essentiellement britanniques et françaises. Nous étudierons quelques grands principes de la contre-insurrection identifiés par les grands théoriciens de ce type de guerre, puis nous verrons l'importance majeure que représente la population dans ce genre de conflit, avant de voir comment adapter ces principes pour faire face efficacement à l'insurrection islamiste en France.

### **I. Les grands principes de la contre-insurrection selon les théoriciens**

Nous ne pouvons ici étudier l'ensemble des théories et des principes de la contre-insurrection. Nous retenons pour cette étude les visions les plus emblématiques, qui ont donné naissance aux doctrines contemporaines. Ainsi, nous évoquerons les visions britanniques, américaines et françaises de la contre-insurrection, avant de voir qu'elles convergent toutes vers un principe majeur : gagner l'appui de la population.

#### **1. Les grands principes**

Les grands principes de la contre-insurrection ont été développés essentiellement au lendemain de la seconde Guerre mondiale et principalement face à un ennemi communiste. Ils ont été de nouveau étudiés avec les engagements en Irak et en Afghanistan pour en tirer des doctrines nationales. Les britanniques, les américains et les français ont été les plus diserts en la matière.

## a. La vision britannique

La vision britannique moderne de la contre-insurrection repose historiquement sur les travaux de Charles Callwell<sup>169</sup> avec son ouvrage *Small wars*<sup>170</sup>. Par la suite, les guerres de décolonisation que le pays a eu à mener, essentiellement face à la menace communiste (Kenya, Dhofar, Malaisie), puis l'insurrection en Irlande du Nord, ont donné naissance à des écrits de grande qualité sur le sujet. Les figures de proue de la thématique contre-insurrectionnelle britannique sont Robert Thompson et Frank Kitson<sup>171</sup>. Nous retenons ici les travaux de Robert Thompson qui sont intégralement repris dans la doctrine actuelle de la contre-insurrection britannique<sup>172</sup>.

### Sir Robert Thompson

Sir Robert Thompson (1916-1992) est un officier britannique de la Royal Air Force. Il s'est forgé son expérience en contre-insurrection au cours de sa participation aux conflits en Malaisie, puis comme conseiller des américains au Vietnam. Il a publié sa vision de la contre-insurrection en 1966 dans *Defeating communist insurgency : Experiences in Malaya and Vietnam*, il y dégage cinq principes fondamentaux.

- **1<sup>er</sup> principe** : *le gouvernement doit avoir un but politique clair.*  
Pour Robert Thompson, ce but doit être d'établir et de maintenir un pays libre, indépendant et uni qui soit stable et viable du point de vue politique et économique. Ceci implique que les mesures prises par le gouvernement visent à acquérir le soutien de la population et à établir son autorité sur tout le

---

<sup>169</sup> Charles Callwell (1859-1928) est un officier britannique ayant servi comme officier de renseignement au cours de la guerre des Boers et de la première Guerre mondiale.

<sup>170</sup> Charles Callwell, *Small Wars : Their Principles and Practice*, 1896 ; traduction française Charles E. Callwell, *Petites guerres*, Economica, 1998, 389p.

<sup>171</sup> Frank Kitson (né en 1926) est un général à la retraite de l'armée britannique, théoricien de la guerre contre-insurrectionnelle et des conflits de basse intensité. Il a été Commander-in-Chief de l'armée britannique de 1982 à 1985 puis général aide de camp de la reine Elizabeth II de 1983 à 1985, avant d'obtenir la même année la Grande Croix de Chevalier de l'Ordre de l'Empire britannique. Kitson a participé au conflit colonial en Malaisie, à la guerre en Irlande du Nord et à la guerre des Malouines. Ses écrits sur l'usage des *counter-gangs*(contre-gangs), impliqués dans des opérations « *false flag* », et des mesures d'intoxication, dont l'usage de personnes « retournées », demeure aujourd'hui un sujet de débat. Ses écrits citent abondamment *La Guerre moderne* (1961) du colonel Roger Trinquier.

<sup>172</sup> Voir British Army Field Manuel, Volume 1, Part 10, *Counterinsurgency operations*, October 2009.

territoire. Il faut également avoir des objectifs à long terme et ne pas chercher uniquement à défaire les insurgés à court terme.

- **2<sup>ème</sup> principe** : *le gouvernement doit rester dans la légalité.*

Si un gouvernement sort de la légalité il prend le risque que le peuple n'obéisse plus aux lois. Dans le même temps le gouvernement peut néanmoins décréter des lois très dures pour faire face à la situation d'insurrection, dans la mesure où elles sont appliquées de façon équitable.

- **3<sup>ème</sup> principe** : *le gouvernement doit avoir un plan global.*

Le gouvernement ne doit pas s'attacher qu'au côté sécuritaire du problème posé par l'insurrection. Il doit prendre des mesures politiques, économiques, sociales, administratives et policières pour lutter contre les insurgés. Il doit également chercher à coordonner au mieux les actions civiles et militaires.

- **4<sup>ème</sup> principe** : *le gouvernement doit lutter en priorité contre la subversion politique plutôt que contre les guérilleros.*

L'objectif est de couper les insurgés de la population afin que cette dernière n'apporte plus d'aide à l'insurrection. Il s'agit de détruire l'organisation politique, ce qui entrainera l'anéantissement de la guérilla.

- **5<sup>ème</sup> principe** : *pendant la phase de guérilla, le gouvernement doit protéger en priorité ses zones de base.*

Ce principe implique d'accepter que le mouvement insurrectionnel contrôle temporairement des zones reculées. Mais le gouvernement pourra ensuite rayonner méthodiquement à partir de ses bases et gagner la confiance de la population sur le long terme car cette méthode est sûre.

## **b. La vision américaine**

Aux Etats-Unis, les travaux récents sur la contre-insurrection ont été menés à la suite de l'engagement du pays en Irak et en Afghanistan à partir de 2003. Le général David Petraeus, inspiré par les travaux du français David Galula sur le sujet, a souhaité ainsi

remettre à jour la doctrine de contre-insurrection, donnant naissance au *Field Manuel 3-24*, puis initiant la doctrine de l'OTAN.

### David Petraeus

Le général Petraeus a réalisé la mise à jour de la doctrine américaine de contre-insurrection avec l'aide notamment de deux officiers supérieurs également spécialistes de la contre-insurrection. Il s'agit du lieutenant-colonel John Nagl<sup>173</sup> (américain) et du lieutenant-colonel David Kilcullen<sup>174</sup> (australien). Ils ont ainsi produit le *Field Manuel 3-24 (FM 3-24)* en 2006, qui propose huit principes et cinq impératifs pour mener à bien une guerre de contre-insurrection.

- **1<sup>er</sup> principe** : *la légitimité est l'objectif principal.*

Toutes les opérations de contre-insurrections doivent avoir pour objectif de développer une gouvernance efficace au travers d'un gouvernement légitime. Cet objectif est atteint en employant des moyens militaires et non-militaires. Pour les occidentaux, un gouvernement est considéré comme légitime lorsque cette légitimité lui vient du peuple (via des élections par exemple). Le *FM 3-24* retient six critères pour évaluer la légitimité du gouvernement :

- la capacité à procurer la sécurité à la population
- une sélection des leaders par un processus reconnu par la population
- une participation élevée de la population au processus politique
- un niveau de corruption acceptable
- un niveau de développement politique, économique et social acceptable
- un haut niveau de reconnaissance des institutions sociales.

---

<sup>173</sup> John Nagl est un lieutenant-colonel à la retraite de l'US Army. Officier de cavalerie, il a servi en Irak et en Afghanistan où il a développé ses compétences dans le domaine de la contre-insurrection. Il a notamment écrit *Learning to eat soup with a knife : Counterinsurgency lessons from Malaya and Vietnam* (2002), avant de participer à la rédaction du *Field Manual 3-24*.

<sup>174</sup> David Kilcullen est un lieutenant-colonel à la retraite de l'armée australienne. Spécialiste de la contre-insurrection il a conseillé le gouvernement américain et le général Petraeus lors de l'engagement des Etats-Unis en Irak et en Afghanistan. Il a notamment rédigé en 2006 la partie consacrée à la contre-insurrection dans la *Quadrennial Defense Review* américaine. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur la guérilla et la contre-insurrection.

- **2<sup>ème</sup> principe** : *l'unité dans l'effort est primordiale.*

Ce principe signifie que les efforts doivent non seulement être coordonnés mais aussi dans le meilleur des cas dirigés par une instance de commandement unique, capable de superviser les actions militaires et non-militaires.

- **3<sup>ème</sup> principe** : *le politique prime sur le reste.*

Le *FM 3-24* rappelle que le général Chang Ting-chen sous les ordres de Mao Tse Toung disait que la guerre révolutionnaire était 80 pour cent d'action politique et 20 pour cent d'action militaire. Ainsi, la contre-insurrection doit également faire une large part au politique pour contrer les actions de l'insurrection. Toutes les actions militaires doivent concourir au but politique, sinon elles seront soit sans effet, soit contre-productives.

- **4<sup>ème</sup> principe** : *les contre-insurgés doivent comprendre leur environnement.*

Le succès de la contre-insurrection repose notamment sur la compréhension du milieu dans laquelle elle se déroule. Les contre-insurgés doivent connaître l'organisation de la société, la nature des relations entre les différents groupes qui la composent, l'idéologie qui la sous-tend, les motivations de la population, les moyens de communications utilisés, le système hiérarchique en place. Sans cette compréhension du milieu, le renseignement qui en remonte ne pourra pas être exploité correctement.

- **5<sup>ème</sup> principe** : *le renseignement guide les opérations.*

Le succès de la contre-insurrection repose en grande partie sur la qualité du renseignement obtenu. Il doit arriver à temps et être analysé puis disséminé aux bons échelons.

- **6<sup>ème</sup> principe** : *les insurgés doivent être isolés de leur cause et de leur soutien.*

Il est plus facile en contre-insurrection de séparer l'insurrection de ses ressources (matériels et morales) que d'éliminer tous les insurgés. Le *FM 3-24*

stipule cependant que capturer ou tuer les insurgés est un passage obligé lorsque l'insurrection est basée sur l'extrémisme religieux ou idéologique<sup>175</sup>.

- **7<sup>ème</sup> principe** : *la sécurité dans le cadre de la loi est essentielle.*

La pierre angulaire de la contre-insurrection est d'établir la sécurité pour la population civile. Mais on ne peut établir la sécurité à n'importe quel prix. En effet, tenter de construire un gouvernement légitime en menant des actions illégitimes ou illégales est contre productif car ces actions seront bientôt connues de la population. Si les insurgés sont vus comme des criminels ils perdront le soutien de la population, s'ils sont jugés par un système légal et reconnu cela renforce la légitimité du pouvoir en place.

- **8<sup>ème</sup> principe** : *les contre-insurgés doivent se préparer à un engagement de long terme.*

Les guerres d'insurrection sont longues par nature. Les opérations de contre-insurrection nécessitent quant à elles beaucoup de ressources en temps et en argent. La population ne soutient pas le gouvernement de façon active tant qu'elle n'est pas sûre que celui-ci ait réellement les moyens de remporter la guerre face aux insurgés. Se préparer à un engagement dans la durée signifie également de créer des états-majors ad hoc, prévus pour mener des opérations à long terme.

Au-delà de ces huit principes « historiques » de la contre-insurrection, le *FM 3-24* décrit cinq impératifs tirés de l'expérience des récentes opérations de contre-insurrection menées par les américains :

- **1<sup>er</sup> impératif** : *gérer l'information et les attentes.*

Il est important de bien communiquer (également avec l'aide des nouvelles technologies), notamment pour que la force armée en soutien du gouvernement local (dans le cas d'une guerre de contre-insurrection sur un théâtre extérieur) ne soit pas perçue comme une troupe d'occupation. Les attentes de la population doivent être connues et la population doit être

---

<sup>175</sup> US Army Field Manuel 3-24, *Counterinsurgency*, Headquarters Department of the Army, December 2006, section 1-23.

convaincue que sa vie sera meilleure sous le gouvernement en place que sous le joug de l'insurrection.

- **2<sup>ème</sup> impératif** : *user du niveau approprié de la force.*

Bien que les combattants extrémistes doivent souvent être tués, il faut faire un usage approprié de la violence. En effet, si la neutralisation de cinq insurgés entraîne le recrutement de cinquante nouveaux pour cause de dommages collatéraux, l'action est contre productive. Il est également important, en cas de contre-insurrection sur un théâtre extérieur, que ce soit les forces de sécurité locales qui appliquent la violence proportionnée.

- **3<sup>ème</sup> impératif** : *apprendre et s'adapter.*

Les insurgés passent fréquemment de l'action armée à l'action politique, ils échangent de façon très rapide au sein de leurs réseaux sur les vulnérabilités de la contre-insurrection. La contre-insurrection doit donc s'adapter en permanence aux actions des insurgés et apprendre de ses erreurs potentielles.

- **4<sup>ème</sup> impératif** : *donner des responsabilités aux plus bas échelons.*

Les subordonnées doivent connaître parfaitement l'intention du chef et être capable de prendre des décisions de façon décentralisée afin de concourir à la réalisation du 3<sup>ème</sup> impératif (s'adapter rapidement).

- **5<sup>ème</sup> impératif** : *soutenir le gouvernement local.*

Lorsque les forces sont engagées au profit d'un gouvernement étranger qui subit une insurrection, l'objectif est de soutenir le gouvernement et de lui laisser reprendre la main le plus rapidement possible. Ainsi, même s'il est tentant de mener soi-même les opérations, le plus efficace sur le long terme est de laisser, à chaque fois que cela est possible, le gouvernement local mener lui-même les opérations tout en lui fournissant une assistance.

### c. La vision française

En France, la doctrine moderne de la contre-insurrection est née avec les travaux des officiers ayant participé aux guerres de décolonisation en Indochine puis en Algérie. Les principaux auteurs<sup>176</sup> de cette époque sont le commandant Hogard, le lieutenant-colonel Galula, le colonel Trinquier, le colonel Nemo, le colonel Lacheroy, le colonel de Rocquigny, les généraux Prestat et Saint-Macary. Plus récemment, les colonels de Courrèges, Germain et Le Nen ont actualisé la doctrine française à la lumière de leur expérience en Afghanistan. Nous retenons ici les principes de David Galula, ceux de Jacques Hogard et ceux des colonels de Courrèges, Germain et Le Nen.

#### David Galula

Le lieutenant-colonel Galula a notamment servi en Extrême-Orient et en Algérie. Il est devenu chercheur associé à Harvard après son départ de l'armée française et a rédigé deux ouvrages, *Pacification en Algérie* (1963) et *Contre-insurrection Théorie et pratique* (1964), dans lesquelles il a exposé sa conception de la guerre en contre-insurrection. Le général Petraeus, qui a préfacé l'édition française de *Contre-insurrection Théorie et pratique*, le considère comme le « Clausewitz de la contre-insurrection ». Sa théorie de la contre-insurrection définit quatre lois et huit étapes à respecter.

- **1<sup>ère</sup> loi** : *le soutien de la population est aussi vital pour les loyalistes que pour l'insurgé.*

Le contrôle d'une zone donnée ne peut se faire dans la durée qu'avec le soutien de la population, que ce soit pour l'insurgé ou le contre-insurgé.

- **2<sup>ème</sup> loi** : *ce soutien s'obtient par l'action d'une minorité active.*

Pour toute cause politique, il existe une minorité défendant la cause, une majorité neutre et une minorité active combattant la cause. Le gouvernement doit donc identifier la minorité favorable et l'organiser.

---

<sup>176</sup> Cf. bibliographie.

- **3<sup>ème</sup> loi** : *le soutien de la population ne s'obtient que sous certaines conditions.*

Pour David Galula ces conditions sont le fait que le gouvernement obtienne un succès significatif dans les premiers temps du conflit, le fait que le gouvernement ne négocie pas tant qu'il n'est pas en position de force, le fait que les actions sur la population sont précédées d'actions sur les insurgés et leur système politique.

- **4<sup>ème</sup> loi** : *l'intensité des efforts et la quantité des moyens sont essentiels.*

Les efforts, qui s'inscrivent dans la durée, ne doivent pas être dilués, ils doivent être appliqués successivement à chaque région pour conserver le principe de concentration des efforts.

Pour David Galula, de ces quatre lois découle un procédé en huit étapes :

- **1<sup>ère</sup> étape** : *destruction ou expulsion des forces d'insurrection.*

David Galula estime qu'au cours de cette étape il est impossible de détruire ou d'expulser l'ensemble des insurgés. Le but est de retrouver une liberté de mouvement dans les zones précédemment occupées par l'insurrection afin de préparer les futures actions dans de bonnes conditions. Cette étape doit également comporter un volet propagande à destination des forces pro-gouvernementale, de la population et des insurgés.

- **2<sup>ème</sup> étape** : *déploiement d'unités locales.*

Il s'agit d'empêcher les insurgés de revenir dans leurs anciens fiefs. David Galula conseille de quadriller les zones à contrôler en implantant des unités qui commencent à tourner leur intérêt vers la population. La propagande envers les différents acteurs doit continuer.

- **3<sup>ème</sup> étape** : *prise de contrôle de la population.*

C'est la phase la plus sensible où commencent à se mêler les actions du politique et du militaire. Il faut prendre contact avec la population qui y est réticente car toujours sous le joug de l'insurrection, il faut recenser localement

la population pour mieux la contrôler, il faut la protéger des représailles des insurgés, il faut commencer à recruter au sein de la population pour obtenir du renseignement de qualité, enfin, il faut définir les réformes politiques nécessaires au ralliement de la population.

- **4<sup>ème</sup> étape** : *destruction de l'organisation politique insurgée.*

Cette étape consiste à neutraliser les agents politiques de l'insurrection (c'est à dire la menace indirecte, non cinétique mais idéologique). C'est une phase difficile car généralement ces personnes ne participent pas aux activités terroristes et n'ont légalement pas de sang sur les mains. Qui plus est, elles sont souvent bien implantées dans la population locale qui les soutient. Pour David Galula, il faut créer une police spéciale pour s'occuper de cette mission particulière et faire preuve d'indulgence à l'égard de ceux qui se repentent et acceptent de lutter du côté du gouvernement. Par ailleurs, la propagande à cette étape doit insister sur l'importance d'arrêter ces personnes.

- **5<sup>ème</sup> étape** : *organiser des élections locales.*

Cette étape marque l'entrée dans la phase constructive. Si les étapes précédentes ont été menées avec succès, la population devrait commencer à passer du côté du gouvernement. Ainsi, l'organisation d'élections locales au bon moment devrait faire émerger des leaders favorables aux idées des contre-insurgés. La propagande doit alors avertir que le gouvernement local élu l'est de façon provisoire.

- **6<sup>ème</sup> étape** : *mettre à l'épreuve les dirigeants élus.*

Les dirigeants élus se voient confier des missions locales par le gouvernement, du type maintien de l'ordre ou projets dans les domaines économique et social. L'objectif est de s'assurer du soutien de la population au travers de ces nouveaux élus locaux.

- **7<sup>ème</sup> étape** : *organiser un parti politique.*

Les nouveaux élus des différentes régions doivent être rassemblés au sein d'un parti de la contre-insurrection car la politique joue un très grand rôle dans la

guerre de contre-insurrection. L'objectif est de pouvoir faire reposer les nouveaux dirigeants sur un outil politique solide qui donnera confiance à la population.

- **8<sup>ème</sup> étape** : *rallier ou éliminer les derniers insurgés.*

Il s'agit ici de revenir à la première étape, mais cette fois-ci avec le soutien de la population.

### Jacques Hogard

Jacques Hogard a combattu au cours de la seconde guerre mondiale, de la guerre d'Indochine et de la guerre d'Algérie. Il a écrit de nombreux articles sur la notion de « guerre révolutionnaire » et sur les principes de contre-insurrection. Disciple de Charles Lacheroy, selon l'historien Paul Villatoux, auteur de *La guerre et l'action psychologique en France (1945-1960)* il est le vrai doctrinaire de la guerre révolutionnaire. Pour Gérard Chaliand, il « appartient à ce groupe d'officiers français qui ont contribué à transmettre à l'Occident, et notamment aux États-Unis les conceptions des communistes en matière de guerre révolutionnaire ». Responsable d'un secteur dans le Constantinois en Algérie en 1957, il applique ses principes de pacification dans le cadre d'une guerre d'insurrection et pacifie sa zone de responsabilité de façon remarquable.

Nous reproduisons ici les dix règles à appliquer en contre-insurrection, que le commandant Jacques Hogard développe dans un article intitulé *Tactique et stratégie dans la guerre révolutionnaire*, paru en juin 1958 dans la Revue militaire d'information :

- **1<sup>ère</sup> règle** : traiter d'égal à égal avec un mouvement révolutionnaire totalitaire ne met pas fin à son entreprise ; cela facilite et hâte son succès.
- **2<sup>ème</sup> règle** : tout territoire où sévit une révolution armée doit être le plus possible isolé de l'extérieur, moralement et matériellement.

- **3<sup>ème</sup> règle** : le processus de la guerre révolutionnaire peut être bloqué d'autant plus facilement que l'on s'y prend plus tôt. Cette bataille d'arrêt repose sur l'omniprésence permanente des forces de l'ordre au sens large.
  
- **4<sup>ème</sup> règle** : la conduite de la lutte contre la révolution totalitaire ne peut se concevoir que comme l'application d'une stratégie et d'une tactique de même nature, vraiment générales au sens civilo-militaire et non plus interarmes, combinant à tous les échelons les moyens de toute nature, politiques, psychologiques, administratifs, économiques, sociaux, culturels, militaires, en vue de conserver ou de reconquérir le soutien populaire au gouvernement légal et simultanément, de détruire l'appareil et les forces armées révolutionnaires. L'application de cette règle essentielle implique la réalisation de l'unité de Commandement au moins morale et intellectuelle, de l'unité du renseignement, de l'action psychologique, etc. La victoire contre la révolution totalitaire, armée ou non, repose avant tout sur la destruction de l'appareil politico-administrativo-militaire révolutionnaire. Cet appareil doit être considéré comme le véritable ennemi.
  
- **5<sup>ème</sup> règle** : la conquête ou la conservation d'un large soutien populaire est à la fois le but des autorités légales et un moyen essentiel de la victoire.
  
- **6<sup>ème</sup> règle** : la conquête ou la conservation du soutien populaire repose :
  - Sur la conquête psychologique de la population ou la conservation de son adhésion morale. Celle-ci est fondée d'une part sur l'exploitation des contradictions idéologiques de la Révolution, et d'autre part sur la Foi dans les valeurs universelles de la Civilisation et la diffusion de ces valeurs.
  - Sur l'amélioration continue de l'ordre ancien vers un ordre nouveau, capable de cristalliser les espoirs de la population.
  - Sur l'organisation du milieu. Cette organisation doit, en cas de besoin et là où il est nécessaire, prendre provisoirement une forme militaire plaquée sur l'organisation civile (auto-défense).

- **7<sup>ème</sup> règle** : la destruction des forces armées révolutionnaires n'est pas un but mais, avant tout, un moyen d'acquiescer le soutien populaire.
- **8<sup>ème</sup> règle** : la destruction des forces armées pseudo-régulières ne peut être obtenue seulement par la bataille. Mais il est possible de les étouffer et de les forcer à repasser à la guérilla en occupant en forces les zones où elles puisent leurs ressources humaines et matérielles.
- **9<sup>ème</sup> règle** : la seule méthode pour réduire les guérillas à l'impuissance, puis les faire disparaître, consiste, tout en leur retirant peu à peu le soutien de la population, à les user moralement et physiquement en les traquant en permanence avec des unités adaptées en qualité et en quantité, agissant toujours dans la même zone, au milieu de la même population qu'elles connaissent bien.
- **10<sup>ème</sup> règle** : la sécurité des axes et points sensibles dans une zone de guérilla repose avant tout, non pas sur une protection statique, toujours aléatoire, mais sur la création d'une insécurité constante pour les insurgés.

#### Colonels de Courrèges, Germain, Le Nen

Les colonels de Courrèges, Germain et Le Nen se sont reposés sur leurs expériences personnelles respectives de la contre-insurrection (notamment en Afghanistan) pour mettre à jour de façon synthétique les principes qui doivent prévaloir dans ce type de conflit. Ils en énumèrent trois, couronnés par un quatrième.

- **1<sup>er</sup> principe** : *la légitimation de l'action.*  
Pour les auteurs, il est primordial de légitimer l'action pour obtenir l'appui de la population sur le long terme. Cette légitimité doit s'obtenir auprès de notre propre opinion publique, auprès de nos alliés et enfin auprès de la population du pays dans lequel on intervient (dans le cas d'une opération de contre-insurrection à l'étranger).

La légitimité repose sur le fait que la guerre menée est une guerre juste et sur le fait qu'elle est bien menée selon les lois de la guerre reconnues sur le plan international. Par ailleurs, Il est plus facile de légitimer une action loin du territoire national si la population est convaincue que cette opération participe à sa propre sécurité en métropole.

La légitimité se gagne aussi en faisant un usage efficace et mesuré de la force. Les auteurs soulignent qu' « *une guerre dont les causes peuvent être justes, peut rapidement devenir illégitime si les tactiques et les modes d'action mis en œuvre par les forces régulières sont inadaptés au contexte stratégique et aux objectifs politiques poursuivis par le gouvernement* »<sup>177</sup>.

Enfin, la légitimité s'obtient en mettant en adéquation les objectifs politiques et les modes d'actions sur le terrain, car « *si dans une guerre de contre-insurrection la décision initiale peut s'obtenir par les armes, son exploitation se fait toujours dans les champs économiques, politiques et sociaux* »<sup>178</sup>. Il faut donc dans le même temps chercher à combler les attentes politiques de la population et passer progressivement le témoin de la légitimité au gouvernement local.

- **2<sup>ème</sup> principe** : *l'adaptation au contexte local.*

Les auteurs rappellent qu' « *aucune guerre n'est identique* ». Cela peut sembler évident, mais l'histoire montre que les nations ont souvent eu du mal à s'adapter aux guerres auxquelles elles avaient à faire face, appliquant régulièrement les stratégies et tactiques des guerres précédentes. Les grandes puissances ont également du mal à s'adapter aux guerres asymétriques car elles sont organisées, au moins militairement, pour mener des guerres symétriques (conventionnelles).

Il est fondamental de comprendre le milieu dans lequel la guerre a lieu afin d'adapter les objectifs politiques et militaires et de comprendre les attentes de la population. Les auteurs citent l'exemple du succès britannique en Malaisie

---

<sup>177</sup> Hervé de Courrège, Emmanuel Germain, Nicolas Le Nen, *op.cit.*, p33.

<sup>178</sup> *Ibid.*, p41.

comme modèle d'adaptation : « *Après les échec d'une stratégie de coercition visant à chercher et à détruire à tout prix les insurgés, les Britanniques surent très rapidement adapter leur stratégie aux enjeux et au contexte politique, économique et social de la Malaisie. Cette transformation réussie de leur stratégie de Search and Destroy en une stratégie de conquête de l'opinion publique fut la raison principale de leur succès sur l'insurrection communiste* »<sup>179</sup>.

- **3<sup>ème</sup> principe** : *la marginalisation de l'ennemi.*

Comme les autres théoriciens, les auteurs confirment que la population joue le rôle principal au cours d'une guerre de contre-insurrection. Ainsi, « la stratégie des forces contre-insurrectionnelles doit donc avoir pour objectif de couper le cordon ombilical qui lie l'ennemi à la population »<sup>180</sup>. Cet objectif doit être atteint en marginalisant l'ennemi sur les plans territorial, tactique et stratégique.

La marginalisation territoriale de l'ennemi implique aux forces de contre-insurrection d'investir la zone d'évolution des insurgés, de la quadriller et d'y recueillir du renseignement pour en chasser l'ennemi et interdire qu'il n'y revienne. La réussite de cette marginalisation repose sur l'engagement d'effectifs importants et sur l'évolution permanente au contact de la population.

La marginalisation tactique consiste à pousser les insurgés dans leur retranchement en termes de mode d'action. Pour les auteurs, « *un mouvement insurrectionnel contraint à ne plus pouvoir mener qu'un seul type de mode d'action est condamné à la défaite militaire* »<sup>181</sup>. En effet, la marginalisation territoriale peut conduire l'insurgé à ne plus pouvoir utiliser que le terrorisme comme mode d'action, ce qui peut le discréditer auprès de la population et conduire au minimum à sa défaite militaire.

---

<sup>179</sup> *Ibid.*, p74.

<sup>180</sup> *Ibid.*, p75.

<sup>181</sup> *Ibid.*, p86.

La marginalisation stratégique consiste à couper l'insurrection de ses soutiens extérieurs (soutiens financier, logistique, moral, idéologique, etc.). Il peut être nécessaire de neutraliser la tête du mouvement, même si celle-ci se trouve à l'étranger. Mais il faut aussi interrompre les flux logistiques et s'assurer que l'insurrection ne dispose pas d'une base arrière dans un pays frontalier.

En plus de ces trois principes, les auteurs en dégagent un quatrième qui vient couronner les autres :

- **4<sup>ème</sup> principe** : *l'indispensable coopération entre le décideur politique et le chef militaire dans la conception et la conduite de ce type de conflit.*

La guerre de contre-insurrection étant une guerre majoritairement politique comme l'ont analysé de nombreux théoriciens, il est important que les chefs militaires et les chefs politiques aient une convergence de vues sur les actions à mener et les objectifs à atteindre. Les guerres de contre-insurrection qui ne répondaient pas à ce principe ont été perdues. De plus, les auteurs estiment que « *la marginalisation territoriale, tactique et stratégique de l'insurrection ne peut aboutir sans sa marginalisation politique* »<sup>182</sup>.

A l'étude de ces principes, on observe que tous les théoriciens considèrent que la population joue un rôle primordial en contre-insurrection. Elle est à la fois l'objectif à conquérir pour les insurgés et les contre-insurgés, c'est elle qui fait basculer le conflit d'un côté ou d'un autre.

## **2. La population comme centre de gravité en contre-insurrection**

### La notion de centre de gravité

Le centre de gravité est défini dans la doctrine française comme un « *élément matériel ou immatériel, dont un État, ou un ensemble d'États, une collectivité, une force militaire, tire sa puissance, sa liberté d'action ou sa volonté de combattre* ».

---

<sup>182</sup> *Ibid.*, p100.

Cette notion a été développée par Clausewitz dans *De la Guerre* et pour le général prussien le centre de gravité est généralement assimilé à l'armée adverse ou, tout au moins, aux unités qui font la force de l'armée adverse. C'est contre ces unités que toute l'énergie doit être concentrée pour pouvoir battre l'ennemi. Mais ce raisonnement est conduit dans le cas de conflits symétriques, or les guerres de contre-insurrection sont par nature des conflits asymétriques. Il en résulte, pour les théoriciens de la contre-insurrection, une modification du centre de gravité.

### Le centre de gravité en contre-insurrection

Les guerres d'insurrection et de contre-insurrection étant avant tout des guerres politiques et la destruction de l'armée adverse devenant alors secondaire dans ce type de conflit, le centre de gravité a dû être repensé et n'est plus matérialisé par la puissance militaire ennemie. Dans les guerres asymétriques ou irrégulières, qui ne voient pas s'affronter directement les forces armées sur le champ de bataille, le centre de gravité est la population. Le camp qui réussit à faire basculer la population de son côté devrait remporter la victoire.

Toutes les théories de la contre-insurrection ont mis ce principe en exergue. Ainsi, Jacques Hogard décrivait-il déjà l'importance d'avoir la population active aux côtés de la contre-insurrection : « *En étroite collaboration avec les autorités civiles, le chef militaire doit rechercher par tous les moyens possibles, politiques, administratifs, économiques, sociaux, culturels et militaires, non pas essentiellement l'anéantissement des unités ennemies, impossible par les armes seules, mais la destructions de l'organisation politico-militaire rebelle, et la conquête psychologique de la population, pour obtenir qu'elle s'organise et prenne activement part à la lutte à nos côtés* »<sup>183</sup>. Sir Robert Thompson note également l'importance d'avoir le soutien de la population : « *Un mouvement insurrectionnel est une guerre pour le peuple. Il est évident que les mesures prises par le gouvernement doivent viser à rétablir son autorité et l'ordre public dans tout le pays, de façon à regagner le contrôle de la*

---

<sup>183</sup> Jacques Hogard, *Guerre Révolutionnaire et pacification*, Revue militaire d'information, n°280, janvier 1957, pp 7-24.

*population et à en acquérir le soutien* »<sup>184</sup>. Roger Trinquier pour sa part définit indirectement la population comme centre de gravité lorsqu'il écrit : « *Nous savons maintenant que le moyen essentiel pour vaincre dans la guerre moderne est de s'assurer l'appui inconditionnel des populations* »<sup>185</sup>. Il montre aussi qu'il considère qu'elle est le centre de gravité pour l'insurgé puisque pour lui, « *la guérilla n'est possible que dans une région où la population la soutient inconditionnellement* »<sup>186</sup>. Et David Galula de confirmer : « *La bataille pour la population est une caractéristique majeure de la guerre révolutionnaire* »<sup>187</sup>.

Plus récemment Gérard Chaliand écrivait que « *la bataille pour le contrôle de la population est la caractéristique essentielle de la guérilla révolutionnaire car celle-ci est avant tout une guerre politique* »<sup>188</sup>. Dans le même esprit les colonels de Courrèges, Germain et Le Nen constatant que « *la contre-insurrection est une guerre au sein de la population, pour la population et par la population* »<sup>189</sup>, précisaient que « *les guerres dans et par la population sont, par définition, des conflits impliquant directement le politique. Le champ politique, comme celui de la guerre de contre-insurrection, a pour centre de gravité la population* »<sup>190</sup>. Enfin, la récente doctrine américaine de contre-insurrection confirme ce centre de gravité : « *La capacité à générer et à maintenir un soutien populaire, ou au moins son accord tacite et sa tolérance, a souvent le plus grand impact sur l'efficacité à long terme de l'insurrection. Cette capacité est généralement le centre de gravité de l'insurrection* »<sup>191</sup>.

Une fois les grands principes de la contre-insurrection connus et le centre de gravité identifié, à savoir la population, il est possible de tenter de dégager de grandes orientations pour lutter contre l'insurrection islamiste sur le territoire national.

---

<sup>184</sup> Robert Thompson, *Defeating communist insurgency, Malaya and Vietnam*, Chatto and Windus, 1966, in Gérard Chaliand, *Les guerres irrégulières*, Folio, 2008, p689.

<sup>185</sup> Roger Trinquier, *op.cit.*, p6.

<sup>186</sup> *Ibid.* p61.

<sup>187</sup> David Galula, *op. cit.*, p16.

<sup>188</sup> Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas*, Flammarion, 1985, p73.

<sup>189</sup> Hervé de Courrège, Emmanuel Germain, Nicolas Le Nen, *op.cit.*, p28.

<sup>190</sup> *Ibid.*, p30.

<sup>191</sup> US Army Field Manuel 3-24, *Counterinsurgency*, Headquarters Department of the Army, December 2006.

## II. Que faire ?

Avant toute chose il faut avoir conscience que la guerre sera longue. Toutes les guerres de contre-insurrection sont longues, et ce principe, écrit noir sur blanc dans la doctrine de contre-insurrection américaine, nous est également rappelé par la doctrine française actuelle : « *La contre-insurrection s'inscrit en général dans la durée, surtout si l'insurrection a pu s'enraciner profondément dans la société considérée et fragiliser durablement les piliers de la stabilité, dont la reconstruction demande toujours des délais* »<sup>192</sup>.

Ensuite, bien que nous ayons identifié que nous avons bel et bien à faire face à une insurrection, la simple application des techniques de contre-insurrection évoquées plus haut ne permettra pas forcément d'obtenir la victoire. En nous reposant sur les théories étudiées, il faut nous adapter à l'insurrection qui nous menace et développer une stratégie et des tactiques spécifiques pour y faire face. Gérard Chaliand nous le rappelle ainsi : « *Naturellement, aujourd'hui on pense connaître les tenants et les aboutissants de la guérilla. Cependant, toutes les situations sont spécifiques. La simple application d'une technique ne peut suffire à résoudre un problème supposé connu parce qu'il est désigné sous le terme d'insurrection* »<sup>193</sup>.

Il faut également regarder avec un œil critique tout ce qui a été écrit sur les théories de la contre-insurrection jusqu'à maintenant. En effet, elles nous apportent une base de réflexion précieuse et indiscutable pour la situation actuelle mais il faut tenir compte des trois points fondamentaux suivants :

- toutes ces théories ont été écrites pour une application en dehors du territoire national ;
- elles ont été pensées face à un adversaire généralement communiste ;
- elles ont été élaborées à une époque où internet et la mondialisation n'existaient pas.

Or, notre réflexion aujourd'hui doit être menée face un ennemi qui mène une insurrection sur le territoire national, avec une idéologie avant tout religieuse (islam

---

<sup>192</sup> Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations, *Contre-insurrection*, Doctrine interarmées DIA-3.4.4, avril 2013, p34.

<sup>193</sup> Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas*, Flammarion, 1985, p96.

radical) et non pas seulement politique (communisme), le tout en tenant compte du facteur démultiplicateur que représentent la mondialisation et l'usage d'internet.

Enfin, nous proposons de garder à l'esprit deux maximes que l'histoire a gravées dans le marbre à travers Machiavel et Napoléon. La première, que l'on trouve dans *L'art de la Guerre* de Machiavel, stipule que « *tout ce qui sert votre ennemi vous nuit ; tout ce qui lui nuit vous sert* »<sup>194</sup>. La seconde, que l'on trouve dans les correspondances de Napoléon, invite le chef de guerre à ne pas tomber dans le piège de l'ennemi : « *Ne faites pas ce que veut l'ennemi, par la seule raison qu'il le désire* »<sup>195</sup>.

En tenant compte de toutes ces remarques, nous faisons ci-dessous douze propositions à mettre en œuvre pour lutter efficacement contre l'insurrection islamiste actuelle sur le territoire national. Nous avons choisi de les décliner à court, moyen et long termes pour inclure une notion de priorité au sein d'une logique d'efficacité, certaines de ces propositions étant plus ou moins longue à mettre en œuvre et ne pouvant avoir parfois des résultats qu'à plus ou moins long terme. Ces propositions se veulent des conditions nécessaires mais pas forcément suffisantes pour venir à bout de l'insurrection. Surtout, elles se veulent sans aucune connotation politique, uniquement tirées de l'exploitation de l'expérience des théoriciens de la contre-insurrection.

De plus, ces propositions ne se suffisent pas à elle-même, nous avons retenu ici celles qui semblent devoir faire l'objet d'une attention particulière, mais elles viennent en complément de certaines mesures déjà mises en œuvre et surtout en complément des grands principes de contre-insurrection exposés plus haut.

---

<sup>194</sup> Machiavel, *L'Art de la guerre*, trad. Toussaint Giraudet, GF-Flammarion, 1991.

<sup>195</sup> Gérard Guégan, *Napoléon, comment faire la guerre*, Champ Libre, 1975, réédition Mille et une Nuits, 2012, p19.

## 1. A court terme

Les premières propositions ont pour objectif de contenir la menace et de jeter les bases d'un environnement propice à rendre les propositions suivantes plus efficaces.

Elles sont au nombre de six :

- Prendre conscience que nous sommes face à une insurrection
- Prendre en compte la dimension religieuse
- Exclure toute politique d'apaisement
- Durcir les lois
- Sensibiliser les médias
- Contrôler les frontières

### Prendre conscience que nous sommes face à une insurrection

Il faut nommer les choses par leur nom. Nous avons montré que la menace islamiste sur le territoire national n'est pas qu'une menace terroriste, elle est une menace insurrectionnelle dont le terrorisme n'est qu'une composante. Nous pouvons donc parler d'insurrection islamiste. Il faut en prendre conscience, non pas dans une logique de dramatisation, encore moins pour jouer sur les peurs de la population, mais dans une logique d'efficacité. En effet, pour que le politique et le militaire puissent prendre les bonnes décisions et adopter les bonnes stratégies et les bonnes tactiques, il leur faut la bonne définition de la menace. Mais il n'est pas toujours simple de reconnaître ou d'accepter le fait qu'une insurrection est naissante sur le territoire national. Pour Gérard Chaliand, qui a été le témoin de plusieurs insurrections à travers la planète, il semble même que cela soit courant : « *Une des erreurs les plus communes des États consiste à ne pas admettre la réalité insurrectionnelle, à la nier ou à la minimiser. C'est au contraire dès le début qu'il importe de freiner son développement* »<sup>196</sup>. Sir Robert Thompson analysait le même phénomène et préconisait pourtant que « *tout gouvernement sage devrait s'efforcer de détruire un mouvement insurrectionnel au cours de la période de développement de la subversion ou bien, lorsque des circonstances peut-être en dehors de sa volonté ne le lui*

---

<sup>196</sup> Gérard Chaliand, *Les guerres irrégulières*, Folio, 2007, p794.

*permettent pas, dès les premiers instants de la phase suivante de guérilla. Malheureusement, les signes marquant la première phase ne sont pas toujours reconnus, et il arrive même qu'on feigne d'ignorer ou qu'on nie l'existence d'un mouvement de subversion pour des raisons politiques à courtes vues »<sup>197</sup>.*

Ainsi, le simple fait de reconnaître et de comprendre que nous sommes face à une insurrection permet de gagner en temps et en efficacité, deux facteurs précieux lorsque l'on doit mener une guerre.

### Prendre en compte la dimension religieuse

Après avoir pris conscience que nous sommes face à une insurrection et nous être tournés vers les théories de la contre-insurrection pour tenter d'y faire face, il est indispensable de prendre en compte la dimension religieuse de l'insurrection islamiste. Nous avons vu plus haut que toutes les situations sont spécifiques et l'une des spécificités majeure de l'insurrection islamiste que nous avons définie est bien sa dimension religieuse qui guide la quasi-totalité de ses actions.

Or cette dimension n'est prise en compte dans aucune des doctrines que nous avons étudiées car elles sont toutes accés vers une insurrection politique. Même les doctrines de la contre-insurrection pensées au cours de la guerre d'Algérie ne mettent pas en évidence la dimension religieuse du conflit. Le FLN a été pensé à cette époque comme une émanation de l'idéologie communiste, notamment dû à l'influence de l'ensemble des guerres de décolonisation mais surtout dû à l'expérience indochinoise de ceux qui ont pensé la doctrine de contre-insurrection à cette période, dans un contexte de Guerre Froide. Pourtant, aujourd'hui et dans le contexte actuel, il est impossible de faire l'économie d'une réflexion sur la dimension religieuse de l'insurrection si l'on espère définir la bonne stratégie pour en venir à bout.

Le général David Petraeus, dans sa préface de l'édition française de l'ouvrage de David Galula, *Contre-insurrection, théorie et pratique*, avertit de la dangerosité d'une

---

<sup>197</sup> Robert Thompson, *Defeating communist insurgency: Experiences in Malaya and Vietnam*, Chatto and Windus, 1966, in Gérard Chaliand, *Les guerres irrégulières*, Folio, 2008, p688.

potentielle insurrection religieuse, sans toutefois détailler ce type d'insurrection dans sa propre doctrine (FM 3-24) : « *La religion peut constituer un ferment d'insurrection plus dangereux encore que le nationalisme qui motivait les contemporains de Galula. Tandis que l'on pouvait souvent venir à bout d'insurgés nationalistes par la négociation, on ne maîtrise généralement les fanatiques religieux qu'en les emprisonnant ou en les tuant. La tactique du terrorisme kamikaze, utilisant des explosifs de plus en plus puissant, a considérablement accru la précision et les dégâts que peuvent infliger les insurgés d'aujourd'hui. Toutefois, la première nécessité dans les opérations de contre-insurrection moderne est d'une autre nature : il s'agit de conserver la maîtrise de l'information et des attentes de l'opinion ; Galula avait aussi vu cela, bien avant l'avènement de l'Internet* »<sup>198</sup>.

Ainsi, face à l'insurrection islamiste, il est indispensable d'étudier la doctrine religieuse qui la sous-tend. C'est-à-dire qu'il faut un minimum de connaissances sur le Coran, les Hadiths, ou encore la vie de Mahomet, car c'est de ces sources que l'ennemi dit lui-même tirer sa légitimité, que ses arguments soient vrais ou faux.

Par ailleurs, il faut avoir conscience qu'une insurrection religieuse est fatalement plus difficile à vaincre qu'une insurrection purement politique. En effet, il est plus facile de convaincre l'adversaire qu'il se trompe d'idées politiques, plutôt que de le convaincre qu'il se trompe de religion ou d'interprétation de cette religion, car nous touchons ici à un aspect très profond et très intime de la condition humaine. La religion est souvent inculquée dès le plus jeune âge, généralement par les parents, alors que les idées politiques ne se développent que beaucoup plus tardivement et qu'elles peuvent être plus facilement le fruit d'une réflexion personnelle. Ainsi, pour des raisons affectives (transmission familiale) et pour des raisons psychologiques (notions inculquées au plus jeune âge), il est plus difficile de revenir sur des convictions religieuses que sur des convictions politiques.

---

<sup>198</sup> David Petraeus, préface du livre de David Galula, *Contre-insurrection, théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008, pXI.

## Exclure toute politique d'apaisement

Face à la menace islamiste, céder du terrain sur certaines revendications dans l'optique d'apaiser des tensions ou d'obtenir un gain politique à court terme, ne pourrait qu'être contre-productif à long terme. Dans la mesure où nous sommes dans une situation insurrectionnelle comme nous l'avons montré, Jacques Hogard préconise d'exclure toute négociation, qui ne ferait qu'accroître le prestige des insurgés. Notons que Napoléon exhortait déjà de la sorte ses généraux : « *Défendez de parlementer ; ce sont des moyens dont nos ennemis ce sont toujours servis contre nous* »<sup>199</sup>.

C'est dans cet état d'esprit que l'historien Max Gallo écrivait en 2006 une tribune dans *Le Figaro*, au lendemain du scandale créé par la reproduction de caricatures du prophète Mahomet dans les journaux *France-Soir* et *Charlie Hebdo*. Cet article, intitulé *Islam : ne rien abandonner à la politique de l'apaisement*, appelait à ne plus reculer devant les revendications d'une très grande partie des musulmans de France : « *Certes, il faut tenir compte de la souffrance infligée aux croyants par ce qui leur paraît blasphématoire. Et il y a dans l'usage marchand de la dérision une négation de l'Autre qui est attentatoire à sa dignité. Il faut le dire. Mais à quelles régressions conduiraient censure et autocensure ? Et surtout c'est la question cardinale, jusqu'où devrions-nous aller ?*

*Là où est le musulman, là est terre d'islam. Et le croyant doit respecter, au nom de sa foi, les préceptes de sa religion. Au bout il y a la charia, la loi de l'islam, ensemble des prescriptions et des réglementations auxquelles le musulman doit se soumettre et qui portent à la fois sur la vie culturelle et sur les relations sociales. La foi vive, exigeante, du musulman envahit l'espace social. Faut-il énumérer ce que nous avons déjà accepté ? Piscines séparées selon les sexes, patientes exigeant d'être soignées par des femmes médecins, cours d'histoire et de littérature contestés, tentative pour faire interdire une pièce de Voltaire (1741 !) intitulée « Le Fanatisme ou Mahomet le Prophète », etc., etc. Doit-on, à chaque fois, reculer au nom du respect de l'Autre, de sa sincérité ? Faut-il pratiquer cette politique d'apaisement ? Cela consisterait à*

---

<sup>199</sup> Gérard Guégan, *op.cit.*, p35.

*renoncer à l'existence d'un espace public laïque. Il est imparfait ? Certes, mais il nous a permis peu à peu de nous tolérer les uns les autres, de vivre ensemble avec un socle de valeurs communes.*

*On peut faire le pari optimiste d'une responsabilité réciproque et partagée des acteurs du jeu social. Les musulmans accepteraient ce qu'ils sont nombreux à faire déjà en dépit des exhortations des extrémistes, comme l'ont fait les religions judéo-chrétiennes, cet espace public laïcisé, une relation personnelle à sa foi, et le jeu libre de l'esprit critique, bref le fonctionnement de la démocratie*

*On peut aussi envisager une capitulation rampante qui se donnerait la bonne conscience de la sagesse et de l'esprit de responsabilité. Pour acheter la paix, pourquoi s'encombrer de ces mauvais caricaturistes, de ces irresponsables ? Ont-ils du pétrole les adeptes de la liberté de pensée ? Sont-ils capables de défendre au péril de leur vie les grands principes qu'ils proclament ? Pour ne pas payer l'essence trop chère et garder nos parts de marché, pourquoi ne pas cesser de résister ? Va-t-on se battre pour douze caricatures sinistres ? Et allons au bout : l'Empire romain a été conquis par le christianisme ; pourquoi l'islam ne serait-il pas la nouvelle religion conquérante ? On s'adaptera. On se convertira. Il faut oser regarder ces choix en face. Que voulons-nous défendre de ce que nous avons acquis, siècle après siècle ? Que sommes-nous prêts à abandonner ? Par réalisme ? Par sagesse ? Ou par lâcheté ? Au temps de Munich, en 1938, ce dernier mot avait un synonyme, employé par les diplomates : apaisement »<sup>200</sup>.*

De façon purement analytique, sans aucune préoccupation politique et au regard des théories de la contre-insurrection citées plus haut, nous pouvons dire que tous les gains de l'adversaire obtenus dans le but de mettre en conformité l'application de la loi avec la charia sont des victoires pour l'insurrection et donc des défaites pour la contre-insurrection.

---

<sup>200</sup> Max Gallo, *Islam : ne rien abandonner à la politique de l'apaisement*, Le Figaro, 8 février 2006.

## Durcir les lois

L'insurrection islamiste profite, comme toute insurrection, de la législation du temps de paix, qui lui est indirectement favorable dans de nombreux domaines, pour faire valoir ses droits et répandre son idéologie sans que presque aucun obstacle ne lui soit opposé. Le colonel Trinquier analysait déjà cet état de fait au moment de la guerre d'Algérie : « *Le fait que la guerre moderne n'est pas officiellement déclarée comme elle l'était autrefois, que l'état de guerre n'est généralement pas proclamé, permet à nos adversaires de continuer à bénéficier d'une législation du temps de paix, pour poursuivre ouvertement ou clandestinement leur action. Cette fiction de la paix, essentielle à la poursuite de leur dessein, ils s'efforcent par tous les moyens de la préserver* »<sup>201</sup>.

Dans le même contexte, le colonel Nemo estime qu' « *il faut changer ou adapter les règles juridiques* »<sup>202</sup>, notamment lorsque la pression terroriste se fait de plus en plus forte. Il précise par ailleurs qu'en de tels circonstances, « *on est pratiquement conduit à apporter à l'appareil légal et administratif normal du temps de paix des modifications souvent importantes* »<sup>203</sup>.

David Galula évoque aussi cette nécessité de durcir les lois dans un contexte d'insurrection, c'est même pour lui l'un des moyens les plus importants pour décourager les insurgés : « *En adaptant le système judiciaire à la menace, en renforçant la bureaucratie, la police et les forces armées, le gouvernement pourra décourager les tentatives d'insurrection. Il lui faut pour cela être à la fois déterminé et vigilant* »<sup>204</sup>.

Face à l'insurrection islamiste, mais surtout face aux actes terroristes, le gouvernement français a déjà durci certaines lois, notamment pour pouvoir lever l'état d'urgence en novembre 2017. Cependant les évolutions sont mineures et ne viennent que reprendre ce qui existait déjà en élargissant légèrement le périmètre (perquisition

---

<sup>201</sup> Roger Trinquier, *op. cit.*, p23.

<sup>202</sup> Jean Nemo, *La place de la guérilla dans la guerre*, Revue militaire générale, janvier 1957, pp.21-43.

<sup>203</sup> *Id.*

<sup>204</sup> David Galula, *op. cit.*, p101.

de domiciles sur ordre du préfet au lieu de la justice, contrôle de sécurité plus fréquents sur ordre du préfet, élargissement du contrôle aux frontières de 20 kilomètres autour des lieux de transit internationaux par la police aux frontières, fermeture de lieux de cultes facilité). Ainsi, contrairement à ce que préconisait le colonel Nemo, les modifications par rapport au temps de paix ne sont pas importantes.

Il apparaît donc judicieux d'étudier la possibilité de mettre en œuvre des changements plus radicaux, nécessaires ponctuellement pour entraver la menace, en l'occurrence l'insurrection islamiste. Quatre propositions majeures, qui pourraient potentiellement être efficaces comme armes de contre-insurrection, ont été faites récemment dans ce sens par des politiques de tout bord :

- expulser les individus « fichés S » étrangers ;
- déchoir de la nationalité française les individus « fichés S » possédant la double nationalité (ce qui les rend expulsables si la proposition précédente est prise en compte) ;
- placer en rétention administrative les « fichés S » les plus dangereux ;
- interdire le salafisme.

Bien que ces solutions ne soient pas acceptées politiquement pour le moment, un sondage<sup>205</sup> réalisé pour *Le Figaro* et *France info* en mars 2018, montre que 83% des personnes interrogées sont favorables à l'expulsion des « fichés S » étrangers, 87% sont favorables au fait de placer en rétention administrative les « fichés S » les plus dangereux et 88% sont favorables à l'interdiction du salafisme en France.

### Sensibiliser les médias

Pour Gérard Chaliand « *le problème des limites suggérées ou assignées aux médias est délicat. Seuls parmi les démocraties, Israël et l'Afrique du Sud, deux États avec un souci de sécurité plus grand que les autres, sont parvenus à faire accepter par leurs médias de mettre une sourdine à l'écho donné au terrorisme. Il n'est pas impossible, à l'avenir, qu'une politique d'autorestriction ne soit suggérée par certains États européens* »<sup>206</sup>.

---

<sup>205</sup> <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/03/29/01016-20180329ARTFIG00382-83-des-francais-favorables-au-renvoi-des-fiches-s-etrangeurs.php>

<sup>206</sup> Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas*, Flammarion, 1985, p149.

La presse, la radio et la télévision ont un rôle primordial dans la lutte contre l'insurrection islamiste. Non seulement pour ne pas être, sans le vouloir, une caisse de résonance favorable au terrorisme islamiste, mais aussi pour lutter intellectuellement contre l'idéologie qui en dépend. En effet, selon Pierre Mannoni, « *le véritable champ de bataille du terrorisme se situe dans les colonnes des journaux et sur les écrans de télévision* »<sup>207</sup>. Amplifier les événements terroristes et utiliser par exemple le vocable de « martyrs » pour désigner les auteurs des attentats suicide, même pour les besoins d'un reportage se plaçant du côté des islamistes, peut avoir pour effet à long terme d'augmenter le phénomène connu sous le nom d' « effet Werther ».

L'effet Werther ou suicide mimétique est un phénomène mis en évidence en 1982 par le sociologue américain David Philipps, qui a étudié la hausse du nombre de suicides suivant la parution dans les médias d'un cas de suicide. Le nom est inspiré par une vague de suicides s'étant produite en Europe lors de la parution du roman de Goethe, *Les Souffrances du jeune Werther*. L'influence des médias dans leur façon de relater les cas de suicide ayant été identifiée comme très importante, l'Organisation mondiale de la santé a édité en 2008 un guide pratique à l'attention des journalistes, intitulé *La prévention du suicide, indications pour les professionnels des médias*, qui les sensibilise à un traitement médiatique responsable du suicide.

Dans le même esprit, une réflexion sur le traitement médiatique de tout ce qui est lié à l'islam radical en général et aux attentats islamistes en particulier devrait être menée, dans le but d'éviter tout phénomène d'imitation mais aussi dans le but de discréditer dans les médias l'idéologie islamiste à chaque fois que cela est possible.

### Contrôler les frontières

Ce sujet est un sujet sensible, notamment eu sein de l'Union européenne et en particulier au sein de l'espace Schengen. Pourtant, le général Beaufre dans son *Introduction à la stratégie* explique que pour vaincre une guérilla, généralement liée à un phénomène insurrectionnel, « *les frontières devront être hermétiquement closes grâce à une tactique de barrages dont les guerres de Libye, de l'Italie fasciste et*

---

<sup>207</sup> Pierre Mannoni, *Les mécanismes de la violence*, Sciences Humaines Editions, 2006.

*d'Algérie ont donné l'exemple »<sup>208</sup>. Mais il ajoute que « même très bien conduites, ces opérations requerront des moyens très importants. C'est leur grande faiblesse pour une guerre nécessairement prolongée »<sup>209</sup>. David Galula, tirant partie de son expérience durant la guerre d'Algérie dans son ouvrage *Contre-insurrection : théorie et pratique*, explique que face au FLN « l'étanchéité des frontières empêchait toute infiltration autre que ponctuelle et limitée »<sup>210</sup>.*

Dans une situation insurrectionnelle il est donc important de pouvoir contrôler ses frontières nationales. Il s'agit aussi bien de celles avec les pays extra-européens d'où peut venir directement la menace, que des frontières internes à l'Europe par où la menace peut transiter. Il existe en effet par exemple des foyers identifiés de menace islamiste en Belgique ou au Royaume-Uni. Mais le contrôle des frontières doit également permettre de juguler l'immigration légale et illégale provenant de pays dont les ressortissants pourraient culturellement être un terreau favorable aux discours de propagande de l'insurrection islamiste. Tout au moins tant que le discours de contre-propagande n'a pas fait la preuve de son efficacité. Il s'agit ici d'une option politiquement difficile à mettre en œuvre mais nous avons vu que la victoire contre une insurrection passe par des mesures temporaires exceptionnelles impliquant de grands changements.

## **2. A moyen terme**

Parallèlement à la mise en place des premières mesures, il faut entamer la planification de la mise en place des propositions suivantes, qui demandent une préparation plus importante. Nous en proposons quatre :

- Créer une doctrine spécifique et nationale de contre-insurrection
- Discréditer l'ennemi
- Restaurer une présence dans les territoires abandonnés
- Conduire une approche globale

---

<sup>208</sup> André Beaufre, *Introduction à la stratégie*, Pluriel, 2016, p172.

<sup>209</sup> *Id.*

<sup>210</sup> David Galula, *op.cit.*, p147.

## Créer une doctrine spécifique et nationale de contre-insurrection

L'expérience montre qu'il est indispensable de disposer d'une « boîte à outils » pour lutter efficacement contre une insurrection. Et ces outils doivent être connus de tous et non pas seulement des militaires. Cette « boîte à outils » doit préférentiellement être publiée sous forme d'une doctrine diffusable à tous les ministères et accessible à tous les citoyens sur un site internet. Aujourd'hui, la seule doctrine française de contre-insurrection qui existe est très générale. Elle a le mérite de dégager les grands principes de ce type de conflit, mais elle n'est pas adaptée à la menace islamiste en France et précise bien en introduction qu'elle a pour vocation d'être mise en œuvre en dehors du territoire national.

David Galula avait déjà identifié cette lacune à l'époque de la guerre d'Algérie : « *En Algérie, où les français disposait à partir de 1956 d'une supériorité militaire écrasante sur le FLN, leurs efforts furent initialement dispersés sur l'ensemble du territoire, avec des concentrations de forces le long des frontières de la Tunisie et du Maroc et en Kabylie, une région rocheuse et très peu peuplée. Les forces du FLN furent rapidement brisées, mais l'absence, entre autre, de doctrine et d'expérience de ce qu'il convenait de faire au-delà des opérations militaires, empêcha que la victoire française fût totale* »<sup>211</sup>.

Pour ne pas retomber dans les travers de l'histoire il nous faut une doctrine qui soit adaptée à l'insurrection à laquelle nous avons à faire face. Elle devra donc prendre en compte, en plus des grands principes déjà connus, les trois faits nouveaux suivants :

- L'insurrection a lieu sur le territoire national ;
- L'insurrection présente une dimension religieuse importante ;
- L'insurrection se déroule d'un un contexte de mondialisation<sup>212</sup> prononcé.

---

<sup>211</sup> *Ibid.*, p146.

<sup>212</sup> Le terme de mondialisation (l'anglicisme globalisation est parfois aussi employé) correspond à la libre circulation des marchandises, des capitaux, des services, des personnes, des techniques et de l'information. Il désigne le processus d'intégration des marchés et de rapprochement des hommes qui résulte notamment de la libéralisation des échanges, du développement des moyens de transport de personnes et de marchandises, et des retombées des technologies de l'information et de la communication à l'échelle planétaire. Elle se manifeste, outre l'interdépendance croissante des économies (mondialisation économique) et l'intensification de la concurrence, par l'expansion des échanges et des interactions humaines.

## Discréditer l'ennemi

Dans une guerre d'insurrection, où la conquête du soutien de la population est un objectif majeur, il est important que la contre-insurrection cherche à discréditer l'idéologie qui lui est opposée. Dans *Principes de contre-insurrection*, les colonels de Courrèges, Germain et Le Nen estiment qu'il est tout aussi important dans ce type de conflit de neutraliser les individus à la tête de l'insurrection que de les discréditer ou de leur dénier l'accès à une tribune<sup>213</sup>.

Pour discréditer l'insurrection islamiste, il faut être capable de déceler ses « contradictions internes » et les exploiter médiatiquement. C'est ce que préconise théoriquement le commandant Hogard dans sa doctrine de contre-insurrection. Il faut montrer à la population qu'une société régie par la loi islamique n'est pas souhaitable, qu'elle implique de nombreux renoncements en termes de droits de l'Homme en général et en termes de droits de la femme en particulier, mais aussi en termes d'égalité entre les sexes ou encore en termes de laïcité et de paix sociale. Il faut déceler les contradictions dans les discours des différents porte-parole de l'idéologie islamiste, et plus encore les contradictions entre les paroles et les faits. Il est possible de trouver des contradictions dans de nombreux domaines, mais il est surtout essentiel que ces contradictions soient médiatisées et que la presse, la radio et la télévision s'en emparent.

Pour être efficace dans la façon de discréditer l'ennemi il faut retenir deux faits principaux. Premièrement, l'insurrection islamiste agit comme nous l'avons vu sur un large spectre, puisqu'elle mène son combat dans les domaines politique, économique, diplomatique, militaire, social, culturel, médiatique, religieux et cyber. Ainsi, il est indispensable de chercher à discréditer l'insurrection dans chacun de ces domaines. Deuxièmement, le processus insurrectionnel islamiste vise en premier lieu la population musulmane, même si l'insurrection cherche également à rendre au minimum « neutre » le reste de la population. Ainsi, nous le verrons plus loin, il est

---

<sup>213</sup> « Mais l'élimination physique n'est pas l'unique moyen susceptible de faire taire le héraut de la cause insurrectionnelle. Le discréditer, lui dénier l'accès à une tribune, le contraindre à se terrer à l'intérieur des frontières sont autant de moyens qui permettent de réduire son action » : Hervé de Courrège, Emmanuel Germain, Nicolas Le Nen, *op.cit.*, p93.

indispensable de faire discréditer l'insurrection islamiste par des individus ayant une culture islamique et capables de s'adresser de façon crédible à la population musulmane, en écho aux insurgés.

### Restaurer une présence dans les territoires abandonnés

La théorie développée par David Galula en contre-insurrection, parfois appelée « théorie de la tâche d'huile », reprise partiellement des écrits de Gallieni sur la pacification de Madagascar, préconise de reprendre pied successivement dans chaque portion de territoire où l'insurrection a pris le contrôle de la population. Il s'agit de reconquérir territoire après territoire les portions laissées sous le contrôle de l'insurrection.

A l'heure où le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, reconnaît que certains quartiers sont tombés sous le contrôle des salafistes<sup>214</sup>, il semble important de chercher à remettre en place l'autorité de l'État dans ces portions de territoires abandonnées à l'insurrection. L'épisode d'émeute, faisant suite au contrôle d'une femme en niqab, qui s'est déroulé à Toulouse dans le quartier du Mirail du 15 au 18 avril 2018 vient renforcer cette idée. Le site internet de *France info* rapporte ainsi l'événement : « *Un équipage de police du commissariat du Mirail a été pris à partie dimanche, allée André Maurois, dans le quartier de Bellefontaine, après avoir contrôlé l'identité d'une femme en niqab, a-t-on appris de plusieurs sources policières. Un peu après 17 heures, les policiers ont vu une femme en voile intégral qui utilisait des équipements sportifs sur place. Ils ont procédé à son contrôle d'identité : mais la personne concernée n'a présenté qu'une photocopie de mauvaise qualité de sa carte nationale d'identité et a refusé de retirer son voile pour montrer son visage aux policiers qui la contrôlaient. Devant l'insistance des policiers, la femme se serait mise à crier. Elle a alors été interpellée et placée dans la véhicule de police. C'est à ce moment qu'une trentaine de personnes s'en sont prises aux policiers, notamment en leur jetant des projectiles. Un policier a d'ailleurs été légèrement blessé à la jambe. Pour se dégager, les policiers ont été contraints de faire usage de leurs armes à 18 reprises selon nos informations, notamment de Flashball et de*

---

<sup>214</sup> France Inter, 20 mars 2018. Cf. p56.

*lance-grenades lacrymogènes. (...). Pour rappel, le port du niqab (voile intégral) et de la Burqa sont interdits dans l'espace public en France, la loi prévoyant que tout individu doit avoir le visage dégagé. Selon plusieurs sources policières, il pourrait y avoir un lien entre ces événements et les violences urbaines qui ont eu lieu quelques heures plus tard dans les quartiers de la Reynerie et de Bellefontaine au cours desquels 11 véhicules ont été incendiés et qui ont opposé une centaine de personnes aux policiers et gendarmes pendant plusieurs heures »<sup>215</sup>.*

Notons par ailleurs que la communication est parfaitement rodée du côté des islamistes, puisque le 23 avril 2018, le site internet français « islam et info : l'info par le musulman pour les musulmans » mettait en ligne une vidéo de propagande sur son site *Facebook* mettant en scène la femme contrôlée. La vidéo, introduite par le salafiste Eli Yess Zareli dit Elias d'Imzalène<sup>216</sup>, incite à « *dénoncer cette persécution systématique qui est faite à la communauté musulmane dans ce pays qui se targue d'avoir les plus grandes valeurs* »<sup>217</sup>.

Les théories de la contre-insurrection proposent dans un tel cas de figure de reprendre pied dans les portions de territoire où les lois de la République ne peuvent plus s'appliquer. Il faut y retrouver une influence et une autorité physique mais également psychologique en mettant en place un dispositif de contre-propagande efficace.

### Conduire une approche globale

Nous avons vu que l'insurrection islamiste agit dans l'ensemble des domaines politique, économique, diplomatique, militaire, social, culturel, médiatique, religieux et cyber. Une approche globale de la problématique consiste pour la contre-insurrection à lutter simultanément dans chacun de ces domaines et non pas seulement dans le domaine militaire face aux terroristes. Cette nécessité est clairement énoncée dans la doctrine de contre-insurrection française : « *La nature éminemment politique*

---

<sup>215</sup> <https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/toulouse-contrôle-police-femme-portant-niqab-degenere-1459529.html>

<sup>216</sup> Eli Yess Zareli dit Elias d'Imzalène et le fondateur du site internet islametinfo.fr, il milite auprès de la communauté musulmane pour que les enfants musulmans soient retirés des écoles de la République. Son épouse préside depuis 2011 une association de femmes portant le niqab, qui réclame l'abrogation de la loi sur le voile intégral.

<sup>217</sup> <https://www.facebook.com/islametinfo/videos/1738917862840227/>

*de la contre-insurrection nécessite la mise en œuvre cohérente d'actions dans des domaines multiples (sécurité, gouvernance, économie, action sociale et éducative...). La contre-insurrection est par conséquent toujours multidimensionnelle et la seule action des forces ne suffit pas à neutraliser une insurrection. Ces activités nécessitent des expertises et des compétences variées, dont l'action militaire n'est qu'un des volets* »<sup>218</sup>. La doctrine française précise également l'importance de « *rechercher la synergie des actions militaires et civiles à tous les niveaux dans le cadre de l'approche globale* »<sup>219</sup>.

Ainsi, face à l'insurrection islamiste en France, il est bien entendu important de continuer à lutter contre les terroristes qui cherchent à semer la terreur par le jihad armé, mais il est également important de freiner l'insurrection dans tous les autres domaines. La fermeture des écoles coraniques et des mosquées les plus radicales peut s'inscrire dans cette approche globale. Qui plus est, le fait de freiner l'avancée des idées islamistes dans tous ces domaines aura pour conséquence de diminuer le nombre de candidats prêts à passer au jihad armé.

### **3. A long terme**

Sur le long terme il est important de se placer au niveau de la bataille des idées. C'est peut-être ce qui est le plus long à mettre en place et ce qui donne des résultats sur le plus long terme, mais c'est également ce qui est le plus efficace. Si la population dans son ensemble comprend que l'idéologie liée à l'insurrection est néfaste et qu'elle ne peut apporter aucun bonheur sur le long terme, elle la rejettera. Encore faut-il que la contre-insurrection puisse proposer un autre idéal. Dans cette optique nous faisons deux propositions :

- Valoriser les valeurs occidentales
- Créer une armée de « combattants culturels » dans le domaine idéologique

---

<sup>218</sup> Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE), *Contre-insurrection, DIA 3.4.4*, avril 2013, p40.

<sup>219</sup> *Id.*, p41.

## Valoriser les valeurs occidentales

Cette proposition s'inscrit sur le long terme, car plus lente à mettre en place, mais doit être initiée le plus rapidement possible. Elle répond aux réflexions des théoriciens de la contre-insurrection qui ont démontré la nécessité de proposer un idéal face à celui proposé par l'insurrection. Nous nous plaçons donc ici véritablement sur le plan de la bataille des idées. Or, comme le constate Thérèse Delpech<sup>220</sup> dans *L'ensauvagement*, ouvrage dans lequel elle mène une réflexion sur le retour de la barbarie au XXI<sup>e</sup> siècle, « *La principale faiblesse du camp occidental est celle que manifeste la bataille des idées. Elle n'a jamais été lancée de notre côté, alors qu'elle ne cesse de progresser du côté des islamistes* »<sup>221</sup>. Puis elle analyse ainsi les raisons de cette faiblesse : « *Nous ne croyons pas suffisamment à nos valeurs pour les enseigner et moins encore pour les défendre, telle est la racine du problème, que les terroristes n'ignorent pas. C'est même l'une des raisons principales pour lesquelles ils sont convaincus qu'ils finiront par l'emporter* »<sup>222</sup>.

Le général Beaufre, dans son *Introduction à la stratégie*, menant une réflexion sur la façon de dissuader l'ennemi de nous attaquer, considère que « *Sur le plan psychologique, l'élément essentiel des dissuasions est de rétablir le prestige de la civilisation occidentale* »<sup>223</sup>. Il répond ainsi directement aux attentes du commandant Hogard lorsque ce dernier écrivait dans son article *Guerre révolutionnaire et pacification* : « *Il est important enfin de ne jamais perdre de vue la force des idées. Les hommes de toutes races sont finalement bien plus sensibles aux arguments sentimentaux qu'au raisonnement ou même à l'intérêt ! Ne sous-estimons pas notre objectif, les populations ! L'adversaire ne commet jamais cette grave faute ! Il faut donc proposer un idéal aux habitants à rallier. Si cet idéal doit être défini à un très haut échelon, il faut aussi qu'il leur convienne, et qu'il soit présenté sous une forme*

---

<sup>220</sup> Thérèse Delpech (1948-2012), agrégée de philosophie, a consacré l'essentiel de sa carrière professionnelle aux relations internationales et aux questions de défense. Elle a occupé des fonctions de conseillère au cabinet d'Alain Juppé pour les questions politico-militaires (1995-1997) et fut directrice des affaires stratégiques au Commissariat à l'énergie atomique. Elle a reçu en 2005 le Prix Femina pour son ouvrage *L'ensauvagement*.

<sup>221</sup> Thérèse Delpech, *L'ensauvagement : essai sur le retour de la barbarie au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Grasset, 2011, p191.

<sup>222</sup> *Id.*, p192.

<sup>223</sup> André Beaufre, *op.cit.*, p169.

*attirante* »<sup>224</sup>. Le commandant Hogard à l'époque avait d'ailleurs lui-même apporté une partie de la réponse dans son article *Tactique et stratégie dans la guerre révolutionnaire* en évoquant les moyens de conquérir la population : « *La conquête psychologique de la population repose d'une part sur l'exploitation des contradictions idéologiques fondamentales de la révolution et d'autre part sur la Foi dans les valeurs universelles de la civilisation et dans la diffusion de ces valeurs* »<sup>225</sup>.

Plus récemment, Jeannette Bougrab dans *Lettre d'exil* comprend également que cet aspect de la bataille est primordial sur le long terme face à la montée de l'idéologie islamiste en France lorsqu'elle écrit : « *Un autre front doit être ouvert impérieusement sans délai, celui de la guerre idéologique. C'est là qu'il nous faut convaincre que nos principes ne sont pas négociables et les faire vaincre* »<sup>226</sup>. Elle ajoute par ailleurs que « *Cette bataille des idées sera longue et complexe. En toute hypothèse, elle est vitale pour notre civilisation* »<sup>227</sup>.

Il apparaît donc indispensable, dans le cadre de la lutte contre-insurrectionnelle face à l'insurrection islamiste, de mettre en place un plan de lutte idéologique et psychologique basé sur la bataille des idées et notamment sur la mise en valeur de la civilisation occidentale. Ce plan, finalement déjà théorisé par des figures de proue comme Thérèse Delpech ou le général Beaufre, doit permettre de proposer un autre idéal que celui proposé par les islamistes à la population, et notamment à la population musulmane. Il doit être également porté par les médias et l'éducation afin de lui donner une résonance et une crédibilité sur le long terme.

### Créer une armée de « combattants culturels » dans le domaine idéologique

Comme nous le rappellent les colonels de Courrège, Germain et Le Nen, « *une connaissance approfondie de la culture des peuples au milieu desquels se déroule le conflit est un préalable indispensable à la mise en œuvre d'une stratégie*

---

<sup>224</sup> Jacques Hogard, *Guerre Révolutionnaire et pacification*, Revue militaire d'information, n°280, janvier 1957, pp 7-24.

<sup>225</sup> Jacques Hogard, *Tactique et stratégie dans la guerre révolutionnaire*, Revue militaire d'information n°295, juin 1958, pp 23-35.

<sup>226</sup> Jeanette Bougrab, *Lettre d'exil*, Cerf Editions, 2017, p175.

<sup>227</sup> *Ibid.*, p205.

*victorieuse* »<sup>228</sup>. Ainsi, dans le conflit qui nous oppose à l'insurrection islamiste, il est particulièrement précieux de connaître la culture islamique en particulier, mais aussi de façon plus générale la culture de la population musulmane qui est la cible privilégiée de l'insurrection.

C'est pourquoi il est important que des individus issus de la culture islamique participent activement au discours de contre-propagande. En effet, cette technique consistant à mettre au premier plan des combattants de la même culture que la population au sein de laquelle se déroule le conflit a donné dans l'histoire de très bons résultats sur le plan militaire. Ce fut par exemple le cas avec le Groupement de Commandos Mixte Aéroporté (GCMA) en Indochine, qui était chargé de développer la guérilla derrière les lignes ennemies avec les populations autochtones. Chargé notamment des opérations psychologiques, le GCMA se reposait sur ses combattants autochtones pour convaincre les populations d'entraver l'ennemi Vietminh.

Dans le cadre de la lutte contre l'insurrection islamiste il peut être judicieux d'utiliser le même principe et de mettre en avant les discours de contre-propagande développés par des hommes et des femmes issus de la culture islamique. Ils doivent eux-mêmes former de nouveaux « combattants culturels », qui propageront à leur tour ces idées. La stratégie générale doit consister à mettre en exergue leur discours dans les médias. Nous proposons ici dix individus de culture musulmane qui ont développé un contre-discours face à l'idéologie islamiste. Ces discours, s'ils dénoncent le terrorisme et l'idéologie islamiste, sont également généralement très sévères envers l'islam dont il demande une introspection, seul moyen pour eux de décrédibiliser l'insurrection.

- Hamid Zanaz

Traducteur et journaliste indépendant algérien, Hamid Zanaz, ex-professeur de philosophie à l'Université d'Alger, collabore à différentes publications arabes et françaises. Contributeur permanent à la revue de la ligue des rationalistes arabes, *Al Awan*, il donne aussi des conférences sur l'islam. Il est l'auteur de nombreux essais, tant en arabe qu'en français, sur différents problèmes sociétaux touchant à la religion,

---

<sup>228</sup> Hervé de Courrège, Emmanuel Germain, Nicolas Le Nen, *op.cit.*, p53.

à la sexualité, à la politique ou à la science dans le monde islamique. Il a publié en 2009 *Islamisme, comment l'occident creuse sa tombe*, puis en 2013 un ouvrage intitulé *L'impasse islamique*. Dans *L'islamisme vrai visage de l'islam* qu'il publie en 2012, il introduit ainsi le sujet :

*« Aujourd'hui, l'observateur honnête ne pourrait réfuter la thèse d'Ernest Renan sur l'islam, approche considérée comme raciste par la majorité des intellectuels arabo-islamistes ! L'islam, écrivait-il, a fait des pays qu'il a conquis un champ fermé à la culture rationnelle de l'esprit. Ce jugement reste, hélas, globalement juste.*

*On a beaucoup écrit sur l'islam, mais rares sont les livres qui ont posé sa vraie problématique, c'est-à-dire sa relation avec son extrémisme. Cette relation intrinsèque est le grand impensé devant lequel l'élite musulmane se voile la face et qu'à force de commentaires elle complique davantage les choses.*

*Pour quelles raisons ? Selon moi, elles sont de deux ordres :*

- *Les nés musulmans ou les musulmans ethniques, croyants ou non, n'osent pas affronter la société, car celle-ci est très attachée (formellement) dans son ensemble à la religion islamique, et ils ont peur de trahir quelque chose d'enraciné.*
- *Les Occidentaux, par prudence et par peur d'être accusés de racisme, de néo-colonialisme et d'islamophobie, se taisent ou acquiescent. Universitaires, écrivains, journalistes et essayistes, né musulmans ou pas, préfèrent leurs plans de carrière à la vérité et à ses conséquences. Ils redoutent aussi les procès car il est facile de travestir juridiquement la critique de l'islam en haine contre les musulmans »<sup>229</sup>.*

- Boualem Sansal

Né en Algérie en 1949, Boualem Sansal est un écrivain algérien d'expression française. Censuré dans son pays, il connaît un grand succès en France et en Allemagne où ses romans ont reçu de nombreux prix. En 2015 il obtient le Grand prix

---

<sup>229</sup> Hamid Zanaz, *L'islamisme vrai visage de l'islam*, Les Éditions de Paris, 2012, p11.

du roman de l'Académie française pour son roman *2084 : la fin du monde* publié chez Gallimard. Inspiré par *1984* de George Orwell, ce roman de science-fiction crée un monde fondé sur l'amnésie et la soumission à un dieu unique. Très critique envers l'islam, Boualem Sansal déclare lors d'une interview au journal l'Express en 2011 : « *L'islam est devenu une loi terrifiante, qui n'édicte que des interdits, bannit le doute, et dont les zéloteurs sont de plus en plus violents. Il faudrait qu'il retrouve sa spiritualité, sa force première. Il faut libérer, décoloniser, socialiser l'islam* »<sup>230</sup>. Invité à prononcer un discours à la Fondation Varenne lors de la remise du Prix Varenne en 2016, il évoque son inquiétude au sujet de la montée de l'islamisme en France :

*« En Algérie, on suit avec beaucoup d'inquiétude l'évolution des choses en France. Je ne parle pas de nos islamistes, ils se félicitent de leurs avancées chez vous, ni de notre gouvernement, tout entier mobilisé au chevet de son vieux président, M. Bouteflika, je parle de ceux qui ont de l'amitié pour vous et ceux qui ont des parents en France et qui voudraient les voir continuer de vivre leur vie française le mieux possible.*

*Je vous le dis, ceux là sont inquiets, très très inquiets et même désespérés. Ils vous en veulent pour cela.*

*Inquiets parce qu'ils constatent jour après jour, mois après mois, année après année, que la France ne sait toujours pas se déterminer par rapport à l'islamisme : est-ce du lard, est-ce du mouton, est-ce de la religion, est-ce de l'hérésie ? Nommer ces choses, elle ne sait pas, c'est un souci. Pendant ce temps, le boa constrictor islamiste a largement eu le temps de bien s'entortiller, il va tout bientôt l'étouffer pour de bon. Insouciant qu'elle est, la mignonne est allée faire amie-ami avec les gros cheikhs du Golfe que chacun sait être les géniteurs et les dresseurs du boa et surtout d'anciens redoutables détrousseurs de caravanes.*

---

<sup>230</sup> Marianne Payot, Boualem Sansal : « *il faut libérer l'islam* », L'Express, 24 août 2011.

*Inquiets de voir la France des libertés verser dans le maccarthysme. Que se passe-t-il, bon sang, il n'est plus possible, pour personne, de parler de certains sujets liés à la Chose sans se voir aussitôt trainé au tribunal et condamné sévèrement. On en sort encore avec des amendes, des sursis et des marques à l'épaule, mais le jour n'est pas loin où on se verra appliquer la vraie charia.*

*(...), la France doit retrouver l'usage de la parole libre et en faire une arme. Si le terrorisme se combat dans la discrétion et la patience, par le renseignement et l'infiltration, l'islamisme se combat par la parole, dite au grand jour, haut et fort. Ce combat a toujours été celui des journalistes et des écrivain, qu'ils reprennent le flambeau, il est à eux »<sup>231</sup>.*

- Kamel Daoud

Né en Algérie en 1970, Kamel Daoud est un écrivain et journaliste algérien d'expression française. Il est l'auteur de *Meursault, contre-enquête* (Actes Sud, 2014), Prix Goncourt du premier roman. Il est également chroniqueur au *Quotidien d'Oran* et au journal *Le Point*. En décembre 2014 il est frappé d'une *fatwa* par un imam salafiste algérien qui demande sa condamnation à mort pour hérésie. Le 31 janvier 2016, il publie une tribune qui fait polémique dans le journal *Le Monde* où il évoque les agressions sexuelles du Nouvel An 2016 à Cologne et voit en l'islamisme la cause principale d'un « rapport malade à la femme, au corps et au désir » dans le monde arabe :

*« Le rapport à la femme est le nœud gordien, le second dans le monde d'Allah. La femme est niée, refusée, tuée, voilée, enfermée ou possédée. Cela dénote un rapport trouble à l'imaginaire, au désir de vivre, à la création et à la liberté. La femme est le reflet de la vie que l'on ne veut pas admettre. Elle est l'incarnation du désir nécessaire et est donc coupable d'un crime affreux : la vie.*

---

<sup>231</sup> Boualem Sansal, Discours prononcé au cours de la remise du « Prix Varenne », 13 décembre 2016.

*C'est une conviction partagée qui devient très visible chez l'islamiste par exemple. L'islamiste n'aime pas la vie. Pour lui, il s'agit d'une perte de temps avant l'éternité, d'une tentation, d'une fécondation inutile, d'un éloignement de Dieu et du ciel et d'un retard sur le rendez-vous de l'éternité. La vie est le produit d'une désobéissance et cette désobéissance est le produit d'une femme.*

*L'islamiste en veut à celle qui donne la vie, perpétue l'épreuve et qui l'a éloigné du paradis par un murmure malsain et qui incarne la distance entre lui et Dieu. La femme étant donneuse de vie et la vie étant perte de temps, la femme devient la perte de l'âme. L'islamiste est tout aussi angoissé par la femme parce qu'elle lui rappelle son corps à elle et son corps à lui »<sup>232</sup>.*

- Jeannette Bougrab

Née en 1973 d'un père harki, Jeannette Bougrab se déclare française, arabe et musulmane. Elle est une femme politique et essayiste française. Elle a été membre du Haut conseil à l'intégration, membre du conseil d'administration de l'Institut du monde arabe, présidente du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE), présidente de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE). Elle est depuis 2015 chef du service d'action culturelle à l'ambassade de France en Finlande. C'est de Finlande qu'elle a écrit en 2017 son ouvrage *Lettre d'exil*, sous-titré *La barbarie et nous*, dans lequel elle dénonce la pression de l'idéologie islamiste qui pèse sur la France et propose notamment, elle aussi, de se placer sur le plan de la bataille des idées :

*« Mais il revient aussi aux gouvernements européens de mener leur propre prosélytisme au sein des communautés musulmanes en y promouvant la supériorité des idées libérales. Cela implique une remise en cause directe de l'apparence de théologie dont se servent les prédateurs islamistes pour circonvenir le cœur et l'esprit des musulmans, leur for intérieur et leurs*

---

<sup>232</sup> Kamel Daoud, *Cologne, lieu de fantasmes*, Le Monde, 31 janvier 2016.

*sentiments, afin de les convertir en ennemis des pays qui les accueillent. Les extrémistes ciblent en effet ces populations musulmanes et, à travers la Dawa, la rhétorique de persuasion, les convainquent que leurs fins d'abord, leurs moyens ensuite, sont légitimes, les faisant passer d'un islam agressé à un islam conquérant, puis à un islam terroriste.*

*Lutter contre cette pente est difficile car, en Europe, les extrémistes ont trouvé des alliés inattendus parmi les bien-pensants. Se battre sans relâche contre les idéologues dont le déni aboutit à l'excuse, à la falsification et à la complicité est tout aussi fondamental que de se battre contre les terroristes. Faute de quoi, la lutte contre les djihadistes butera sempiternellement sur les soutiens à leur cause qui gardent en fait otages de leur propre aveuglement les musulmans de bonne volonté »<sup>233</sup>.*

- Abdelwahab Meddeb

Né en 1946 à Tunis, Abdelwahab Meddeb est un écrivain, poète et animateur de radio franco-tunisien. Spécialiste du soufisme, il a enseigné la littérature comparée à l'université Paris X. Il était également créateur et animateur de l'émission *Cultures d'islam* sur *France Culture*. Avant sa mort en 2014, Abdelwahab Meddeb a eu le temps d'écrire trois ouvrages dénonçant l'islamisme et appelant à une réforme radicale de l'islam, plus exactement du Coran et de son exégèse. Tous trois, publiés aux éditions du Seuil, témoignent d'une volonté d'inscrire la tradition musulmane dans la modernité : *La Maladie de l'islam* (2002), *Contre-prêches* (2006) et *Sortir de la malédiction* (2008). En 2006, dans une interview au journal *Libération*, il propose de rouvrir les débats sur l'islam pour lutter contre les islamistes :

*« Les musulmans doivent admettre que c'est un fait, dans le texte comme dans l'histoire telle qu'ils la représentent eux-mêmes, en un mode qui appartient plus à l'hagiographie qu'à la chronique. Nous avons à faire à un Prophète qui a été violent, qui a tué et qui a appelé à tuer. La guerre avec les Mecquois fut une guerre de conversion. Il y a eu aussi la guerre*

---

<sup>233</sup> Jeannette Bougrab, *op.cit.*, p167.

*avec les juifs et le massacre des juifs à Médine, décidé par le Prophète. Il y avait un jeu d'alliances, une opération politique qui se continue par le militaire.*

*Dans la doctrine maximaliste, le Coran, c'est la parole même de Dieu dans sa lettre. Ce qui est pure folie. Là aussi, c'est un immense débat qui a eu lieu pendant les quatre premiers siècles de l'islam pour décider si c'est un Coran créé ou incréé. Opter de nouveau pour la thèse du Coran créé appartient au combat démocratique. Ces débats ont été, depuis, occultés et il faut les ressortir. C'est ce qu'essayent de faire un peu mes chroniques, sortir les saillies qui ont pu être pensées dans la tradition islamique »<sup>234</sup>.*

- Abdennour Bidar

Né en France en 1971, d'une mère française convertie au soufisme et d'un père adoptif marocain adepte du Tabligh<sup>235</sup>, Abdennour Bidar est agrégé de philosophie et inspecteur général de l'éducation nationale. En 2015 il animait l'émission *Cultures d'islam* sur *France Culture* après la mort de son créateur Abdelwahab Meddeb. Quelques temps avant les attentats de Charlie Hebdo il avait écrit une *Lettre ouverte au monde musulman* qui a été lue par plusieurs millions d'internautes après les attentats :

*« Cher monde musulman, je suis un de tes fils éloignés qui te regarde du dehors et de loin - de ce pays de France où tant de tes enfants vivent aujourd'hui. Je te regarde avec mes yeux sévères de philosophe nourri depuis son enfance par le taçawwuf (soufisme) et par la pensée occidentale. Je te regarde donc à partir de ma position de barzakh, d'isthme entre les deux mers de l'Orient et de l'Occident !*

*Et qu'est-ce que je vois ? Qu'est-ce que je vois mieux que d'autres, sans doute parce que justement je te regarde de loin, avec le recul de la distance ? Je te vois, toi, dans un état de misère et de souffrance qui me*

---

<sup>234</sup> Abdelwahab Meddeb, *L'islamisme est la maladie de l'islam, mais les germes sont dans le texte*, Libération, 23 septembre 2006.

<sup>235</sup> Organisation piétiste de prêcheurs ayant une lecture très littérale du coran.

*rend infiniment triste, mais qui rend encore plus sévère mon jugement de philosophe ! Car je te vois en train d'enfanter un monstre qui prétend se nommer Etat islamique et auquel certains préfèrent donner un nom de démon : Daesh. Mais le pire est que je te vois te perdre - perdre ton temps et ton honneur - dans le refus de reconnaître que ce monstre est né de toi, de tes errances, de tes contradictions, de ton écartèlement entre passé et présent, de ton incapacité trop durable à trouver ta place dans la civilisation humaine.*

*Que dis-tu en effet face à ce monstre ? Tu cries : « Ce n'est pas moi ! », « Ce n'est pas l'islam ! » Tu refuses que les crimes de ce monstre soient commis en ton nom (#NotInMyName). Tu t'insurges que le monstre usurpe ton identité, et bien sûr tu as raison de le faire. Il est indispensable qu'à la face du monde tu proclames ainsi, haut et fort, que l'islam dénonce la barbarie. Mais c'est tout à fait insuffisant ! Car tu te réfugies dans le réflexe de l'autodéfense sans assumer aussi et surtout la responsabilité de l'autocritique. Tu te contentes de t'indigner alors que ce moment aurait été une occasion historique de te remettre en question ! Et tu accuses au lieu de prendre ta propre responsabilité : « Arrêtez, vous, les Occidentaux, et vous, tous les ennemis de l'islam, de nous associer à ce monstre ! Le terrorisme, ce n'est pas l'islam, le vrai islam, le bon islam qui ne veut pas dire la guerre mais la paix ! »*

*J'entends ce cri de révolte qui monte en toi, ô mon cher monde musulman, et je le comprends. Oui, tu as raison, comme chacune des autres grandes inspirations sacrées du monde, l'islam a créé tout au long de son histoire de la beauté, de la justice, du sens, du bien, et il a puissamment éclairé l'être humain sur le chemin du mystère de l'existence... Je me bats ici, en Occident, dans chacun de mes livres, pour que cette sagesse de l'islam et de toutes les religions ne soit pas oubliée ni méprisée ! Mais de ma position lointaine je vois aussi autre chose que tu ne sais pas voir...*

*Et cela m'inspire une question - « la » grande question : pourquoi ce monstre t'a-t-il volé ton visage ? Pourquoi ce monstre ignoble a-t-il choisi*

*ton visage et pas un autre ? C'est qu'en réalité derrière ce monstre se cache un immense problème, que tu ne sembles pas prêt à regarder en face. Il faudra bien pourtant que tu finisses par en avoir le courage.*

*Ce problème est celui des racines du mal. D'où viennent les crimes de ce soi-disant « Etat islamique » ? Je vais te le dire, mon ami. Et cela ne va pas te faire plaisir, mais c'est mon devoir de philosophe. Les racines de ce mal qui te vole aujourd'hui ton visage sont en toi-même, le monstre est sorti de ton propre ventre - et il en surgira autant d'autres monstres pires encore que celui-ci que tu tarderas à admettre ta maladie, pour attaquer enfin cette racine du mal ! »<sup>236</sup>.*

- Chahdortt Djavann

Romancière et essayiste née en 1967, Chahdortt Djavann a quitté l'Iran pour la France en 1993 et a acquis la nationalité française. Traumatisée par la révolution islamiste en Iran et l'obligation qui lui est faite d'étudier le Coran et d'être voilée dès l'âge de 13 ans, elle écrit en 2003 un pamphlet contre le voile islamique *Bas les voiles*, publié par Gallimard. Dans son livre *Comment lutter efficacement contre l'idéologie islamique*, publié en 2016, elle dénonce le discours des islamistes en France :

*« Le discours islamique essaie de polluer l'opinion et la pensée de tous. En voici un exemple concret et récent.*

*Après les attentats du 13 novembre 2015, un sociologue iranien, Farhad Khosrokhavar, proche du régime des mollahs, fervent défenseur du voile en France, spécialiste de l'islam, du terrorisme, de la radicalisation dans certains quartiers et dans les prisons... dont les articles sont publiés fréquemment dans journaux et magazines, nous a expliqué que « ces jeunes qui ont commis des attentats ne connaissaient pas deux sourates du Coran ». So what ? Sa formule a été reprise et répétée comme référence par des spécialistes français. Tout d'abord, comment notre sociologue le sait-il ? Connaissait-il les terroristes personnellement ?*

---

<sup>236</sup> Abdenmour Bidar, *Lettre ouverte au monde musulman*, 2015

*Et puis, est-ce vraiment un problème que de ne pas connaître deux sourates du Coran ? L'immense majorité des musulmans dans le monde n'a jamais lu le Coran, pour la simple raison qu'ils étaient ou sont analphabètes. Six milliards de non-musulmans non plus n'ont jamais lu le Coran, et ce n'est pas pour autant qu'ils vont se faire exploser avec une ceinture autour de la taille, assassiner des gens à coups de kalachnikov ou les égorger »<sup>237</sup>.*

Puis, elle identifie ainsi les dix piliers de l'idéologie islamique :

- « 1-Revoiler les femmes.*
- 2-Favoriser, encourager l'identification des jeunes musulmans européens aux frères palestiniens dans le but de faire naître un nouvel antisémitisme chez les jeunes musulmans européens.*
- 3-Lancer des fatwas : condamner les « apostats » et les blasphémateurs.*
- 4-Faire du prosélytisme et incriminer les islamophobes.*
- 5-Amré bé marouf : imposer la morale islamique*
- 6-Nahi zé monkar : interdire ce qui est contraire à la morale islamique.*
- 7-Répondre le halal.*
- 8-Répondre les prières collectives. Encourager la construction de mosquées et la formation d'imams.*
- 9-Raviver l'image de l'Oumma. Encourager l'adhésion à l'Oumma, la communauté musulmane mondiale.*
- 10-Faire le djihad souterrain et pacifique, ou guerrier, si nécessaire.*

*A part le premier pilier, le voile, l'ordre des autres piliers n'est pas garanti : d'une circonstance à l'autre, d'un pays à l'autre, il peut varier. Plusieurs de ces piliers, comme revoiler les femmes, répandre les prières collectives dans les lieux publics, Amré bé marouf et Nahi zé monkar, construire des mosquées, raviver l'image de l'Oumma, l'identification aux frères palestiniens...ont été utilisés en Iran dès l'avènement du régime islamique.*

---

<sup>237</sup> Chahdortt Djavann, *op.cit.*, p31.

*Le processus d'islamisation ou plutôt de réislamisation est le même dans les pays musulmans et dans les pays occidentaux et surtout européens ; puisqu'il vise avant tout la population dite musulmane. En Europe, les islamistes avancent plus lentement, mais de façon plus spectaculaire puisque le voile, les enseignes halal, la prière collective... interpellent, provoquent, choquent beaucoup d'Européens »<sup>238</sup>.*

- Wafa Sultan

Wafa Sultan est née en 1958 en Syrie. Elle pratique l'islam durant 30 ans et étudie le Coran. En 1979, alors qu'elle est étudiante en médecine à l'université d'Alep, elle assiste à l'assassinat de son professeur par les Frères musulmans. Elle exerce comme gynécologue et se trouve confrontée à la détresse des femmes musulmanes. Ces événements la marqueront à jamais. En 1989, elle s'expatrie aux Etats-Unis où elle s'installe bientôt comme psychiatre. En 2001 elle publie *L'islam en question*. En février 2006, son intervention sur Al Jazeera<sup>239</sup> lui donnera une certaine notoriété, la vidéo ayant été vue plus d'un million de fois en deux semaines. En 2009 elle publie un article dans lequel elle dénonce la politique d'apaisement face aux islamistes :

*« En tant que femme arabe ayant souffert pendant des dizaines d'années sous le régime de la charia, il est clair pour moi que l'idéologie politique de l'islam et la charia doivent être combattues sans répit par la civilisation occidentale pour empêcher qu'elles viennent à s'appliquer dans une société libre.*

*Mais je me suis trouvée contrainte de combattre sur deux fronts. Le premier, c'est celui qui s'oppose aux islamistes, et c'est un combat redoutable. Mais l'autre est celui que constituent les personnes, bien trop nombreuses, qui ne savent rien mais aiment à se considérer comme des « progressistes » dénués de préjugés. D'une certaine manière, ces gens se*

---

<sup>238</sup> *Id.*, p50.

<sup>239</sup> Au cours d'un débat elle déclare que l'islam n'est pas une religion de tolérance. Texte complet consultable sur <https://sultanwafa.wordpress.com/2007/05/16/interview-al-jazeera-du-21022006-texte-integral/>

*revendiquent comme supérieurs en raison de leurs valeurs de compassion, de paix, d'ouverture d'esprit et d'appréciation des autres cultures. Se considérant comme des personnes tolérantes et avant-gardistes, ils évitent de se poser des questions sur les intentions néfastes des musulmans. Ils ne savent que s'autocritiquer et trouvent des excuses politiquement correctes à l'islamisme. De manière bien regrettable, ils mettent en avant leur acceptation sans réserve des « autres », aux dépens de la nécessité que le public connaisse la vérité concernant les préceptes nuisibles de l'islam.*

*Il est essentiel que ces “progressistes” comprennent que l'islam se fonde sur un système antilibéral. Il faut qu'ils prennent conscience des politiques et des pratiques inhumaines des islamistes à travers le monde. Il faut qu'ils comprennent que l'islamisme s'oppose aux valeurs libérales qui leur sont si chères. Et, tout aussi important, il ne faut pas qu'ils pensent que le respect des droits et de la dignité de l'homme dont nous bénéficions aujourd'hui en Amérique et en Occident sont définitivement acquis.*

*L'affrontement avec ceux qui adhèrent au relativisme multiculturel est pour moi une bataille très pénible. Leur point de vue complique encore les efforts des musulmans réformistes. Lorsque les Occidentaux trouvent des excuses politiquement correctes à l'islamisme, ils étouffent et affaiblissent ma voix et celle de ceux qui comme moi mènent ce combat.*

*Pour dire les choses simplement, trop de gens et d'organismes constituent des obstacles à la victoire contre l'idéologie politique islamique. Avec leur démarche d'apaisement, ils bloquent l'effort urgent de modernisation de l'islam »<sup>240</sup>.*

- Zineb El Rhazoui

Née au Maroc en 1982, Zineb El Rhazoui possède la double nationalité franco-marocaine. Elle fait ses études post-baccalauréat en France et obtient une maîtrise en

---

<sup>240</sup> <https://www.nuitdorient.com/n3340.htm>

sociologie des religions à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Elle est un temps reporter de guerre puis mène de nombreuses enquêtes sur les libertés individuelles et les droits de l'Homme au Maroc, ce qui lui vaut d'être arrêtée à trois reprises. De 2013 à 2016 elle travaille pour le journal satirique *Charlie Hebdo* et échappe à la fusillade au siège du journal en 2015 car elle se trouve alors en vacances à Casablanca. Elle est menacée de mort et vit sous escorte policière permanente. En 2016 elle publie *Détruire le fascisme islamique*, livre dans lequel elle dénonce l'idéologie islamique et demande une introspection de l'islam :

*« L'Islam est un livre ouvert pour qui veut le lire, il est consigné dans des dizaines de sources largement commentées et traduites. Plus qu'aucun autre prophète, Mahomet est celui dont le message et l'œuvre terrestre ont légué la plus dense littérature. Ses moindres faits et gestes ont été scrupuleusement consignés par les chroniqueurs de son temps.*

*(...)*

*Si la majorité des Musulmans ignore ces textes et ne retient de la religion que la pratique rituelle de la prière, du jeûne et du pèlerinage, ceux parmi eux qui les connaissent ne peuvent prétendre que l'islam est une religion de paix et d'amour qu'au prix d'un grotesque mensonge. Cette vérité est aujourd'hui inaudible en Occident : ce que l'on appelle l'islamisme n'est rien d'autre qu'une stricte application de l'islam. Non, l'islam n'est pas une religion de paix et d'amour, mais une idéologie qui enseigne la haine de l'autre, et qui consacre l'infériorité des femmes et celle des non-musulmans. Si ce n'était que l'archaïsme de ses textes, il serait en cela comparable aux autres religions bibliques. Mais, la prétention qu'a l'islamisme de hisser sa croyance tout en haut de l'échelle des valeurs en fait aujourd'hui l'un des totalitarismes les plus redoutables qui existent. A son avènement, l'islam était l'émanation d'un contexte tribal qu'il serait fou de reproduire au XXI<sup>e</sup> siècle. Aucune idéologie ne peut faire abstraction de plus d'un millénaire d'Histoire. La civilisation islamique, celle qui ne se définit pas uniquement par la religion, mais aussi par l'extraordinaire patrimoine culturel des territoires qu'elle recouvre, est le reflet de ces siècles d'Histoire que nie le salafisme. Réduire l'identité islamique à une charia qui s'est figée à la mort de Mahomet, c'est*

*condamner cette culture à la disparition. L'islam n'a pas sa place dans le monde moderne en tant que législation. Pas plus que le christianisme ou le judaïsme. Il ne pourra survivre qu'en tant qu'héritage culturel sécularisé, critiqué, soumis à la loi et à la raison. Il ne sera accepté que s'il est désacralisé et que la charia est déclarée définitivement obsolète. Autrement, l'islam sera condamné à vaincre ou à être vaincu, car aussi longtemps qu'il y aura des Hommes qui ont le projet de l'appliquer à la lettre et de reconstruire la Oumma de Mahomet à l'identique, il y aura du terrorisme »<sup>241</sup>.*

- Ali Harb

Né en 1941 au sud-Liban, Ali Harb est un philosophe et écrivain libanais. En 2015 il a publié *Le terrorisme et ses créateurs : Le Prédicateur, le Tyran et l'Intellectuel*. En 2016 il donnait une interview au journal *L'Orient le jour*, dans laquelle il dénonce l'idéologie islamiste et propose lui aussi une introspection de l'islam :

*« Parler de la vitalité du phénomène religieux nous ramène à une formule célèbre attribuée à Malraux et concernant le « retour du religieux ». La religion est évidemment de retour, mais c'est un retour terrifiant qui a transformé le jihadiste en un prince terroriste, en un monstre et un bourreau. Mais il ne faut pas se laisser ensorceler par des mots tels que « retour » ou « vitalisme ». Tout phénomène ou activité possède deux aspects : initialement bénéfique, il peut dégénérer et produire des effets nocifs si l'on ne réussit pas à le modifier pour le faire évoluer. C'est ce qui arrive actuellement en France : son modèle social et économique, le meilleur en Europe, s'est usé et a maintenant besoin d'être renouvelé, ce que la France semble incapable de faire. Pour toutes ces raisons, je dis que le projet religieux de l'islam, ainsi qu'il a été reformulé il y a plus d'un siècle, n'exprime ni vitalité ni créativité ; il se réduit à une simple régression vers le passé, une réaction, motivée par un désir de vengeance contre l'Occident qui a réveillé la civilisation islamique de son*

---

<sup>241</sup> Zineb, *Détruire le fascisme islamique*, Éditions Ring, 2016.

*sommeil. Je dis également que le projet de l'islam contemporain a échoué partout où des islamistes se sont emparés du pouvoir, et que des organisations terroristes comme Daech et ses semblables travaillent eux-mêmes à leur propre destruction et à celle du projet religieux en général. J'entends par là que les sociétés arabes devraient traverser tous ces malheurs, ces catastrophes, ces massacres et ces guerres civiles afin de se convaincre que l'islam n'est plus valable pour construire une civilisation développée et moderne. Il n'y a pas de réconciliation possible entre l'islam et la modernité ou l'Occident. Le projet islamiste d'établir un califat et le règne de la charia est une régression par rapport aux acquis de la civilisation. La seule issue, s'il y'en a une, pour sortir de cette impasse, c'est d'accomplir un travail d'autocritique, de désislamisation, afin de retirer le qualificatif d'« islamique » à nos partis politiques, nos États et nos sociétés. Seulement alors serons-nous capables de s'ouvrir à l'autre, de traiter avec notre tradition et le monde qui nous entoure d'une manière constructive et créative, et de contribuer ainsi au progrès de la civilisation »<sup>242</sup>.*

Ces propositions ne sont pas exhaustives mais elles doivent permettre d'enrayer efficacement l'insurrection islamiste à court, moyen et long termes. Elles sont toutes tirées du fruit d'une réflexion sur les principes de contre-insurrection développés par les théoriciens et sur les doctrines nationales actuelles.

---

<sup>242</sup> Tarek Abi Samra, *Ali Harb* : « L'islam ne peut pas être réformé », interview pour le journal *L'orient le jour*, 13 mars 2016.

## Conclusion

« *Le déploiement de dix mille soldats dans les rues de France, pour protéger les lieux de culte et nos lieux de vie les plus sensibles, suffit à traduire le caractère exceptionnel et relativement inédit de la situation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui* »<sup>243</sup>. Par ces mots, Jean-Yves Le Drian évoque essentiellement la lutte contre le terrorisme. Mais ce terrorisme est également le fruit de l'idéologie qu'il veut faire triompher. Et pour l'ex-ministre de la défense « *l'objectif de cette idéologie est bien la construction d'une société nouvelle et d'un homme nouveau, comme y aspiraient en leur temps le communisme bolchevique et le nazisme* »<sup>244</sup>. C'est pourquoi il est important de comprendre comment cette idéologie prospère afin d'y faire face dans les meilleures conditions, même si « *cette dimension idéologique est assurément la plus difficile à réduire. En définitive, on peut neutraliser les combattants de l'ennemi, on peut frapper ses structures, mais il est autrement plus complexe de détruire une idée, même folle* »<sup>245</sup>.

L'approche systémique de la menace nous a permis de déterminer la largeur du spectre sur lequel elle agit. Ainsi, sa dimension terroriste n'est pas sa dimension la plus dangereuse sur le long terme. Par ailleurs, la comparaison de la menace avec l'ensemble des critères d'une insurrection nous a permis de démontrer qu'elle en remplit toutes les caractéristiques. Enfin, l'étude des réflexions des théoriciens de la contre-insurrection nous a permis de dégager les grandes lignes à court, moyen et long termes sur lesquelles agir pour espérer vaincre. A la lumière de tous ces éléments il est important de se rappeler l'axiome édicté par le commandant Hogard dans ses réflexions sur la contre-insurrection : « *La stratégie contre-révolutionnaire ne peut être conçue et mise en œuvre que par le pouvoir politique* »<sup>246</sup>. En effet, si le militaire peut apporter son expérience et sa capacité de lutte contre le terrorisme (à l'intérieur et à l'extérieur du territoire national), c'est au politique que revient la charge d'entraver l'insurrection dans tous les domaines non-militaires. Pour autant, les actions du

---

<sup>243</sup> Jean-Yves Le Drian, *op.cit.*, p11.

<sup>244</sup> *Ibid.*, p36.

<sup>245</sup> *Ibid.*, p38.

<sup>246</sup> Jacques Hogard, *L'armée française devant la guerre révolutionnaire*, Revue de la Défense Nationale, janvier 1957, pp.77-89.

politique et du militaire doivent être coordonnées et tendre vers un même objectif, « détruire l'idée » liée à l'insurrection.

Si la menace islamiste en France use de techniques insurrectionnelles pour arriver à ses fins, il est également opportun de regarder ce qui se passe à nos frontières. A cet égard, les exemples du Royaume-Uni et de la Belgique sont emblématiques.

Au Royaume-Uni, en mai 2016, Theresa May a confié au professeur Mona Siddiqui, spécialiste de théologie islamique, le soin de rédiger un rapport indépendant sur l'application de la charia en Angleterre et au Pays de Galles<sup>247</sup>. La commande de ce rapport est née de la constatation par les autorités de l'existence de nombreux tribunaux islamiques en Angleterre<sup>248</sup> rendant la justice, essentiellement pour des motifs familiaux (mariages, divorces, héritages), dans les villes à forte concentration de population musulmane. Cette justice parallèle rendue par des « conseils de la charia » est tolérée au Royaume-Uni. La commande du rapport avait pour objectif initial de s'assurer que les décisions prises par ces conseils ne violaient pas le droit britannique, notamment le droit des femmes. Le professeur Mona Siddiqui, conseillée dans son travail par deux imams britanniques, a rendu son rapport intitulé « *rapport indépendant sur l'application de la charia en Angleterre et au Pays de Galles* » en février 2018. Sévèrement critiqué par les associations de défense des droits des femmes, le rapport préconise de reconnaître officiellement les mariages prononcés par ces tribunaux en obligeant parallèlement le mariage civil. Il préconise également une forme de régulation par l'État. Ces propositions reviendraient à reconnaître officiellement les décisions rendues par de tels tribunaux. Le ministère de l'intérieur britannique a fait savoir qu'il ne suivrait pas les recommandations du rapport, mais a également stipulé que sur avis des rapporteurs il ne dissoudrait pas ces tribunaux islamiques sous peine de les voir opérer de façon clandestine. Au final, les islamistes utilisent la politique du « fait accompli » pour tenter de faire reconnaître officiellement les lois de la charia au Royaume-Uni.

---

<sup>247</sup> Secretary of State for the Home Department, *The independent review into the application of sharia law in England and Wales*, February 2018.

<sup>248</sup> Le rapport estime entre 30 et 85 le nombre de tribunaux islamiques rendant justice en Angleterre.

En Belgique, le parti ISLAM (acronyme d'Intégrité – Solidarité – Liberté – Authenticité – Moralité) est un parti politique islamique qui vise ouvertement à l'instauration de la charia et à l'établissement d'un État islamique dans le pays<sup>249</sup>. Créé en 2012 pour les élections communales et provinciales, le parti diffusait initialement un discours pacifiste et bienveillant, basé néanmoins sur trois revendications principales : la distribution de repas halal dans les cantines, l'autorisation du port du foulard à l'école et l'accord de jours de congés confessionnels. Une fois élu aux élections de 2012, les deux responsables du parti, Redouane Ahrouch et Lhoucine Aït Jeddig, portent un discours beaucoup plus radical. Au lendemain de son élection, interrogé par le journal *La Libre Belgique*, Redouane Ahrouch déclare : « *Nous voulons expliquer la loi de Dieu et si le peuple le désire, nous voulons instaurer la charia à la suite d'un referendum dans 10-15 ou 20 ans. Bien sûr, à l'heure actuelle, il est trop tôt. La société n'est pas prête. On devrait couper trop de mains* »<sup>250</sup>. Le 6 avril 2018, il présente une partie du programme d'ISLAM pour les élections communales d'octobre 2018. Il y rappelle la volonté du parti d'instaurer la charia et d'avoir à terme un État islamique en Belgique. A cette occasion il a également proposé de séparer les hommes et les femmes dans les transports publics, d'autoriser le mariage des adolescentes, d'adopter l'arabe comme langue véhiculaire en Europe ou encore d'autoriser la polygamie<sup>251</sup>. Le député fédéral Richard Miller, qui craint une percée d'ISLAM lors du prochain scrutin communal en octobre 2018, qui verra le parti se présenter dans 28 communes bruxelloises et wallonnes, a demandé l'interdiction de ce parti politique, comme il l'avait déjà fait lors de sa création en 2012, arguant du fait que « *Le danger, c'est qu'un parti, qui inscrit dans son programme une attaque en règle contre les principes de la démocratie, puisse utiliser tous les canaux légaux, de communication, précisément offerts par la démocratie, contre celle-ci et contre les droits des libertés et des personnes* »<sup>252</sup>. Cependant, cette interdiction est impossible en Belgique car elle irait à l'encontre de la liberté d'expression et du droit d'association. Le constitutionnaliste belge Christian Berhendt

---

<sup>249</sup> [http://www.lepoint.fr/europe/au-coeur-d-islam-le-parti-qui-veut-instaurer-la-charia-en-belgique-14-04-2018-2210611\\_2626.php](http://www.lepoint.fr/europe/au-coeur-d-islam-le-parti-qui-veut-instaurer-la-charia-en-belgique-14-04-2018-2210611_2626.php)

<sup>250</sup> <http://www.lalibre.be/actu/politique-belge/pourquoi-le-parti-islam-fait-il-peur-?>

<sup>251</sup> <https://www.islam2012.be/acceuil-liste-islam-belgique>

<sup>252</sup> [https://www.rtb.be/info/belgique/detail\\_le-mr-veut-interdire-le-parti-islam?id=9362238](https://www.rtb.be/info/belgique/detail_le-mr-veut-interdire-le-parti-islam?id=9362238)

précise qu'on ne peut interdire un parti sur le seul fait de ses propositions<sup>253</sup>. Et d'ajouter qu'une interdiction pure et simple est rendue très difficile, car, en Belgique, « *les partis n'ont pas de personnalité juridique* »<sup>254</sup>, et la Constitution « *ne soumet la création de partis politiques à aucune formalité particulière* »<sup>255</sup>.

Ces deux exemples à nos frontières sont l'occasion de confirmer que l'insurrection islamiste est loin de n'utiliser que le terrorisme pour réaliser ses desseins, mais qu'elle est également capable d'utiliser de façon optimale les « contradictions internes » de nos sociétés et la législation du temps de paix pour progresser de façon apparemment pacifiste, en usant des ressorts de l'action psychologique et subversive.

Maurice Bourghès-Maunoury, ministre de la défense puis ministre de l'intérieur au cours de la guerre d'Algérie, avait particulièrement bien anticipé la nature des conflits à venir : « *Quels sont les deux faits essentiels qui doivent dominer toutes les formes de conflit de demain ? C'est, d'abord, le « fait idéologique » traduit par ce qu'il est convenu d'appeler la guerre de subversion, c'est ensuite, le fait nucléaire* »<sup>256</sup>. Il est très influencé dans ses propos par les thèses du colonel Lacheroy auxquelles il adhère, au point de lui confier le commandement d'un Service d'action psychologique et d'information de la Défense créé spécialement pour lui. Au même moment, le capitaine Prestat qui donne des conférences au Centre d'instruction de guerre psychologique déclare : « *Les nations occidentales doivent, d'urgence, disposer d'une organisation complète de guerre psychologique, et se préparer à des efforts sérieux dans ce domaine, pour ne pas être prises de vitesse par leurs adversaires* »<sup>257</sup>. Plus récemment, dans son introduction à son ouvrage *La guerre psychologique*, François Géré écrit : « *Pour des États démocratiques, dès aujourd'hui et dans les décennies à*

---

<sup>253</sup> <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/general/le-parti-islam-peut-il-etre-interdit/10000022.html>

<sup>254</sup> *Id.*

<sup>255</sup> *Id.*

<sup>256</sup> Hervé Bourghès-Maunoury, cité par Jacques Hogard, *Guerre révolutionnaire et pacification*, Revue militaire d'information, n°280, janvier 1957, p7.

<sup>257</sup> Service historique de l'armée de terre de Vincennes (SHAT), carton stratégie II, *La guerre psychologique en Indochine. Ses opérations et ses résultats*, p. 22., cité par Pierre Pahlavi, « Guerre irrégulière et analyse institutionnelle : le cas de la guerre révolutionnaire de l'armée française en Algérie », *Guerres mondiales et conflits contemporains* 2009/3, n°235, p134.

*venir, il ne sera pas possible de faire la guerre victorieusement dans n'importe quel conflit sans disposer des moyens d'une action psychologique cohérente »<sup>258</sup>.*

Les armées françaises se sont remises progressivement à l'usage de l'action psychologique<sup>259</sup> à la faveur des conflits en Afghanistan et au Sahel, notamment à travers la réédition de *l'Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique*, initialement parue en juillet 1957. Cette action psychologique, pour être cohérente, doit être mise en œuvre en étroite coopération avec le pouvoir politique, dans l'optique d'apporter une véritable plus-value dans la lutte contre la menace islamiste en France, qui présente toutes les caractéristiques d'une insurrection. Elle doit être un fil guide pour l'ensemble des propositions que nous avons faites et permettre de mener des actions d'influence auprès de la population qui reste le « centre de gravité » dans ce type de conflit. Dans ce cadre, il est primordial de développer un discours adapté à la spécificité de l'insurrection islamiste pour réduire sa « dimension idéologique » et tenter sur le long terme d'en « détruire l'idée ».

---

<sup>258</sup> François Géré, *La guerre psychologique*, Économica, 1997.

<sup>259</sup> Romain Mielcarek, *L'armée française se remet progressivement à l'action psychologique*, Défense et Sécurité internationale, Hors-Série n°41, avril-mai 2015, pp 58-62.

## Bibliographie

### Livres

---

- Beaufre André (général), *Introduction à la stratégie*, Pluriel, 2016, 192p.
- Bougrab Jeanette, *Lettre d'exil*, Cerf Éditions, 2017, 224p.
- Chaliand Gérard, *Terrorisme et politique*, Paris, CNRS Editions, 2017, 64p.
- Chaliand Gérard, *Terrorismes et guérillas*, Flammarion, 1985, 192p.
- Chaliand Gérard, *Les guerres irrégulières*, Folio, 2007, 980p.
- Chaliand Gérard, *Pourquoi perd-on la guerre ?*, Odile Jacob, 2016, 172p.
- Chouet Alain, *Au cœur des services spéciaux. La menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers*, Paris, La Découverte, 2011, 320p.
- Conesa Pierre, *Dr. Saoud et Mr. Djihad : la diplomatie religieuse de l'Arabie Saoudite*, préface d'Huvert Védrine, Paris, Robert Laffont, 2016, 306p.
- Davet Gérard et Lhomme Fabrice, *Un président ne devrait pas dire ça*, Paris, Stock, 2016, 672p.
- de Courrège Hervé, Germain Emmanuel, Le Nen Nicolas, *Principes de contre-insurrection*, Lonrai, Économica, 2015, 112p.
- de Rosnay Joël, *Le Macroscop*, Seuil, Paris 1975, 128p.
- Delpech Thérèse, *L'ensauvagement : essai sur le retour de la barbarie au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Grasset, 2011, 370p.
- Del Valle Alexandre, *Les vrais ennemis de l'occident*, Paris, L'artilleur, 2016, 549p.
- Djavann Chahdortt, *Comment lutter efficacement contre l'idéologie islamique*, Grasset, 2016, 252p.
- Galula David, *Contre-insurrection Théorie et pratique*, Paris, Économica, 2008, 215p.
- Géré François, *La guerre psychologique*, Économica, 1997, 424p.
- Kitson Frank, *Low intensity operations*, Faber and Faber, 1971, 208p.

- Larroque Anne-Clémentine, *Géopolitique des islamismes*, Paris, Presses Universitaires de France, 2014, 128p.
- Lawrence Thomas Edward, *Guérilla dans le désert 1916-1918*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1992, 96p.
- Le Drian Jean-Yves, *Qui est l'ennemi ?* Paris, Cerf, 2016, 80p.
- Le Moigne Jean-Louis, *La théorie du système général*, 1977, PUF. Rééditions de 1986.
- Mao Tse Toung, *De la guerre prolongée*, Sandre, 2008, 180p.
- Mendel Alexandre, *Partition*, Paris, L'artilleur, 2017, 224p.
- Mucchielli Roger, *La subversion*, Paris, C.L.C, 1976, 184p.
- Naji Abu Bakr, *Gestion de la Barbarie*, Éditions de Paris, 2007, 256p.
- Ndutumu Samuel Sylvain, *Théorie Africaine de la contre-insurrection*, L'Harmattan, 2016, 232p.
- Thompson Robert, *Defeating communist insurgency : Experiences in Malaya and Vietnam*, Chatto and Windus, 1966, 176p.
- Trinquier Roger, *La guerre moderne*, Économica, 2008, 109p.
- Veliocas Joachim, *Mosquées radicales*, Éditions Dominique Martin Morin, 2016, 320p.
- Zanaz Hamid, *L'islamisme vrai visage de l'islam*, Les Éditions de Paris, 2012, 80p.
- Zineb, *Détruire le fascisme islamique*, Éditions Ring, 2016, 70p.

## Articles

---

- Amidror Yaakov, *Winning counterinsurgency war : The israeli experience*, Strategic perspectives, pp.1-42.
- de Rocquigny (Colonel), *Le terrorisme urbain*, Revue militaire d'information n°291, février 1958, pp. 77-83.
- Hogard Jacques, *Guerre révolutionnaire ou révolution dans l'art de la guerre*, Revue de Défense Nationale n°12, décembre 1956, pp. 77-89.

- Hogard Jacques, *Guerre Révolutionnaire et pacification*, Revue militaire d'information, n°280, janvier 1957, pp 7-24.
- Hogard Jacques, *L'armée française devant la guerre révolutionnaire*, Revue de la Défense Nationale, janvier 1957, pp.77-89.
- Hogard Jacques, *Tactique et stratégie dans la guerre révolutionnaire*, Revue militaire d'information n°295, juin 1958, pp 23-35.
- Lacheroy Charles, *Guerre révolutionnaire et arme psychologique*, Service d'action psychologique et d'information de la Défense, 2 juillet 1957, 12p.
- Mandeville Anne, *La radicalisation islamiste en France : Niveaux d'analyse d'un bouleversement politique sans précédent*, rapport du colloque de l'Université d'Athènes, mai 2017, 40p.
- Nemo Jean, *Réflexions sur la guerre subversive*, Centre militaire d'information et de spécialisation pour l'outre-mer, décembre 1958, 22p.
- Nemo Jean, *Guérilla et contre-guérilla*, Tropiques, revue des troupes coloniales, n°349, janvier 1953, pp.6-14.
- Nemo Jean, *La place de la guérilla dans la guerre*, Revue militaire générale, janvier 1957, pp.21-43.
- Vidino Lorenzo, Marone Francesco, Entenmann Eva, *Fear thy neighbor : Radicalization and Jihadist attacks in the West*, ICCT (International Centre for Counter-Terrorism), ISPI, The George Washington University, juin 2017, 108p.
- Villatoux Marie-Catherine et Villatoux Paul, *Aux origines de la « guerre révolutionnaire » : le colonel Lacheroy parle*, Revue historique des armées, 268 | 2012, pp.45-53.
- Warden John, *The enemy as a system*, Airpower Journal, vol. Spring, n° 9, 1995, pp.40-55.
- Synthèse des travaux du groupe AFSCET, *L'approche systémique, de quoi s'agit-il ?*, septembre 2003.
- Ximenez, *Essai sur la guerre révolutionnaire*, Revue militaire d'information n°281, février-mars 1957, pp.11-22.
- Ximenez, *Guerre révolutionnaire en Algérie*, Revue militaire d'information n°297, août-septembre 1958, pp.27-40.

## Rapports

---

- Audibert Troin Olivier et Léonard Christophe, rapport d'information déposé par la commission de la défense nationale et des forces armées en conclusion des travaux d'une mission d'information sur *La présence et l'emploi des forces armées sur le territoire national*, 22 juin 2016.
- Bouzar Dounia, Caupenne Christophe, Valsan Sulayman, *La métamorphose opérée chez les jeunes par les nouveaux discours terroristes. Recherche-action sur la mutation du processus d'endoctrinement et d'embrigadement dans l'islam radical*, rapport du Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam (CPDSI), novembre 2014.
- Comité interministériel de la prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR). *Prévenir pour protéger. Plan national de prévention de la radicalisation*, 23 février 2018.
- Conesa Pierre, Huyghe François Bernard et Chouraqui Margaux, *La propagande francophone de Daech : la mythologie du combattant heureux*, Fondation d'aide aux victimes du terrorisme (FAVT) sous l'égide de la Fondation de France, 2016, 286p.
- Europol, *Changes in modus operandi of Islamic State terrorist attacks*, novembre 2016, 14p.
- Institut Montaigne, *Un islam français est possible*, par Hakim El Karoui, septembre 2016, 188p.
- Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Inspection générale de l'éducation nationale. Groupe établissement et vie scolaire. *Les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires*, présenté par Jean-Pierre Obin, juin 2004.
- Observatoire de la laïcité, *Rapport annuel de l'observatoire de la laïcité 2016-2017*, avril 2017, 448p.
- Sénat, rapport d'information fait au nom de la mission d'information sur *l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte*, rapporté par Nathalie Goulet, 5 juillet 2016.
- Sénat, rapport d'information n°329 du 14 mai 2008 fait au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur *la finance islamique* par Jean Arthuis.
- The Henry Jackson Society, *Foreign Funded Islamist Extremism in the UK*, Centre for the response to radicalisation and terrorism research paper n°9, 2017, 14p.

## *Documents de doctrine*

---

- British Army Field Manuel, Volume 1, Part 10, *Counterinsurgency operations*, October 2009.
- Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE), *Contre-insurrection, DIA 3.4.4*, avril 2013.
- DICOD, *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale*, Bureau des Editions, octobre 2017.
- Etat-major des forces armées, 5<sup>e</sup> Division, *Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique* (TTA 117), 29 juillet 1957, 63p.
- NATO, *Allied Joint Doctrine for Counterinsurgency*, AJP-3.4.4., février 2011.
- Réflexion doctrinale interarmées, *Eléments d'analyse systémique pour la planification opérationnelle*, RDIA-008 n°148/DEF/CICDE/NP du 28 juin 2012.
- Service de presse de Matignon, *Prévenir pour protéger. Plan national de prévention de la radicalisation*, 23 février 2018, 32p.
- US Army Field Manuel 3-24, *Counterinsurgency*, Headquarters Department of the Army, December 2006.
- US Government, Interagency Counterinsurgency Initiative, *Counterinsurgency Guide*, January 2009.